

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

LES TRANSFORMATIONS DU DISCOURS DE LA GAUCHE AU
QUÉBEC À TRAVERS LE PASSAGE DU PROVIDENTIALISME AU
NÉOLIBÉRALISME

MÉMOIRE

PRÉSENTÉ

COMME EXIGENCE PARTIELLE
DE LA MAÎTRISE EN SOCIOLOGIE

PAR

CATHERINE BEAUPRÉ-LAFOREST

JUILLET 2007

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de ce mémoire se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.01-2006). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

AVANT-PROPOS

Ce mémoire tire ses origines de deux principaux événements, le premier étant le séminaire animé par Jacques Beauchemin et Gilles Bourque à l'automne 2004 portant sur *La question nationale au Québec*. Les nombreux débats et les vivantes présentations nés de ce cours m'ont certainement convaincue de la pertinence mais plus encore de la richesse que pouvait offrir la société québécoise contemporaine comme objet d'étude sociologique. Ce cours aura assurément marqué ce travail de recherche. Une partie des réflexions qui ont traversé sa production en proviennent.

La même année, le mouvement Option citoyenne fait une arrivée remarquée sur la scène politique québécoise. Cette nouvelle formation de gauche m'a interpellée par son originalité et les « possibles » qu'elle a fait naître. Il m'est apparu également qu'une meilleure compréhension de la nouvelle mouvance de gauche, de son discours, de son origine et de ses buts pourrait contribuer à son développement. C'est pourquoi ce travail de recherche s'adresse à toute personne s'intéressant à la mouvance de gauche au Québec, à ses transformations et à son devenir.

Je tiens d'abord à remercier chaleureusement mon directeur de recherche, monsieur Gilles Bourque, qui a si généreusement accepté la direction de ce mémoire. Les échanges que nous avons eu aux cours de ces deux dernières années ont été pour moi très enrichissants et stimulants.

Un des obstacles à la réalisation de ce mémoire a été la cueillette des données nécessaire à l'analyse du discours. Les documents du Mouvement socialiste, pourtant très volumineux, étaient pratiquement introuvables. J'ai cependant eu la chance de rencontrer madame Lucie Dagenais, ancienne membre du Mouvement

socialiste qui m'a si gentiment ouverte sa porte pour me permettre d'avoir accès à la quasi totalité des documents produits par cette organisation. Nous avons effectué ensemble un important travail d'archivage. Merci Lucie pour votre générosité, votre rigueur et votre curiosité qui m'ont grandement inspirée dans la réalisation de ce travail.

Ce mémoire a également eu le soutien de la Chaire de recherche du Canada en mondialisation, citoyenneté et démocratie, tant du point vue matériel que humain. Plus précisément, je tiens à remercier Dimitri della Faille pour son aide si précieuse dans l'aspect technique et méthodologique de l'analyse de texte assistée par ordinateur.

Je suis aussi entièrement reconnaissante de l'appui constant et inconditionnel que j'ai eu au cours de ce travail venant des membres de ma famille et de mes proches : mon père, ma mère, Maude, Xavier, Maryse, Marie-Josée, Francis, Dominique, Caroline, Claude-Julie, Carolyne, Alexandre et Anai. Merci!

Plus près de moi, à chaque jour depuis le début de ce travail d'envergure, j'ai vécu chaque étape avec le regard toujours affectueux et attentionné de Julien, mon amoureux. Je te remercie profondément du soutien généreux que tu m'as apporté durant cette période et je serai toujours reconnaissante de la confiance intarissable que tu as eu en moi.

TABLE DES MATIÈRES

AVANT-PROPOS.....	ii
TABLE DES MATIÈRES.....	iv
LISTE DES TABLEAUX.....	vii
LISTE DES SIGLES ET ACRONYMES.....	x
RÉSUMÉ.....	xii
INTRODUCTION	1
CHAPITRE I	5
LES TRANSFORMATIONS DE LA MODERNITÉ POLITIQUE	5
1.1 La société moderne	6
1.2 Les développements de la société moderne	8
1.2.1..... Le libéralisme	9
1.2.2..... L'État providence	11
1.2.3..... L'État néolibéral	13
1.3 Le néolibéralisme au Québec et au Canada.....	16
1.3.1..... Au Canada	17
1.3.2..... Au Québec	18
CHAPITRE II	21
LES TRANSFORMATIONS DE LA GAUCHE AU QUÉBEC	21
2.1 Les années 1960.....	21
2.1.1..... La gauche « politique »	21
Les revues politiques.....	23
Le Mouvement de libération populaire et le Parti socialiste du Québec	24
2.1.2..... La gauche « sociale »	26
2.2 Les années 1970-1980.....	26
2.2.1..... L'extrême gauche	27
2.2.2..... Le Mouvement socialiste	27
2.3 Introduction à la nouvelle mouvance de gauche contemporaine	30
2.3.1..... Le mouvement altermondialiste	32
2.3.2..... L'Union des forces progressistes	33
2.3.3..... Option citoyenne	35
CHAPITRE III.....	38
ÉNONCIATION DE LA QUESTION ET DES HYPOTHÈSES DE RECHERCHE	38
CHAPITRE IV.....	40
MÉTHODOLOGIE	40
4.1 Approche et méthode d'analyse	40

4.2	Le corpus.....	41
4.3	L'analyse de discours par ordinateur (ATO)	44
4.3.1	..... La transformation lexicale	45
4.3.2	..... La catégorisation socio-sémantique	46
CHAPITRE V		51
PRÉSENTATION DES RÉSULTATS ET ANALYSE EN FONCTION DE L'ANALYSEUR DISTANCE 51		
5.1	le Mouvement socialiste	52
5.1.1	..... L'analyse marxiste	53
5.1.2	..... Les rapports de pouvoir	56
5.1.3	..... L'État et la politique	58
5.2	Option citoyenne	62
5.2.1	..... Les rapports sociaux	63
5.2.2	..... L'univers des valeurs	64
5.2.3	..... Le droit	65
5.2.4	..... Le rapport au politique	66
5.3	Union des forces progressistes	70
5.3.1	..... La réforme des institutions démocratiques	71
5.3.2	..... Le droit	72
5.3.3	..... Les pratiques démocratiques	75
5.4	Conclusions	76
CHAPITRE VI.....		78
L'ANALYSE DE CONTENU		78
6.1	L'UNIVERS DES VALEURS	79
6.1.1	..... Les valeurs dominantes dans le discours du Mouvement socialiste	80
	Dépendance.....	81
	Oppression, domination et exploitation	82
	Transformation.....	84
	Libération	86
6.1.2	..... Les valeurs dominantes dans le discours de la nouvelle mouvance de gauche	87
	Valeurs.....	87
	Pauvreté.....	88
	Respect	91
	Justice	92
6.1.3	..... Les valeurs dominantes dans le discours du mouvement Option citoyenne	94
	Bien commun	94
	Solidarité	97

6.1.4.....	Les valeurs dominantes pour l'ensemble des trois sous-corpus	99
Droit(s).....		99
Démocratique		103
Souveraineté.....		107
Reconnaissance		110
Autonomie		111
6.1.5.....	Conclusion de la section sur les valeurs	114
6.2 L'UNIVERS DES RAPPORTS SOCIAUX		116
6.2.1.....	Les notions dominantes de l'univers des rapports sociaux dans le discours du Mouvement socialiste	117
Classes		117
Bourgeoisie.....		119
Capitalistes		120
6.2.2.....	Les notions dominantes de l'univers des rapports sociaux dans le discours de la nouvelle mouvance de gauche	121
Populations		122
Planète		124
6.2.3.....	Les notions dominantes appartenant à l'univers des rapports sociaux pour l'ensemble des trois sous-corpus	126
Citoyens(nes)		126
Population.....		127
Peuple		129
Nation.....		131
Femmes.....		135
Environnement		137
Travailleurs		139
6.2.4.....	Conclusion de la section sur les rapports sociaux	142
CONCLUSION		144
Première hypothèse		145
Deuxième hypothèse		148
BIBLIOGRAPHIE		152

LISTE DES TABLEAUX

Tableau		Page
4.1	Composition du corpus	55
4.2	Descriptions statistiques des sous-corpus	57
4.3	Fréquence du sous-corpus MS	58
4.4	Grille de catégorisation	59
4.5	Analyseur distance du sous-corpus MS, catégorisé à partir du lexique catégorisé Duplessis	60
5.1	Analyseur distance du sous-corpus MS À partir du lexique catégorisé Duplessis	64
5.2	Fréquence totale des lexèmes appartenant à l'univers socio-sémantique marxiste provenant de l'analyseur distance (tableau 5.1)	65
5.3	Fréquence totale des lexèmes appartenant à la thématique des rapports de pouvoir provenant de l'analyseur distance (tableau 5.1)	66
5.4	Fréquence totale des lexèmes appartenant à la thématique de l'État provenant de l'analyseur distance (tableau 5.1)	70
5.5	Analyseur distance du sous-corpus MS À partir du lexique catégorisé <i>Grammaire</i>	72
5.6	Analyseur distance du sous-corpus OC À partir du lexique catégorisé Duplessis	74
5.7	Fréquence totale des lexèmes appartenant à la thématique des rapports sociaux provenant de l'analyseur distance (tableau 5.6)	75
5.8	Fréquence totale des lexèmes appartenant à la thématique de l'univers des valeurs provenant de l'analyseur distance (tableau 5.6)	76

5.9	Fréquence totale des lexèmes appartenant à la thématique du droit provenant de l'analyseur distance (tableau 5.6)	77
5.10	Fréquence totale des lexèmes appartenant à la thématique du rapport au politique provenant de l'analyseur distance (tableau 5.6)	78
5.11	Analyseur distance du sous-corpus OC À partir du lexique catégorisé <i>Grammaire</i>	80
5.12	Analyseur distance du sous-corpus UF À partir du lexique catégorisé Duplessis	82
5.13	Fréquence totale des lexèmes appartenant à la thématique de la réforme des institutions démocratiques provenant de l'analyseur distance (tableau 5.12)	83
5.14	Fréquence totale des lexèmes appartenant à la thématique du droit provenant de l'analyseur distance (tableau 5.12)	84
5.15	Analyseur distance du corpus UF À partir du lexique catégorisé <i>Grammaire</i>	86
5.16	Fréquence totale des lexèmes appartenant à la thématique des pratiques démocratiques provenant de l'analyseur distance (tableau 5.15)	87
6.1	Principales notions catégorisées comme valeurs	92
6.2	Notions représentant les valeurs dominantes dans le discours du Mouvement socialiste (où LeX MS = 15 et +)	92
6.3	Notions représentant les valeurs dominantes dans le discours de la nouvelle mouvance de gauche (où LeX UF et LeX OC = 15 et +)	99
6.4	Notions représentant les valeurs dominantes dans le discours d'Option citoyenne (où LeX OC = 15 et +)	106
6.5	Notions représentant les valeurs dominantes pour les trois sous-corpus (MS, OC et UF, où LeX = 15 et +)	111

6.6	Principales notions catégorisées appartenant à l'univers des rapports sociaux	128
6.7	Notions dominantes codifiées dans l'univers des rapports sociaux dans le discours du Mouvement socialiste (où LeX MS = 15 et +)	129
6.8	Notions dominantes codifiées dans l'univers des rapports sociaux dans le discours de la nouvelle mouvance de gauche (où LeX OC et Lex UF = 15 et +)	133
6.9	Notions dominantes codifiées dans l'univers des rapports pour les trois sous-corpus (où LeX = 15 et +)	138

LISTE DES SIGLES ET ACRONYMES

ADQ	Action démocratique du Québec
ASIQ	Association socialiste pour l'indépendance du Québec
ALENA	Accord de libre-échange nord-américain
BAEQ	bureau d'aménagement de l'Est du Québec
CCF	Commonwealth cooperative federation
CTC	Congrès du travail du canada
FRAP	Front d'action politique des salariés de Montréal
FTQ	Fédération des travailleurs du Québec
GAP	Groupe d'action populaire
LSU	Ligue socialiste ouvrière
MLP	Mouvement de libération populaire
MS	Mouvement socialiste
NPD	Nouveau parti démocratique
OC	Option citoyenne
PCC	Parti communiste canadien
PCQ	Parti communiste du Québec
PDS	Parti de la démocratie socialiste
PLQ	Parti libéral du Québec
PQ	Parti québécois
PSD	Parti social démocrate

PSQ	Parti socialiste du Québec
PVQ	Parti vert du Québec
RAP	Rassemblement pour une alternative politique
RIN	Rassemblement pour l'indépendance nationale
UFP	Union des forces progressistes
ZLEA	Zone de libre-échange des Amériques

RÉSUMÉ

Ce mémoire porte sur la transformation du discours politique de la gauche québécoise à travers le passage du providentialisme au néolibéralisme. Il analyse le discours de la gauche québécoise contemporaine, représentée par les groupes Option citoyenne (OC) et l'Union des forces progressistes (UFP), en le comparant au discours du Mouvement socialiste (MS), formation politique québécoise de gauche des années 1980. L'auteure tente de vérifier si le passage du providentialisme au néolibéralisme a transformé le discours de la gauche québécoise, notamment par la réaffirmation des valeurs providentialistes dans le discours de la gauche contemporaine. Ce travail s'intéresse dans un premier temps aux transformations de la modernité politique. Il présente le passage de l'État-providence à l'État néolibéral comme une mutation qui porte atteinte au projet de la modernité et expose ses conséquences : fragmentation de la communauté politique, montée d'une citoyenneté particulariste, primat de l'économie sur la régulation politique, perte de pouvoir des États-nation au profit d'un espace mondialisé. Sont ensuite présentées les transformations de la gauche au Québec depuis les années 1960. Deux méthodes d'analyse ont été privilégiées, l'analyse de texte par ordinateur (logiciel SATO) et l'analyse de contenu, qui ont été appliquées à un corpus constitués de documents produits par les trois groupes. L'analyse permet d'identifier d'importantes différences entre le discours du MS et celui de la gauche contemporaine. Alors qu'une conception antagoniste des rapports sociaux, d'inspiration marxiste, traverse l'ensemble du discours du MS, la gauche contemporaine privilégie une approche fondée sur les valeurs de solidarité, de justice sociale et de bien commun. Ces différences sont significatives de la transformation du discours de la gauche québécoise à travers le passage au néolibéralisme, mais aussi d'une certaine réaffirmation des valeurs du providentialisme par la gauche contemporaine. Toutefois, certains éléments du discours de la gauche contemporaine (participation citoyenne, responsabilité citoyenne, réforme des institutions démocratiques, etc.) montrent qu'il ne saurait se réduire à un simple retour à la logique providentialiste.

Mots-clés : gauche, politique, néolibéralisme, providentialisme, transformation, discours, régulation, modernité

INTRODUCTION

« Monsieur le Président, le Québec est à l'heure des décisions. Nous sommes arrivés au bout d'un modèle de fonctionnement. Ce modèle, il a été créé il y a une quarantaine d'année par de grands québécois. Il nous a permis d'aller loin. Mais nous devons maintenant le revoir pour continuer à progresser. »¹

Dans son discours inaugural, le premier ministre du Québec Jean Charest ne croyait pas si bien dire en évoquant le démantèlement du modèle de fonctionnement hérité de la Révolution tranquille, le providentialisme. Depuis les années 1980 s'affirme progressivement au Québec le néolibéralisme et les conséquences de cette nouvelle régulation sont multiples : importants reculs dans les politiques sociales universelles, tendance soutenue à la réduction du déficit budgétaire des États-nation, mondialisation de l'économie caractérisée notamment par le développement d'accords de libre-échange, assouplissant des barrières au commerce. Bref, une transformation s'opère en profondeur dans la société québécoise et les sociétés occidentales. Mais plus encore que ces manifestations à caractère politique et économique, l'abandon de l'idéal providentialiste pour le néolibéralisme provoque des transformations profondes dans l'organisation des sociétés modernes qui remettent en cause le « projet politique de la modernité »². Il nous est apparu pertinent de nous attarder aux effets du néolibéralisme dans le champs politique contemporain, afin de saisir les mutations qui ont cours dans la société. Par conséquent, c'est à partir du discours politique que nous privilégierons l'étude de ces transformations contemporaines liées à la nouvelle forme de régulation politique.

¹ Discours inaugural du premier ministre du Québec, M. Jean Charest, à l'occasion de l'inauguration de la 37^e législature, 4 juin 2003 [en ligne]
http://www.assnat.qc.ca/fra/37legislature1/Debats/journal/ch/030604.htm#_Toc42589682.
Page consultée le 15 septembre 2006.

Les mesures néolibérales mises de l'avant ces dernières années suscitent toutefois des résistances et entraînent notamment un renouveau des forces progressistes dans les sociétés contemporaines. Parallèlement, l'échec du projet socialiste, représenté par l'effondrement des régimes socialistes, a favorisé l'essor du capitalisme mondialisé et l'hégémonie de l'idéologie néolibérale. Cette situation a eu pour effet de marginaliser davantage la gauche, l'obligeant à se replier et à se redéfinir.

Deux nouvelles tendances de gauche s'affirment à travers ce passage au néolibéralisme dont l'une appartient au mouvement altermondialiste. Cette dernière œuvre au niveau mondial et n'interpelle pas directement la démocratie représentative. Le mouvement altermondialiste privilégie une mobilisation décentralisée, favorisant plusieurs foyers de contestations et faisant la promotion d'une société civile supranationale regroupant des individus de provenances diverses (groupes populaires, féministes, écologistes, étudiants, autochtones, syndicaux.). Cette nouvelle forme de mobilisation apparaît au milieu des années 1990 et a comme principale orientation de s'opposer au néolibéralisme et au déficit démocratique.

L'autre tendance est vouée au renouvellement de la démocratie représentative à l'intérieur de l'espace national. Celle-ci évolue dans le cadre classique de l'État-nation et se regroupe à l'intérieur de formations politiques. C'est à cette deuxième tendance que nous nous intéresserons dans ce travail. En ce sens, notre objet de recherche porte sur les transformations du discours politique de la gauche québécoise à travers le passage du providentialisme au néolibéralisme.

² Jacques Beauchemin, *La société des identités. Éthique et politique dans le monde contemporain*, p. 18.

Au Québec, un des types d'opposition au néolibéralisme était jusqu'à tout récemment représenté par deux nouveaux groupes de gauche : le mouvement Option citoyenne (OC) et le parti politique, l'Union des forces progressistes (UFP)³. Ces deux groupes s'inscrivent dans ce que nous qualifierons de « nouvelle mouvance de gauche ». Afin de saisir les effets du passage du providentialisme au néolibéralisme sur le discours de la gauche politique québécoise, nous procéderons à la comparaison entre le discours de la nouvelle mouvance de gauche et celui du Mouvement socialiste (MS), un mouvement qui occupa la scène politique de gauche de la fin des années 1970 jusqu'à la première moitié des années 1980 au Québec, dans les dernières heures du providentialisme. À travers cette comparaison, nous chercherons à comprendre comment les discours de l'UFP et d'OC se distinguent de ceux du Mouvement socialiste (MS). Les thèmes défendus par la gauche politique, représentée il y a plus de vingt ans par le MS ont-ils évolués ou sont-ils demeurés les mêmes? De plus, nous chercherons à savoir si le projet de société véhiculé par la nouvelle mouvance de gauche est significatif d'une nouvelle conception de l'être ensemble dans nos sociétés contemporaines.

L'étude du discours a été effectuée à partir des productions discursives produites par les trois groupes, soit les textes fondateurs, les plate-formes politiques, les mémoires et les documents de travail. L'examen de ces corpus nous a permis de saisir les transformations profondes du discours de la gauche et plus largement, dans l'ensemble de la société québécoise. Deux méthodes ont été privilégiées afin de réaliser l'examen du discours politique chez les mouvements de gauche à l'étude : l'analyse par ordinateur des fréquences, avec l'aide du logiciel SATO, et l'analyse de contenu.

Notre recherche se divise en six chapitres. Nous traitons d'abord, dans le premier chapitre, de la transformation de la société moderne, du passage du

³ Les deux groupes ont fusionné en février 2006 pour former le parti politique Québec

providentialisme au néolibéralisme. Après avoir posé notre cadre théorique, nous nous attardons dans le deuxième chapitre à présenter l'évolution de la gauche québécoise des années 1960 à aujourd'hui. Nous y présentons notamment avec plus de détails les trois groupes politiques étudiés, le MS, l'UFP et OC. Le troisième chapitre, très succinct, est consacré à la présentation synthétique de notre projet de recherche et de nos hypothèses. Au quatrième chapitre, nous exposons notre méthodologie de recherche, en traitant tout d'abord de l'analyse de textes assistée par ordinateur (ATO). Nous y présentons également notre grille de catégories thématiques et les éléments relatifs à l'analyse de contenu. Les deux derniers chapitres sont dédiés à notre analyse. Nous commençons au chapitre cinq par la présentation des résultats des analyseurs distance obtenu par SATO. Le chapitre six quant à lui présente les résultats de l'analyse de contenu des notions relatives à l'univers des valeurs et à l'univers des rapports sociaux⁴. Enfin, nous revenons sur nos différentes interprétations dans la conclusion de ce travail de recherche.

Solidaire.

⁴ La grille de catégorie thématique que nous utilisons pour analyser le discours est divisée en quatre thèmes : l'univers des valeurs, des rapports sociaux, de l'économie et de la politique.

CHAPITRE I

LES TRANSFORMATIONS DE LA MODERNITÉ POLITIQUE

La discipline sociologique s'intéresse depuis ses débuts à l'étude de la modernité monde et de ses transformations. À ce propos, la période contemporaine est originale en ce sens qu'il semble se déployer à une vitesse étonnante des changements importants dans l'ensemble de la société. Le providentialisme d'après-guerre, basé sur un projet politique et économique menant à la socialisation des valeurs d'égalité et de solidarité, notamment par l'affirmation de l'État-nation, s'est peu à peu estompé. Depuis les années 1980 s'affirme progressivement au Québec un nouveau mode de régulation, le néolibéralisme. De ce fait, le marché semble influencer de plus en plus la régulation politique⁵, ce qui se manifeste particulièrement par un recul dans les politiques sociales universelles au profit d'un plus grand souci de rentabilité et de compétitivité, exprimé notamment dans le discours politique par la lutte au déficit de l'État, menée successivement ces dernières années par le Parti québécois et le Parti libéral du Québec. La représentation de l'espace et de la communauté change également sous cette nouvelle forme de régulation. L'État-nation, lieu principal de la régulation politique dans la modernité, semble de plus en plus soumis à un ordre mondial économique qui le dépasse et qui échappe à son contrôle. La régulation néolibérale a également pour conséquence de structurer différemment le lien social, soumis de plus en plus à un procès d'individualisation et de judiciarisation.

⁵ Nous entendons par régulation politique ce que les sociologues Bourque, Beauchemin et Duchastel ont défini aux cours de leurs travaux soit : « l'ensemble des règles - et d'abord le droit et la loi - qui président à l'organisation et à l'articulation de l'ensemble des institutions de pouvoir au sein de la société, quelles soient privées ou publiques. Au niveau général, ces règles définissent les rapports entre la sphère publique et la sphère privée. En ce sens, une forme de l'État se présente comme une distribution particulière des institutions sociales au sein des sphères publique et privée ». Beauchemin, Jacques, Gilles Bourque et Jules Duchastel. « Du providentialisme au néolibéralisme : de Marsh à Axworthy. Un nouveau discours de légitimation de la régulation sociale » In *L'État dans la tourmente*, *Cahiers de recherche sociologique*, n° 24, 1995, p. 16-17.

Bref, des transformations sociales, économiques et politiques liées à cette nouvelle forme de régulation s'opèrent dans la société québécoise, de même que dans les sociétés modernes occidentales, et s'inscrit plus fondamentalement dans une profonde mutation de la modernité.

Afin de saisir cette mutation profonde de la modernité nous traitons d'abord, dans ce chapitre, de la société moderne et de son développement en proposant notamment un cadre d'analyse développé par les sociologues Jacques Beauchemin, Gilles Bourque et Jules Duchastel. Nous présentons ensuite les trois formes de l'État moderne : le libéralisme, le providentialisme et le néolibéralisme. En dernier lieu, nous nous attardons à l'affirmation du discours et des mesures néolibérales au Québec et au Canada.

1.1 LA SOCIÉTÉ MODERNE

En Occident, la modernité s'affirme par la modification, de manière progressive, du rapport de l'individu à la société. Comme le souligne le sociologue Jacques Beauchemin, la société moderne se « pense comme agir » dans le sens où la production de la société est assurée par l'action des individus⁶. Il faut comprendre ici l'action de l'individu dans une perspective réflexive. Dans la société moderne, c'est l'individu rationnel et autonome qui, par sa compréhension du monde, organise ses actions et agit dans la société. Par conséquent, l'organisation de la société est sujette à la signification que donne l'individu moderne au monde⁷. À la différence de la société traditionnelle, la société moderne n'est plus donnée de l'extérieur par un ordre divin mais se produit par elle-même. Cette idée est exprimée par Marcel Gauchet qui écrit :

⁶ Beauchemin, Jacques. *La société des identités. Éthique et politique dans le monde contemporain*. Montréal : Athéna, 2004, p. 37

[Les sociétés] se sont pensées en général, à travers toute l'histoire, comme immuablement définies dans leur ordre essentiel par des puissances supérieures. C'est en cela que consiste proprement le choix de religion qui a dominé la plus grande partie de l'histoire humaine : dans ce déni de la puissance de se définir et de se constituer soi-même et dans l'attribution de ce pouvoir à d'autres, à des êtres d'une nature surnaturelle, ancêtres fondateurs, dieux ordonnateurs ou Dieu unique créateur. En regard, la rupture caractéristique des sociétés modernes réside dans la réappropriation de cette puissance de se faire⁸.

Toujours selon Beauchemin, cette forme d'autoproduction de la société moderne se traduit par la mise en place d'un projet éthique et politique qui :

(...) est (...) traversé par une tension constitutive entre la poursuite de l'émancipation et le maintien cependant nécessaire des conditions qui rendent possible l'aménagement du conflit social et de la pluralité⁹.

L'État de droit, la démocratie et la citoyenneté feront partie des institutions privilégiées dans la modernité pour aménager ce projet éthique et politique. Dans l'État moderne, le droit ne représente pas seulement une forme juridique, il se présente également comme le fondement éthique qui légitime l'ordre social. L'exercice de la citoyenneté assure l'expression et l'action des individus dans le cadre du débat démocratique au sein de l'espace politique, mais tient aussi « à l'adhésion à un projet éthique de vivre-ensemble »¹⁰. La démocratie permet l'arbitrage des intérêts divergeants et des conflits. Elle constitue en ce sens, comme l'exprime Beauchemin : « [...] le fondement de la légitimité de l'agir en contexte pluraliste et conflictuel »¹¹.

⁷ Ce qui ne suppose pas pour autant l'absence de rapports de pouvoir et de rapports de force structurants dans la société.

⁸ Marcel Gauchet, *La démocratie contre elle-même*. Paris, Gallimard, 2002, p. 93.

⁹ Op. Cit., Jacques Beauchemin, *La société des identités*. Éthique et politique dans le monde contemporain, p. 37

¹⁰ *Ibid.*, p. 40.

¹¹ *Ibid.*

1.2 LES DÉVELOPPEMENTS DE LA SOCIÉTÉ MODERNE

Pour les sociologues Bourque, Duchastel et Beauchemin, la transformation de la modernité est observable dans l'analyse des processus d'autonomisation et de reproduction élargie d'un triple procès différencié d'institutionnalisation¹² économique (dynamique du marché et du capitalisme), politique (dynamique de la démocratie représentative) et culturelle¹³. Le procès d'institutionnalisation politique est fondamental dans le sens où c'est ce dernier qui entretient le rapport entre les diverses formes de procès¹⁴. Comme nous l'avons souligné, c'est dans la modernité que s'évacue toute trace de transcendance extérieure comme élément producteur de la société. L'autoproduction de la société par elle-même est alors possible par le politique. Avec la modernité, c'est l'État qui sera le lieu permettant de réaliser cette autoproduction à savoir la production des trois procès d'institutionnalisation. L'État moderne et le politique sont alors intimement liés.

L'État moderne peut en conséquence être saisi comme lieu à partir duquel s'élabore, dans la discussion du pouvoir et la reconnaissance des conflits, la régulation politique d'une société qui, dès lors, y reconnaît le principe même de son autoproduction en dehors de toute transcendance extérieure aux rapports sociaux (Dieu, les Ancêtres).¹⁵

L'État et le politique assurent, en quelque sorte, l'organisation de la société et plus encore, sa production¹⁶. Dans la modernité, ce sera dans le rapport du citoyen

¹² Il faut comprendre « institutionnalisation » par la soumission de la pratique sociale à un ensemble de règles, fondées sur des normes, qui préside non seulement à la formation des appareils, mais aussi au développement des habitus des acteurs. (Pierre Bourdieu, *Raison pratique : sur la théorie de l'action*, Paris, Seuil, 1994. Cité dans Gilles Bourque, Jules Duchastel et Éric Pineault, « L'incorporation de la citoyenneté ». *Sociologie et sociétés*, vol. XXXI, n° 2, automne, 1999, p. 5 [en ligne] <http://www.erudit.org/revue/socsoc/1999/v31/n2/001091ar.html>.

¹³ Ibid., p. 16.

¹⁴ Ibid., p. 6.

¹⁵ *Op. Cit.*, Beauchemin, Jacques, Gilles Bourque et Jules Duchastel, p. 16.

¹⁶ Par conséquent, le discours politique, comme « forme discursive » participe à la production de la société moderne dans l'État moderne démocratique. Bourque, Gilles et Jules Duchastel. *L'identité fragmentée*. Québec, Fides, 1996, p. 16.

à l'État-nation que sera vécu l'expérience politique nécessaire à la production de la société.

La citoyenneté moderne consiste en la formation d'un sujet politique, apte à discuter des conditions de production de la société, dans les institutions ouvertes à la discussion publique des rapports de pouvoir et à la production de compromis dans les instances de la démocratie représentative.¹⁷

Ainsi, pour saisir les développements de la société moderne, il nous faut s'attarder à l'étude de l'État et de ses transformations. Cet examen nous permettra de rendre compte de l'importance de la régulation politique et de ses conséquences sur la mutation des formes de l'État moderne.

1.2.1 Le libéralisme

Le passage de la société traditionnelle à la modernité a révélé un individu rationnel, maître de sa raison et de sa conscience. C'est un idéal de liberté qui a participé à la formation de l'éthique dans la société moderne¹⁸. Le projet politique de la modernité devait permettre la pleine réalisation de l'individu rationnel en même temps que la conciliation d'un projet de « vivre en commun » à l'intérieur d'un État national¹⁹. Le libéralisme comme courant de pensée et de politique économique est directement issu de ce projet de société, basé sur des valeurs de liberté, de droit et d'égalité. Ce qui caractérise la régulation politique libérale, c'est que la loi du marché doit à elle seule permettre la réalisation des intérêts individuels et par le fait même, ceux de la collectivité. C'est notamment pour cette raison que l'idéologie libérale s'oppose à l'intervention de l'État dans les

¹⁷ Gilles Bourque, Jules Duchastel et Éric Pineault, *Op. Cit.*, p. 4.

¹⁸ François Ewald, *L'Etat-providence*. Paris, Grasset, 1986, 612 p. *Op. Cit.*, Jacques Beauchemin, *La société des identités. Éthique et politique dans le monde contemporain*, 184 p.

¹⁹ Jacques Beauchemin, *La société des identités. Éthique et politique dans le monde contemporain. Op. Cit.*, p. 19.

domaines de l'économie et des politiques sociales, prétextant que ce dernier aurait pour effet de corrompre « la discipline du marché »²⁰.

Par conséquent, l'État libéral applique une séparation rigoureuse des sphères publique et privée, principalement par l'exercice de la loi²¹. Les « pratiques sociales »²², comme l'éducation et la santé, appartiennent notamment à la sphère privée. Selon Ewald, le principe de régulation du libéralisme repose essentiellement sur la responsabilité individuelle²³. Or, ce sont précisément les limites de la responsabilité qui ont fait en sorte de rendre le libéralisme impraticable. Dans l'État libéral, la sécurité des individus n'a pas à être assurée, ce sont plutôt les droits de ces derniers qui le sont.

La grande crise économique des années 1930 démontre l'incapacité de la régulation libérale à soutenir le développement continu de l'économie capitaliste et parallèlement d'assurer l'amélioration des conditions et l'émancipation des individus. Pour Boismenu, cet événement, imputable à l'échec de la politique libérale, démontre les contradictions fondamentales du capitalisme²⁴. De plus, cette crise économique a signalé l'effritement grandissant des conditions de vie dans la société. Dès lors, le modèle de société basé sur le libéralisme devient obsolète et des transformations majeures sont entreprises afin de maintenir notamment le système de production capitaliste.

²⁰ Gérard Boismenu, *Le Duplessisme*. Montréal, PUM, 1981, p. 99.

²¹ Charles Bellerose, *Transformation de l'éthique et du politique dans le néolibéralisme : analyse du rapport finale de la Commission Royale d'enquête sur les nouvelles techniques de reproduction*, Montréal, Université du Québec à Montréal, 1997, p. 43.

²² Ibid.

²³ François Ewald, *Op. Cit.*, p.53.

²⁴ Gérard Boismenu, *Op. Cit.*, p. 99.

1.2.2 L'État providence

Ce que l'on a appelé État providence (ou *Welfare State*) résulte d'une transformation significative de la conception de la régulation politique inspirée de la théorie institutionnaliste aux États-Unis et keynésienne en Angleterre. Selon Boismenu, « les analyses keynésiennes proposent la participation « positive » de l'État, par l'utilisation des leviers économiques dont il dispose, afin de maintenir le plein emploi et de « moduler » les cycles économiques »²⁵. Pourtant, le simple fait pour l'État d'intervenir dans la sphère économique ne pouvait suffire à résorber la crise des problèmes sociaux qui perdurait. C'est en socialisant ce qui était dans le libéralisme sous l'égide de la sphère privée que la régulation providentialiste s'affirme, notamment les grandes valeurs de droit et d'égalité. Cette politisation de l'éthique est soulignée par Beauchemin dans ce passage sur la définition du projet éthico-politique de la société providentialiste :

Dans la société providentialiste de l'après-guerre, le projet éthico-politique consiste en une vaste entreprise visant à civiliser le marché dans un cadre de régulation des rapports sociaux nouveaux fondés sur l'idéal de la solidarité et du progrès social²⁶.

Le projet éthico-politique de la régulation providentialiste s'affirme notamment grâce à l'implantation d'une politique universaliste de couverture du risque social, véritable révolution dans la société moderne²⁷. Dès lors, l'État devenu « providence » devait comprendre les problèmes sociaux en terme de risque social. En d'autres mots, c'est une nouvelle conception du rapport entre l'individu et la société qui prenait forme²⁸. La responsabilité qui était individualisée à l'époque du libéralisme, appartient, sous l'égide de l'État, au domaine public dans le providentialisme.

²⁵ *Ibid.*

²⁶ Jacques Beauchemin, *La société des identités. Éthique et politique dans le monde contemporain*, *Op. Cit.*, p. 41.

²⁷ Beauchemin, Bourque et Duchastel, *Op. Cit.*, p. 27

²⁸ *Ibid.*

Le discours providentialiste est axé sur la solidarité sociale, le droit social et le soutien à l'égalité des chances, le tout ultimement déployé à l'intérieur d'un espace national²⁹. Dans l'État providence, c'est l'affirmation de la nation qui assure la régulation politique du risque social. En effet, les auteurs Bourque, Beauchemin et Duchastel affirment que : « le discours politique dans l'État-providence trouve une part de son efficace dans le fait qu'il propose un cadre social à la solidarité : l'espace national. Il pose ainsi une correspondance entre la solidarité, les valeurs et la société »³⁰.

Le passage de l'État libéral au providentialisme devait assurer le maintien et le développement du système capitaliste³¹. À la fin de la deuxième guerre mondiale, l'ensemble des grands pays industrialisés se tournèrent vers le keynésianisme et le modèle de l'État-providence. L'intervention de l'État, en plus d'assurer une couverture sociale universaliste, a permis de lutter contre les crises cycliques du système économique³². L'intervention directe de l'État dans l'économie était orientée dans la perspective de la recherche du plein emploi, de la stabilisation des prix et d'une croissance soutenue du volume de la production et des échanges³³. Cette régulation politique de l'économie a effectivement permis au marché de se développer tout en assurant également une certaine redistribution de la richesse par le biais des programmes et des politiques sociales offerts par l'État en matière d'éducation, de santé, de logements sociaux et de protection

²⁹ *Ibid.*

³⁰ *Ibid.*

³¹ Rappelons que la dynamique du capitalisme est le résultat du procès d'institutionnalisation économique dans la société moderne.

³² Alfred Dubuc, *Sociétés industrielle et post-industrielle*, sous la dir. de Kevin Wilson et Danielle Charron, Québec, Télé-université, 2000, p. 399.

³³ Éric Pineault, « La banque du Canada et la dissolution de l'État providence : élément pour une sociologie de la régulation monétaire », Montréal, Université du Québec à Montréal, 1998, p. 85.

sociale pour des chômeurs³⁴, et ce jusque durant la première moitié des années 1970.

La fin des Trentes Glorieuses³⁵ a été marquée par une montée du chômage et de l'inflation, crise économique appelée *stag-fla-tion*, suivie par une constante diminution des profits des entreprises³⁶. C'est une crise du modèle économique qui s'annonce à ce moment ce qui a eu pour effet de remettre en question le modèle de régulation politique providentialiste. En effet, les conséquences de la *stag-fla-tion* contribuent « à un appauvrissement de la population »³⁷ et annoncent en quelque sorte l'échec des objectifs fixés par l'État providence. Cette nouvelle crise, à l'instar de celle de 1929, suscite l'affirmation de l'hégémonie d'une théorie économique libérale renouvelée et par le fait même l'affirmation d'une nouvelle forme de régulation politique, la régulation néolibérale.

1.2.3 L'État néolibéral

Dans la production sociologique, on s'entend généralement pour affirmer que le néolibéralisme se présente comme un courant de pensée et une conception de la politique économique qui dominent à partir des années 1980³⁸, suivant le principe

³⁴ Louis Gill, *Le néolibéralisme*. Montréal, Chaire d'études socio-économiques de l'UQAM, 2002, p. 11.

³⁵ Dans la littérature, les « Trentes Glorieuses » représentent la période marquée par les années 1945 à 1975, moment pendant lequel : « le recours aux instruments keynésiens de politique économique et une importante extension des services publics furent employés dans les pays industrialisés, s'accompagnant d'une croissance économique (*Ibid.*, Louis Gill, p. 11). En d'autres mots, c'est à la régulation providentialiste que nous faisons référence.

³⁶ *Ibid.*, p. 13

³⁷ Alfred Dubuc, *Op.Cit.*, p. 401.

³⁸ On attribue à Friedrich von Hayek la paternité de la théorie néolibérale avec son ouvrage, *The Road to Serfdom*, publié en 1944. En créant la *Société du Mont-Pèlerin*, lui et d'autres intellectuels s'engagèrent dans une lutte à finir contre le keynésianisme et le providentialisme, défendant l'idée que le capitalisme doit être libéré de toute intervention de l'État, dénonçant par le fait même le projet social du providentialisme (*Op. Cit.* Louis Gill, p. 12).

selon lequel les activités économiques, sociales et culturelles doivent être soumises aux lois du marché³⁹.

L'abandon de l'idéal providentialiste par le néolibéralisme a pour conséquence de transformer le mode de régulation politique⁴⁰. Ce changement se manifeste par une transformation de la dynamique du procès d'institutionnalisation politique, procès central de la modernité.

(...) ce que nous avons appelé l'État néolibéral représente bien davantage qu'une simple transformation de la forme de l'État moderne. Il témoigne, au contraire, d'une mutation qui implique une modification de la nature même de la régulation politique (et donc du procès d'institutionnalisation politique de la modernité). En somme, s'il est encore légitime d'utiliser le concept de forme de l'État néolibéral, il faut convenir que cette dernière obéit à une logique mutante qui tend à la dénaturation de la modernité politique.⁴¹

Dans l'État néolibéral, la régulation politique obéit davantage à une logique économique qui tend à modifier (voire à dépolitiser) le rapport du citoyen à l'État-nation qui assure dans la modernité la réalisation et la légitimation du projet de « vivre-ensemble ». Cela s'exprime notamment par la perte de pouvoir des États-nation, supplantés par un ordre mondial, un « espace mondialisé »⁴² :

³⁹ Louis Gill, *Ibid.*, p. 9. En d'autres mots, le néolibéralisme est caractérisé par le retrait progressif de l'État providence et la « soumission de la politique étatique au primat du marché mondial » *Op. Cit.*, Jacques Beauchemin, Gilles Bourque, Jules Duchastel, p. 29.

⁴⁰ *Ibid.* Mais de plus, cette nouvelle forme de régulation politique a pour effet de séparer les sphères publique et privée, autrefois imbriquées l'une dans l'autre dans le providentialisme et qui conférait le caractère universaliste de cette société. À ce propos, Bourque écrit que la régulation politique néolibérale : « [...] implique une tendance à la reséparation des sphères privée et publique (imbriquées dans l'État providence), placée sous la dominance du primat de l'économie du marché. Sa politique économique vise à développer l'offre de capital dans l'espace mondial. Dans une telle perspective, elle soutiendra tout aussi bien l'entreprise nationale dans sa conquête des marchés extérieurs, qu'elle cherchera à attirer les investissements étrangers. Sa politique sociale [...], de nature particulariste, vise d'abord et avant tout la formation de la main-d'œuvre et la réinsertion sur le marché du travail ». Gilles Bourque, « Prolégomènes à l'analyse des transformations de la régulation politique au Québec ». In *La régulation néolibérale. Crise ou ajustement ?*, sous la dir. de Raphaël Canet et Jules Duchastel, Montréal, 2004, p. 375.

⁴¹ *Op. Cit.*, Gilles Bourque, Jules Duchastel et Éric Pineault, p. 11.

⁴² *Ibid.* On retrouve plusieurs interprétations de la perte de pouvoir des États-nation dans la littérature, notamment celle des philosophes Hardt et Negri, qui affirment que les

Nous assistons à la mise en œuvre d'un processus (non achevé) de soumission de la régulation politique qui se déploie dans un cadre national à une régulation technojuridique qui tend à s'exercer dans un espace multi-dimensionnel et excentré⁴³.

En d'autres mots, on assiste progressivement au primat de l'économie sur la régulation politique dans un contexte de décentration de l'État national. Par conséquent, c'est la nature même de la modernité qui est affectée par ce processus particulier qui modifie la dynamique du couple nation-citoyen. En effet, le rapport du citoyen à l'État-nation s'effrite dans l'État néolibéral ce qui a pour ultime effet de « dépolitiser » le projet de « vivre-ensemble » et conséquemment, porte « atteinte au projet de la modernité »⁴⁴.

Par le haut, le capitalisme transnational et ses institutions cherchent à instrumentaliser les États nationaux afin de favoriser les avancées du commerce et de l'investissement. Par le bas, la société des individus recompose en une myriade « d'identités » une communauté politique devenue incapable de trouver des « raisons communes » (Dumont) »⁴⁵.

La régulation politique néolibérale a pour conséquence de promouvoir une citoyenneté particulariste, coupée des idéaux universalistes de l'État providence⁴⁶. À partir de ce constat, le sociologue Jacques Beauchemin ajoute que les sociétés contemporaines sont aux prises avec un individualisme qui « trouve son expression politique dans une citoyenneté particulariste où la pleine réalisation de la

sociétés contemporaines sont maintenant soumises à un ordre politique global appelé « Empire », forme avancée d'un capitalisme supra-national qui remet en question « l'autorité souveraine des États-nation » aujourd'hui décadente. Michael Hardt et Antonio Negri, *Multitude. Guerre et démocratie à l'âge de l'Empire*. Montréal : Éditions Boréal, 2004, p. 15.

⁴³ Gilles Bourque, Jules Duchastel et Éric Pineault, *Op. Cit.*, p. 11.

⁴⁴ Jacques Beauchemin, *La société des identités. Éthique et politique dans le monde contemporain*, *Op. Cit.*, p. 18. À ce propos, Jacques Beauchemin écrit que : « Le projet politique de la modernité a résidé dans l'ouverture à l'émancipation des acteurs (et donc dans la « politisation » d'un idéal de liberté) en même temps que dans la préservation des conditions de cette émancipation dans le cadre d'une éthique du vivre-ensemble où ont été balisés les effets déstructurants du déploiement des forces de l'émancipation (et donc de la politisation d'un idéal communautariste) ». *Ibid.*

⁴⁵ *Ibid.*, p. 20.

⁴⁶ Gilles Bourque, Jules Duchastel et Éric Pineault, *Op. Cit.*, p. 2

démocratie semble résider dans la reconnaissance des intérêts corporatistes »⁴⁷. Conjugée à la fragmentation de la communauté politique, l'auteur affirme que ces conséquences ont pour effet de rendre laborieuse la recherche d'un projet politique rassembleur, comme le souligne cet extrait :

le problème à la fois le plus diffus et le plus insaisissable des sociétés actuelles consiste dans ce fait majeur qu'elles ne semblent plus avoir d'autre projet politique pour elle-même. S'il est un trait qui distingue notre société de celle qui l'ont précédée (y compris les premières formes de la modernité), c'est précisément son impuissance à former une représentation du vivre-ensemble suffisamment cohérente pour que les acteurs sociaux y trouvent les fondements des liens de solidarité et de responsabilité qui devraient les réunir.⁴⁸

Cette perte de signification de « l'être ensemble dans les sociétés contemporaines est significative de la « crise du politique » et du « capitalisme mondialisé », indéniablement lié à la mutation de la modernité comme nous venons de le démontrer.

1.3 LE NÉOLIBÉRALISME AU QUÉBEC ET AU CANADA

Pour faire suite à ces considérations théoriques, nous proposons maintenant une brève présentation du passage du providentialisme au néolibéralisme, mis de l'avant par les discours politiques et mesures néolibérales au Canada et au Québec.

C'est d'abord à la suite de l'élection des conservateurs de Margaret Thatcher en Grande-Bretagne et aux États-Unis avec l'arrivée au pouvoir de Ronald Reagan, que

⁴⁷ Jacques Beauchemin, *La société des identités. Éthique et politique dans le monde contemporain*, Op. Cit., p. 24.

⁴⁸ *Ibid.*, p. 9.

sont adoptées officiellement les premières mesures néolibérales⁴⁹. Une vingtaine d'années plus tard, il est juste de dire que le néolibéralisme s'est répandu et est devenu dominant dans tous les pays industrialisés, sapant progressivement les politiques sociales universalistes défendues par l'État providence.

1.3.1 Au Canada

C'est sous le gouvernement de Brian Mulroney que le Canada adopta ses premières politiques néolibérales. Inspirés par l'expérience des États-Unis, les conservateurs concentrèrent leur discours et leurs actions dans le but précis de miner l'héritage du providentialisme. Pour les sociologues Bourque, Beauchemin et Duchastel, ce constat est sans équivoque :

une remise en question des dimensions redistributrices de l'impôt sur le revenu à la faveur d'un déplacement vers une taxation régressive axée sur la consommation (...); tendance au remplacement des politiques sociales universelles par des crédits d'impôt s'adressant à des populations cibles (...); compression dans de nombreux programmes de sécurité sociales.⁵⁰

À ces politiques annonçant un retour évident au libéralisme économique, se sont ajoutées également des mesures visant à maintenir la compétitivité du Canada au niveau mondial qui ont entraîné l'assujettissement politique et économique du pays. Caractéristique fondamentale du néolibéralisme, « la soumission de la politique étatique au primat du marché mondial », ayant pour effet de mettre au second plan les intérêts sociaux, culturels et politique des États-nation, devait devenir une priorité⁵¹. C'est ainsi par exemple que se sont engagées des négociations avec les États-Unis, et plus tard avec le Mexique, afin de créer

⁴⁹ Jacques Nikonoff, « Altermondialiste tout terrain ». *Manière de voir* n°75, *Altermondialistes de tous les pays...*, juin-juillet, 2004, p. 86. Gill affirme que c'est d'abord au Chili, sous la dictature du général Augusto Pinochet dans les années 1970, qu'apparurent les premières mesures monétaristes développées par Milton Friedman. *Op. Cit.*, Louis Gill, p. 19.

⁵⁰ Jacques Beauchemin, Gilles Bourque et Jules Duchastel, *Op. Cit.*, p. 29.

⁵¹ *Ibid.*

l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA). Le gouvernement de Jean Chrétien allait donner un second souffle aux politiques néolibérales. C'est notamment lors de son premier mandat en 1994 que le Rapport Axworthy, *La sécurité sociale dans le Canada de demain*, a été publié, ouvrant la porte, par ses recommandations, aux grandes politiques d'austérité budgétaires, aux compressions dans les services sociaux et dans les transferts aux provinces qui allaient suivre.

1.3.2 Au Québec

C'est à partir des années 1980 au Québec que l'État providence est entré progressivement en mutation, faisant place à une régulation politique néolibérale. Bourque affirme que depuis le début des années 1980, tous les partis politiques au pouvoir (PQ et PLQ) ont tenté de promouvoir une transformation du rôle de l'État qui, menée à terme, devait prendre la forme d'un État néolibéral⁵².

C'est sous le règne du Parti Québécois (PQ) que le Québec a connu ses premières ouvertures aux transformations néolibérales durant lequel plusieurs réformes sociales et économiques furent déployées afin de mettre en place un nouveau mode de régulation politique. Selon Bourque, les partis politiques utilisèrent, de 1980 à aujourd'hui, deux stratégies discursives de sortie de l'État providence menant successivement à deux formes d'État néolibéral⁵³. Le premier, l'État néolibéral de concertation, se démarque par l'institutionnalisation d'une « régulation politique néocorporatiste »⁵⁴ qui demande le consentement et l'appui de divers acteurs sociaux de la société québécoise. À titre d'exemple, nous pouvons ajouter que c'est sous la gouverne de Lucien Bouchard, qu'est adopté

⁵² Gilles Bourque, « Prolégomènes à l'analyse des transformations de la régulation politique au Québec », *Op. Cit.*, p. 366.

⁵³ C'est par l'étude des discours inauguraux qu'il a été possible de présenter cette hypothèse sur la stratégie discursive du Parti québécois et du Parti libéral du Québec.

l'objectif du « déficit zéro », : « objectif budgétaire, élevé au rang d'idéal national » qui donna naissance à deux sommets en 1996, le premier traitant du déficit et le second, de l'économie et de l'emploi⁵⁵. Les résultats de ces sommets ont permis au gouvernement de légitimer les réformes néolibérales auprès des groupes sociaux⁵⁶ et des grandes centrales syndicales. S'appuyant sur une approche de concertation, le gouvernement péquiste avait alors obtenu l'accord des différents « partenaires sociaux » dans l'objectif de l'atteinte du « déficit zéro ». Cette quête du budget équilibré s'est ensuite traduite par des compressions budgétaires massives dans l'ensemble des services sociaux.

La deuxième forme, l'État néolibéral autoritaire, est observable mais pas encore totalement effective comme l'explique Bourque dans son commentaire sur cette nouvelle forme de régulation :

(...) l'utilisation du qualificatif autoritaire réfère ici à la possible existence d'un État néolibéral qui s'imposerait par le haut dans un processus politique privilégiant l'affrontement avec les mouvements sociaux, et qui commencerait par un démantèlement des institutions de concertation.⁵⁷

Le Parti libéral du Québec, lors de ses quatre années de gouverne, a systématiquement utilisé le bâillon pour conclure de force la session parlementaire de l'automne. Cette manœuvre lui a permis de 2003 à 2006 de faire adopter toute une série de projets de loi controversés⁵⁸. Bref, tous les éléments d'un État néolibéral sont présents : recul des politiques sociales, accompagné d'une transformation de la raison d'être de l'appareil législatif (et à plus grande échelle,

⁵⁴ *Ibid.*, p. 371.

⁵⁵ Jacques B. Gélinas, *Le virage à droite des élites politiques québécoises*. Montréal, Éditions Écosociété, 2003, p.84.

⁵⁶ Certains groupes sociaux ont cependant quitté la table de concertation tels que des fédérations étudiantes, des groupes de femmes et des organismes communautaires.

⁵⁷ Gilles Bourque, « Prolégomènes à l'analyse des transformations de la régulation politique au Québec », *Op. Cit.*, p. 380.

⁵⁸ Notamment, en 2003, le projet de loi 31 qui modifie le Code du travail et favorise la sous-traitance, en 2004, le projet de loi 61 sur l'Agence des partenariats public-privé (PPP) et, tout récemment, en 2006, le projet de loi 33, faisant référence au jugement Chaoulli, qui assure une garantie de soins et ouvre la porte au secteur privé en santé.

de la démocratie représentative) qui semble se dé-politiser au profit d'une logique marchande, répondant aux impératifs économiques et sapant ainsi le rapport au politique. Dans ce cas ci, la présence de plus en plus manifeste d'un État néolibéral autoritaire semble se confirmer.

Face à un tel constat, comment la gauche résiste-t-elle aujourd'hui à ces transformations néolibérales et comment structure t-elle cette résistance dans son discours ? De quelle manière doit-elle se réapproprier l'espace politique dans un contexte d'effritement du pouvoir des États-nation ? Finalement, suite à l'échec du socialisme comme expression politique contestataire du système capitaliste, comment s'articule le projet de « vivre ensemble » chez ces organisations politiques progressistes ? Pour esquisser un début de réponse à ces questions, nous présentons dans le chapitre suivant les différents groupes et l'évolution de la gauche au Québec.

CHAPITRE II

LES TRANSFORMATIONS DE LA GAUCHE AU QUÉBEC

Avant de procéder à l'étude de nos corpus, il convient de présenter de façon succincte l'essentiel des expériences politiques de la gauche contemporaine au Québec de 1960 à nos jours. Ce survol nous permettra de mettre en contexte l'apparition des mouvements politiques étudiés dans ce travail de recherche, à savoir le Mouvement socialiste, l'Union des forces progressistes et Option citoyenne.

2.1 LES ANNÉES 1960

Les années 1960 au Québec sont marquées par le double phénomène de la cohabitation d'une gauche « politique » et « sociale », toutes deux exerçant leurs activités de manière indépendante⁵⁹ et du développement de l'influence de la théorie marxiste dans le milieu intellectuel francophone.

2.1.1 La gauche « politique »

Au début de la décennie, la gauche politique canadienne est représentée par le Parti Communiste Canadien (PCC) et le Parti Social Démocrate (PSD), anciennement la Commonwealth Cooperative Federation (CCF)⁶⁰ qui allait prendre

⁵⁹ Jacques Pelletier, « Naissance d'une véritable alternative politique, à gauche ? ». *Possibles*, Vol. 29, n° 1, hiver, 2005, p. 1. Nous utilisons cette catégorisation gauche « politique » et gauche « sociale », utilisée par Jacques Pelletier pour différencier les expériences politiques et idéologiques de gauche des mouvements syndicaux et populaires.

⁶⁰ LE CCF est implanté dans les dix provinces canadiennes à l'échelle politique provinciale. Au Québec, il prend le nom de Parti Social Démocratique (PSD) mais n'obtient jamais l'appui populaire. Roch Denis, *Luttes de classe et question nationale au Québec 1948-1968 : 4^e parties*. Montréal : Les Presses socialistes internationales, 1979, [en ligne]

le nom de Nouveau Parti Démocratique en 1961. Au Québec il prendra provisoirement le nom de Parti social démocratique, à la suite d'une entente entre le Congrès du travail du Canada (CTC) et la Fédération des travailleurs du Québec (FTQ)⁶¹.

L'affirmation du nationalisme québécois provoque des changements importants sur l'échiquier politique au Québec, tellement que les partis et mouvements politiques issus de la *Révolution tranquille* articuleront leur discours dans une large mesure autour d'une seule et même problématique : la question nationale⁶². La gauche politique ne fera pas exception à cette règle et les années 1960 verront naître les premiers balbutiements d'une gauche politique québécoise liant le socialisme à l'indépendance du Québec.

La gauche « politique » en ébullition s'affirme à travers diverses expériences politiques prenant la forme de partis ou de mouvements s'inspirant de la théorie marxiste. De ces expériences, deux se sont avérées marquantes dans le

http://classiques.uqac.ca/contemporains/denis_roch/luttes_de_classes_quest_nat/denis_luttes_classes_1.pdf, p. 157. Page consultée le 15 octobre 2006

⁶¹ *Ibid.*, p. 133.

⁶² Au Québec, le discours politique se polarise autour de la question nationale. La polarisation « gauche - droite » est alors secondaire dans le discours politique dominant au Québec et c'est pour cette raison que nous considérons comme un parti ou un mouvement de gauche toute organisation politique qui se démarque par la prééminence de la question sociale sur la question nationale dans son discours, tout en se situant clairement à gauche de l'axe politique. Créé le 10 septembre 1960, le mouvement Rassemblement pour l'Indépendance Nationale (RIN) « préconise la séparation du Québec du reste du Canada ». *Op. Cit.*, Roch Denis, *Luttes de classe et question nationale au Québec 1948-1968 : 4^e parties*, p. 216. Nous ne considérons toutefois pas le RIN comme un mouvement de gauche, mais bien comme un mouvement nationaliste au sein duquel certains membres étaient sympathisants des thèses progressistes. Comme le souligne Denis, les membres de la revue *Parti Pris* considéraient le RIN comme un mouvement modéré voire libéral : « Ils [Les intellectuels de *Parti Pris*] considèrent (...) le RIN comme un rassemblement édifié autour d'une seule idée, l'Indépendance, sans contenu social et économique bien défini. Or, les socialistes ne peuvent pas combattre autour de cette idée sans définir avec précision les intérêts qu'elle doit servir. Tel qu'il est, le RIN est en quelque sorte une gauche du Parti Libéral. », Roch Denis, *Luttes de classe et question nationale au Québec 1948-1968 : 1^{ère}, 2^e et 3^e parties*, Montréal : Les Presses socialistes internationales, 1979, [en ligne] http://classiques.uqac.ca/contemporains/denis_roch/luttes_de_classes_quest_nat/denis_luttes_classes_1.pdf, p. 325. Page consultée le 15 octobre 2006.

développement de la mouvance de gauche québécoise, soit la formation du Mouvement de libération populaire (MLP) et du Parti socialiste du Québec (PSQ). Il importe aussi de souligner l'importance que prirent les revues créées durant la période dans la diffusion d'une perspective de gauche au Québec.

Les revues politiques

Naissent progressivement, durant les années 1960, des revues politiques où se définissent les cadres théoriques des diverses mouvances de gauche. On retrouve notamment la revue *Socialisme*, fondée en 1960 par l'Association socialiste pour l'indépendance du Québec (ASIQ). En 1964, sont publiées deux nouvelles revues politiques, *Parti Pris* et *Révolution québécoise*, qui mettent de l'avant le socialisme, l'indépendance et la laïcité. Selon Roch Denis, la revue *Parti Pris* est un apport fondamental aux débats de la gauche politique au Québec :

C'est de loin la revue *Parti Pris* qui, par ses positions, a le plus d'impact. Son influence qui gagne très vite le milieu des étudiants et des jeunes intellectuels, s'étend progressivement à d'autres couches d'intellectuels et de militants déjà engagés dans l'action syndicale ou politique et qui cherchent des réponses théoriques et pratiques aux questions que pose la situation politique.⁶³

Les intellectuels de la revue *Parti Pris* proposent une stratégie par étapes pour mener au socialisme. Selon cette approche, un appui tactique à la bourgeoisie, appelée à réaliser l'indépendance, devait ensuite permettre aux classes populaires de réaliser un véritable passage au socialisme.

Cette stratégie de lutte pour le socialisme par étapes implique une alliance des classes laborieuses et de la gauche révolutionnaire avec la bourgeoisie.⁶⁴

C'est également dans cette revue que sont développées les thèses de la double domination : coloniale et impérialiste⁶⁵. Ainsi, les intellectuels de *Parti Pris*

⁶³ Roch Denis, *Luttes de classe et question nationale au Québec 1948-1968 : 1^{ère}, 2^e et 3^e parties*, Op. Cit., p. 324-325.

⁶⁴ *Ibid.*, p. 343.

développent un cadre théorique marxiste qui lie la lutte au capitalisme et au colonialisme dans une perspective de libération de la classe ouvrière.

Dans cette même mouvance à tendance révolutionnaire s'inscrit la revue *Révolution québécoise*, initiée entre autres par Pierre Vallières et Charles Gagnon. Faisant une large place aux théories marxistes, cette revue se démarque de *Parti Pris* en ce sens qu'elle prône l'indépendance du Québec de manière à s'émanciper de l'impérialisme états-unien et du capitalisme et, ce, dans une perspective de rupture radicale avec la bourgeoisie et les mouvements et partis réformistes.

Le Mouvement de libération populaire et le Parti socialiste du Québec

Pour les membres de la revue *Parti Pris*, il devient essentiel d'intégrer la réflexion à l'action, ce qui mènera les principaux membres fondateurs de la revue à entreprendre un travail d'éducation politique populaire afin de mener, au final, à la construction d'un parti révolutionnaire. On passe alors au « Club *Parti Pris* » puis ensuite au « Mouvement *Parti Pris* ». C'est en 1965 que l'on change de nom, une dernière fois pour le *Mouvement de libération populaire* (MLP)⁶⁶ :

Elle donne lieu ensuite au changement du nom du *Mouvement Parti Pris* qui se désigne désormais comme *Mouvement de Libération Populaire* (MLP). Cette modification vise à donner au groupe une identification qui soit plus facilement saisissable par les ouvriers. La revue théorique, de son côté, gardera le nom de *Parti Pris*⁶⁷. Le Mouvement décide aussi de consolider ses structures et d'accroître ses tâches d'agitation, de propagande, d'éducation politique, de recherche.⁶⁸

⁶⁵ *Op. Cit.*, Roch Denis, *Luttes de classe et question nationale au Québec 1948-1968 : 4^e partie*, p. 122.

⁶⁶ Le Mouvement de libération populaire est né de l'adhésion de trois organisations politiques au Mouvement *Parti Pris* : Le Groupe d'action populaire (GAP) et la revue *Révolution québécoise* ont fusionné avec l'organisation, tandis que la Ligue socialiste ouvrière (LSO) y a adhéré en conservant son identité. *Ibid.*, p. 82.

⁶⁷ Mouvement de libération populaire (*Parti Pris*), « Procès-verbal de l'assemblée générale du 22 août 1965 », document ronéotypé, p. 1 dans *Op. Cit.*, Roch Denis, *Luttes de classe et question nationale au Québec 1948-1968 : 4^e partie*, p. 70.

⁶⁸ *Ibid.*, p. 82.

Ce changement de nom amène également une modification importante dans la stratégie politique du MLP; on abandonne la stratégie de la « révolution par étapes » et on tente de promouvoir un parti des travailleurs pour mener à l'indépendance⁶⁹.

C'est ce qui mènera le MLP à adhérer au Parti Socialiste du Québec (PSQ)⁷⁰, en 1966, afin de créer une coalition des forces socialistes et indépendantistes à l'intérieur d'un même parti⁷¹.

Le constat d'échec du MLP, les débats d'orientation internes alimentés par la crise, et à l'extérieur, les appels répétés du PSQ au « regroupement des forces de gauche », conduisent peu à peu les militants du Mouvement et de la revue à se tourner vers ce parti pour y trouver, sinon la base ouvrière qui leur manque, du moins le tremplin vers cette base.⁷²

Le mariage fut de courte durée : « Déchiré par la question nationale, coupé du mouvement ouvrier, sans moyens organisationnels et financiers »⁷³, le PSQ meurt peu à peu pour disparaître complètement en 1968.

⁶⁹ Denis résume la théorie de la « révolution permanente » de Léon Trotski dans cet extrait : « Dans un de ses aspects essentiels, cette « conception déterminée de la dialectique propre au processus révolutionnaire » vise à démontrer qu'à notre époque les tâches démocratiques et nationales héritées de la révolution bourgeoise démocratique inachevée ne peuvent être réalisées que par le prolétariat dans le cadre de l'accomplissement de sa tâche historique. Il en résulte que loin de devoir appuyer les bourgeois nationaux ou de faire coalition avec eux pour une quelconque « étape nationale », le prolétariat doit se constituer tout de suite en Parti Indépendant et mener la lutte pour le pouvoir. » *Ibid.*, p. 83.

⁷⁰ En 1963, une division au NPD-Québec sur la question nationale entraîne la fondation du Parti socialiste du Québec (PSQ).

⁷¹ Bien entendu, la fin du MLP ne s'est pas faite de manière aussi abrupte et consensuelle. Nous n'exposerons pas toutes les tendances et interprétations qui ont mené à l'adhésion au PSQ mais Roch Denis en fait la démonstration dans son ouvrage *Lutte des classes et question nationale au Québec 1948-1968*, 1979.

⁷² *Op. Cit.*, Roch Denis, *Luttes de classe et question nationale au Québec 1948-1968 : 4^e partie*, p. 88.

⁷³ *Ibid.*, p. 104.

2.1.2 La gauche « sociale »

Quant à la gauche « sociale », outre le mouvement syndical, on la trouve principalement dans les secteurs dits de l'animation sociale qui favorisent l'émergence des comités de citoyens (Bureau d'aménagement de l'Est du Québec [BAEQ], Travailleurs étudiants du Québec), l'exemple le plus important étant la formation du Front d'action politique des salariés (FRAP) au niveau municipal lors des élections de 1970.

Ainsi, les années 1960 voient germer les prémises de tendances politiques qui s'articulent autour de la redéfinition d'un projet social à saveur socialisante pour le Québec mais qui mène également vers l'indépendance, dans une perspective de lutte à l'oppression nationale, à l'impérialisme et au capitalisme⁷⁴. L'appui des classes ouvrière et populaires est alors au cœur de la problématique sociale telle qu'envisagée par les groupes de gauche et l'émancipation de la société ne peut, pense-t-on, se faire alors, sans elle, sans son organisation et son potentiel révolutionnaire.

2.2 LES ANNÉES 1970-1980

Les années 1970, quant à elles, sont marquées par une radicalisation du mouvement syndical ainsi que par l'apparition et la montée des mouvements d'extrême-gauche marxiste-léninistes. La gauche sociale connaît à cette époque ses heures les plus marquantes avec la montée du syndicalisme de combat. L'État providence en crise vit alors ses derniers moments. Les centrales syndicales publient à tour de rôle des manifestes qui marqueront ces années de luttes sociales : *L'État rouage de notre exploitation* de la FTQ, *Ne comptons que sur nos*

⁷⁴ Bernard Montaigne, *Le mouvement socialiste au Québec, 1965-1970*, Montréal, Presses de l'Université du Québec, 1979, p. 7.

propres moyens de la CSN et *L'École au service de la classe dominante* de la CEQ. La volonté de ces trois manifestes est claire et radicale : la classe ouvrière se met en marche contre la classe dominante et l'État. Dans le contexte québécois, cette radicalisation syndicale est doublée d'un projet souverainiste. En effet, à la FTQ comme à la CSN et à la CEQ, on ouvre le débat sur la question nationale. Toutefois, sur le plan politique, à défaut de la création d'un parti ouvrier appuyé par les syndicats, c'est le Parti Québécois qui, grâce à son programme à tendance libérale réformiste, récupère l'essentiel du discours politique en faveur du changement social et de l'indépendance.

2.2.1 L'extrême gauche

L'extrême-gauche politique aussi se radicalise durant les années 1970 avec l'affirmation des groupes *En lutte!* et la *Ligue communiste* qui deviendra le *Parti Communiste Ouvrier (PCO)*. Pour ces groupes, la révolution prolétarienne doit devenir à elle seule l'objectif à atteindre. Par conséquent, la question nationale du Québec, jugée particulariste et caractéristique d'une revendication bourgeoise par les maoïstes, est écartée du programme. Par ailleurs, se manifeste également une transformation dans l'organisation même de ces groupes : « sur le plan organisationnel, le spontanéisme de naguère est progressivement remplacé par un dirigisme d'inspiration léniniste tel qu'on le comprend et l'applique dans les régimes staliniens »⁷⁵. Le radicalisme idéologique de ces groupes, déraciné des mouvements sociaux, aura entraîné leur propre déchéance.

2.2.2 Le Mouvement socialiste

C'est seulement à la fin des années 1970 que surgit un nouveau mouvement de gauche au Québec, initié par Marcel Pépin, ancien président de la CSN, et Jacques

⁷⁵ *Op. Cit.*, Pelletier, p. 136.

Dofny, professeur de sociologie à l'Université de Montréal. Un groupe de personnes provenant principalement des milieux syndicaux et intellectuels signent l'*Appel pour un Québec socialiste, démocratique, indépendant*. Ce texte fondateur pose les bases d'un projet de société socialiste pour le Québec lié de près à l'indépendance nationale. L'incapacité du Parti québécois à défendre les classes ouvrière et populaires dont témoigne l'élaboration de politiques « néo-capitalistes » amène les signataires à développer l'idée qu'une alternative socialiste est possible, souhaitable et véritablement *instigatrice* de la libération du Québec. Idée alors à contre-courant puisque la grande majorité de la société civile appuie le projet du Parti québécois qui consiste à accéder à l'indépendance nationale avant de définir et promouvoir un projet de société⁷⁶.

Cet appel, lancé à une centaine de personnes, donnera naissance au *Comité des cent*, en novembre 1979. À cette époque, aucune représentation de la base des classes populaires et ouvrières n'est assurée au sein de ce comité. Les élites syndicales et intellectuelles progressistes forment à elles seules la composition du *Comité des cent*. Les deux premières années du groupe sont consacrées à un important travail d'organisation et de rédaction. Le *Comité des cent* est un jeune mouvement, mais on n'y trouve pas moins les marques d'une structure organisationnelle⁷⁷ à laquelle s'ajoute un nombre important de comités et de commissions thématiques. L'objectif premier de cette organisation est la production d'un document fondateur *Manifeste pour un Québec socialiste, indépendant, démocratique et pour l'égalité entre les hommes et les femmes* qui sera publié en anglais et en français en novembre 1981, année de naissance officielle du Mouvement socialiste (MS). Le Mouvement socialiste, de 1981 à 1982, c'est d'abord quelques centaines de membres, principalement de la région métropolitaine qui s'appliquent à nouveau à l'élaboration de nouvelles structures

⁷⁶ Gérard Talbot, *Quelques leçons historiques du Mouvement socialiste*, 2003, [en ligne] http://www.dabordsolidaires.ca/article.php3?id_article=21&var_recherche=mouvement+socialiste. Page consultée le 26 juin 2005.

et de statuts. Le MS a également un certain succès médiatique⁷⁸ et ses premières années de réflexion et de rédaction lui permettent de participer au débat publique et d'offrir une analyse socialiste cohérente et soutenue qui lie l'indépendance nationale au socialisme.

Le MS porte le projet de proposer une nouvelle alternative aux groupes syndicaux et populaires, traditionnellement attachés au PQ. Pour le MS, le changement social et la gestion de la société doivent être pris en main par les mouvements syndicaux. Cependant, ces mouvements syndicaux n'appuient pas le MS et demeurent fidèles au Parti québécois. De plus, la popularité du mouvement stagne à partir de 1983. On ne parvient pas à augmenter le nombre d'adhésions au mouvement et comme le projet du MS est basé sur *l'adhésion* des classes ouvrière et populaires, le Mouvement socialiste doit réorienter son action. Le MS entreprend alors des démarches pour prendre la forme de parti politique et obtient gain de cause en 1985. Le passage du mouvement au parti laisse néanmoins des traces auprès des membres⁷⁹ et l'expérience électorale n'est pas concluante.

La conjoncture favorisant l'adhésion des classes ouvrière et populaires au Parti québécois ajoutée à la question des tendances⁸⁰ au sein du parti, ainsi qu'à l'échec de la tentative électorale aux élections provinciales ont mené progressivement à la dissolution du parti en 1992.

⁷⁷ Comité exécutif national (11 membres), les comités régionaux, le conseil national et le comité permanent de la condition des femmes. *Ibid.*, p. 3.

⁷⁸ Le lancement du manifeste est très bien reçu. À la fin de sa première année, le MS a vendu 15 000 exemplaires du manifeste et son membership a grimpé à 500 membres. *Ibid.*, p. 4.

⁷⁹ « Cette décision est prise avec une bonne majorité des deux tiers des congressistes. Les débats ont provoqué des divisions au point d'amener la plupart des partisans et partisanses de la transformation en parti politique, aussi paradoxalement que cela puisse paraître, à quitter l'organisation, de sorte qu'on s'est retrouvé, à la veille d'une première participation électorale avec des militants et militantes essoufflés, déçus et fatigués par autant de controverses vécues comme une lutte sans merci et à finir ». *Ibid.*, p. 7.

2.3 INTRODUCTION À LA NOUVELLE MOUVANCE DE GAUCHE CONTEMPORAINE

Avec la montée de l'idéologie néolibérale et sa quasi domination sociale durant la majeure partie des années 1980 et 1990, la gauche sociale et politique a du faire face à un dilemme : choisir entre la marginalisation et l'adoption d'une attitude de concertation avec les grands projets de réformes néolibérales. L'épuisement des forces syndicales et communautaires, passées dans une logique de concertation avec le gouvernement, ainsi que l'incapacité des partis de gauche à se faire entendre sur la scène électorale ont eu raison de la gauche sociale et politique au Québec, qui s'est trouvée extrêmement marginalisée jusqu'au milieu des années 1990.

Dans son livre intitulé *La gauche à l'aube du XXI^e siècle*, Martha Harnecker pose un nouveau regard sur la gauche contemporaine. Elle avance que pour parvenir à créer un contre-poids au néolibéralisme et une véritable « force sociale anti-système », la gauche doit reconstruire son unité afin de récupérer le pouvoir de convergence⁸⁰. Pour ce faire, les partis politiques doivent rejeter deux thèses qui ont pu entraîner les expériences de gauche dans la division et l'échec. D'abord, l'idée selon laquelle le parti politique se trouve à imposer une conscience en agissant à titre « d'avant-garde éclairée » de la population⁸². Deuxièmement, la gauche doit réussir à retrouver un cadre théorique lui permettant de répondre aux effets désocialisants du capitalisme. Pour ce faire, les nouveaux partis de gauche devront, selon Harnecker, s'ouvrir aux mouvements sociaux et à la population en prônant une démocratie participative à l'intérieur de leur organisation⁸³. Le

⁸⁰ Le Mouvement socialiste permettait le droit de tendance dans son organisation. Pour plusieurs, cette expérience s'est avérée nuisible à la cohésion du parti et a nui à son développement. *Ibid.*, p. 12.

⁸¹ Martha Harnecker, *La gauche à l'aube du XXI^e siècle : rendre possible l'impossible*. Outremont, Lanctôt, 2001, p. 365.

⁸² *Ibid.*, p. 301.

⁸³ *Ibid.*

néolibéralisme, ayant pour effet de susciter la fragmentation de la communauté politique, a pour conséquence de favoriser l'émergence de plusieurs foyers de contestations, souvent diffus et hétérogènes⁸⁴. La nouvelle mouvance de gauche politique doit donc être tolérante et ouverte aux autres expériences militantes progressistes afin de mettre de l'avant un projet commun et universel, au-delà des intérêts particularistes et même nationaux de chacun.

Pour Hardt et Negri, les auteurs d'un essai philosophique sur les conséquences de la mondialisation, le phénomène de la libéralisation des marchés aurait engendré un *Empire*, dont le but ultime serait de « maintenir l'ordre à travers de nouveaux mécanismes de contrôle et de conflit perpétuel »⁸⁵. C'est le projet de la *multitude*, une « alternative vivante » qui évolue au sein de l'Empire qui s'avère être la véritable alternative de contestation politique, au sein de la « nouvelle souveraineté impériale »⁸⁶. La *multitude* est une formation hétéroclite d'intérêts et d'individus qui revendiquent la démocratie à l'échelle mondiale, contre la mondialisation, afin de créer une « société globale alternative »⁸⁷. En d'autres mots, les auteurs font référence, implicitement, à la perte de pouvoir des États-nation et à la nécessité de repenser le pouvoir politique.

La littérature sur les mouvements sociaux peut nous aider à comprendre quelles seront les avenues pour la nouvelle mouvance de gauche politique. En effet, pour l'auteur Jean-Marc Fontan, les mouvements sociaux doivent s'adapter à la « dénationalisation de l'espace social », conséquence du néolibéralisme⁸⁸. Les conséquences d'une telle prise de conscience permettent à certains mouvements de diriger leurs préoccupations à un niveau planétaire, comme l'explique l'auteur

⁸⁴ *Ibid.*, p. 221.

⁸⁵ Michael Hardt et Antonio Negri, *Op. Cit.*, p. 7.

⁸⁶ *Ibid.*, p. 11.

⁸⁷ *Ibid.*

⁸⁸ Jean-Marc Fontan, « Mouvements sociaux et communautarisation du tissu social : l'enjeu du XXI^e siècle » In *Au-delà du néolibéralisme, quel rôle pour les mouvements sociaux?*, sous la dir. de Klein, Juan-Luis et al., Québec, Presse de l'Université du Québec, 1997, p. 199.

en faisant référence à un groupe écologiste : « l'objectif, pour ce mouvement (...) est bien de rendre opérationnel un nouveau modèle de développement, construit non pas sur une base nationale, mais à l'échelle planétaire »⁸⁹.

C'est dans ce contexte qu'évolue la nouvelle mouvance de gauche. On peut distinguer deux principales tendances dans la gauche contemporaine, l'une, représentée par le mouvement altermondialiste, et l'autre, vouée au renouvellement de la démocratie représentative dans l'espace national.

2.3.1 Le mouvement altermondialiste

C'est avec l'apparition du mouvement altermondialiste que la gauche revient en force progressivement sur la scène publique. Le mouvement altermondialiste, en émergence au milieu des années 1990, dénonce de manière virulente les grands accords internationaux liés à la globalisation. La caractéristique première d'un tel mouvement repose en grande partie sur le fait qu'il ne privilégie pas une lutte en particulier, mais plutôt une multitude d'enjeux à défendre contre la mondialisation de l'économie. Les altermondialistes sont mobiles, ne sont pas organisés en parti politique et animent plusieurs foyers de contestations. À l'instar de la mondialisation, ils traversent les frontières, ils se réseautent et créent des rassemblements internationaux comme le Forum social mondial, bref, ils œuvrent au niveau mondial.

Les luttes altermondialistes ont permis à la gauche contemporaine québécoise de prendre conscience des enjeux liés au néolibéralisme non pas seulement sur une base nationale mais aussi à l'échelle internationale. C'est dans cet univers qu'ont pris forme l'Union des forces progressistes et Option citoyenne et plus récemment

⁸⁹ *Ibid.*, p. 201.

le parti Québec solidaire⁹⁰, trois organisations qui quant à elles choisissent d'opérer dans le cadre de la démocratie représentative et dans l'espace national.

2.3.2 L'Union des forces progressistes

Prélude à la situation actuelle, l'élection partielle dans le comté de Mercier en avril 2001 a marqué un point tournant pour la gauche électorale au Québec. À ce moment, suivant l'appel du candidat indépendant Paul Cliche lancé aux progressistes, le Rassemblement pour l'alternative progressiste (RAP), le Parti pour une démocratie socialiste (PDS), le Parti communiste du Québec (PCQ), le Parti vert du Québec (PVQ), le Nouveau parti démocratique (NPD), des syndicalistes, ainsi que des militants communautaires unissaient leurs forces le temps d'une campagne. Après avoir obtenu près de 25% des voix lors de l'élection, un constat s'impose pour la grande majorité des militantes de cette grande coalition : l'union des forces progressistes est salubre pour la gauche électorale. Les mois qui ont suivi ont vu naître le nouveau parti issu de cette coalition, l'Union des forces progressistes, formé du RAP, du PDS et du PCQ.

Le PVQ, qui était présent au début des négociations devant mener à la création de l'union, refusa de se joindre au nouveau parti. Les verts s'opposent à la mondialisation et sont donc plutôt favorables aux revendications portées par le mouvement altermondialiste et l'UFP, notamment en matière de démocratie participative. Cependant, le PVQ refuse de faire de la politique sur un axe gauche-droite. Pour les verts, cette perspective est désuète et ne permettra pas au Québec de véritablement saisir les enjeux liés aux problèmes écologiques. Une autre raison qui mena à l'échec de l'union avec l'UFP est sa prise de position sur la

⁹⁰ Le parti Québec solidaire, né de la fusion de l'Union des forces progressistes et d'Option citoyenne en février 2006, constitue une tentative d'union de la gauche « politique » et de la gauche « sociale ». Avec près de 8 000 membres et sympathisants, le nouveau parti Québec solidaire fait le pari d'investir, à l'instar des autres partis de gauche au Québec, le champ de la démocratie représentative.

souveraineté. Jugeant ce débat secondaire, le PVQ refusa de se positionner sur la question nationale considérant qu'il faisait partie d'un mouvement écologiste international.

Depuis sa fondation en juin 2002, le pari de l'UFP était de réinvestir la politique électorale tout en restant proche des mouvements communautaires et populaires tant sur la scène locale, nationale qu'internationale. C'est en ce sens que, depuis sa création, l'UFP tentait de s'inscrire dans les débats internationaux (solidarité avec le peuple palestinien, opposition à la guerre en Irak), tout en se montrant solidaire des mouvements sociaux progressistes du Québec.

Pour l'UFP, le constat de la lutte contre le néolibéralisme était de première importance⁹¹. L'Union s'opposait aux traités de libre-échange, tels que l'ALENA et la ZLÉA, à la déréglementation et à la privatisation et, en ce sens, elle se situait au cœur de la préoccupation première du mouvement altermondialiste. L'UFP était également indépendantiste. Pour ces militantes et militants, l'indépendance nationale n'était toutefois pas, à l'instar du PQ, une fin en soi mais un moyen de réaliser le projet de société⁹².

Les préoccupations environnementales étaient très présentes au sein de l'UFP. L'Union envisageait tout un ensemble de solutions législatives pour répondre aux problèmes environnementaux, tout en situant la question dans une perspective globale, en opposition au néolibéralisme. Caractéristique de l'influence du mouvement altermondialiste, la question environnementale est de plus en plus pensée de manière transversale, c'est-à-dire qu'elle doit s'intégrer à toute les sphères de la société.

⁹¹ Article 1 de sa plate-forme politique de l'UFP *Non à la mondialisation néolibérale / Oui à la solidarité internationale*, [en ligne]

http://www.ufp.qc.ca/article.php3?id_article=1125

⁹² Article 14.a de la plate-forme politique de l'UFP, [en ligne]

http://www.ufp.qc.ca/article.php3?id_article=1125

À l'instar du mouvement altermondialiste, l'UFP déployait ses énergies à promouvoir une démocratie participative. Dans la situation politique actuelle, marquée par les limites du bipartisme et du mode de scrutin à la britannique, l'UFP s'employait à proposer une réforme du mode de scrutin, le passage à la proportionnelle (scrutin mixte (majoritaire-proportionnel) avec compensation). Cette réforme devait permettre que les résultats électoraux soient plus fidèles à la volonté populaire, tout en favorisant l'égalité entre les hommes et les femmes et en laissant un certain espace aux petits partis, ce qui pourrait donner une chance à un parti de gauche comme l'UFP de percer et de croître.

Bref, bien qu'il laissait toujours une large place à des positions traditionnelles de gauche sur le féminisme, la lutte à la pauvreté et l'éducation, il est certain que le programme de l'UFP se caractérisait par une articulation très actuelle des enjeux sociaux, influencée par le mouvement altermondialiste.

2.3.3 Option citoyenne

Fondée en réaction à la montée du discours de droite caractérisé en partie par les succès de l'Action démocratique du Québec (ADQ) et l'application des politiques néolibérales menées par le PQ, Option citoyenne se présentait sur la scène politique en ayant pour objectif de devenir un parti et d'offrir à la population du Québec un discours social et progressiste. À l'origine, les membres d'OC provenaient principalement du groupe D'abord solidaire, un collectif de citoyens et citoyennes, ainsi que des membres des milieux communautaires, sociaux et féministes. En bref, OC représentait un collectif de citoyens et citoyennes non partisan. Fait intéressant, le mouvement était composé majoritairement de femmes ce qui était exceptionnel pour un groupe qui aspirait à devenir parti dans un univers politique marqué, encore aujourd'hui, par la prééminence masculine. À

cet effet, il sera intéressant de voir, suivant la croissance de Québec solidaire, si cette proportion féminine restera aussi marquée.

C'est dans son livre intitulé *Bien commun recherché, une option citoyenne*, dont la publication avait marqué la première étape de la création d'OC en 2004, que l'auteure Françoise David posait les balises du projet de société du mouvement. L'idée centrale du mouvement était la recherche du bien commun, à définir collectivement, par lequel serait assurée une société plus démocratique et solidaire au Québec. Les positions d'OC étaient principalement orientées vers le féminisme, la démocratie, l'écologie et le pacifisme. En plus de ces thèmes centraux, OC avait également suscité des réflexions internes et pris des positions sur la question autochtone, la mondialisation, la fiscalité et l'économie. La question nationale et constitutionnelle avait également entraîné une grande période de réflexion. Traditionnellement indépendantistes, mis à part les groupes d'extrême-gauche marxistes-léninistes dans les années 1970, les partis de gauche au Québec ont lié l'émancipation sociale à la question nationale. Pour les membres d'OC, un désir de ré-actualiser les débats autour de la question nationale et constitutionnelle s'est fait sentir. Considérant que ce seul objectif occulte trop souvent les questions sociales, les membres d'OC ont voulu se démarquer en adoptant une position claire mais mesurée sur la manière dont le mouvement ferait la promotion de la souveraineté : « Sans être une garantie, la souveraineté représente l'un des moyens de fournir au Québec les outils nécessaires à la réalisation d'un projet politique et social progressiste »⁹³. Ainsi, OC affirmait que le projet social pourrait être bonifié par la souveraineté mais que cette dernière option ne devrait pas remettre en question le projet de société basé sur la recherche du bien commun.

⁹³ Le bien commun et la question nationale. Point 4. Document adopté lors de la rencontre nationale, octobre 2005, [en ligne] http://www.optioncitoyenne.org/pdf/rn2005-oct/rn2005-oct_bc-qn_adopte.pdf

L'Union des forces progressistes et Option citoyenne se sont fusionnées le 4 février 2006 pour devenir le Parti Québec solidaire.

CHAPITRE III

ÉNONCIATION DE LA QUESTION ET DES HYPOTHÈSES DE RECHERCHE

Nous avons dans les deux premiers chapitres présenté les éléments problématisant notre objet de recherche soit, les conséquences du passage du providentialisme au néolibéralisme. Cette présentation nous a permis de constater qu'au cœur même de cette nouvelle régulation se pose toute une série de problèmes : la perte d'un projet politique commun, la fragmentation de la communauté politique et la soumission de l'État-nation à la logique économique. Ces conséquences du passage à la régulation néolibérale participent toutes à ce que Beauchemin qualifie de « crise du politique » :

La crise du politique dans les sociétés contemporaines se manifeste sous diverses formes, parmi lesquelles il suffira d'évoquer la désaffection à l'égard du politique, la crise des valeurs éthiques du providentialisme, la montée du néoconservatisme, les avancées de l'individualisme et, surtout, l'affaiblissement du politique face aux forces du marché.⁹⁴

En cherchant à imposer le primat du marché à l'échelle mondiale, le néolibéralisme tend à provoquer la régression du politique dans la régulation de la société. C'est le projet politique lui-même, porteur d'une conception de « l'être ensemble », qui est remis en cause.

Cette problématique interpelle de façon spécifique la gauche qui doit faire face à ces défis en renouvelant son discours et ses façons de faire. En résistance au capitalisme mondialisé, deux nouvelles mouvances se sont affirmées dont nous avons présenté les principales préoccupations au chapitre deux : le mouvement altermondialiste et le mouvement voué au renouvellement de la démocratie représentative.

⁹⁴ Jacques Beauchemin, « Présentation » In *Le politique en otage*, *Cahier de recherche sociologique*, n° 32, 1999, p. 5.

Comme nous l'avons mentionné dans notre introduction, nous nous intéressons plus spécifiquement à cette deuxième mouvance, représentée jusqu'à tout récemment au Québec par Option citoyenne et l'Union des forces progressistes. Rappelons à ce titre que notre objet de recherche porte sur les transformations du discours politique de la gauche québécoise à travers le passage du providentialisme au néolibéralisme. De manière plus précise nous traitons de la comparaison du discours de la nouvelle mouvance de gauche avec celui du Mouvement socialiste. Nous cherchons à mettre au jour les différences entre les discours, à voir si les thèmes portés par la gauche ont évolué et si le projet de société véhiculé par la nouvelle mouvance de gauche est significatif d'une nouvelle conception de l'être ensemble dans nos sociétés contemporaines. Afin de procéder à cette étude, nous avançons les hypothèses suivantes :

- La mutation de la modernité, engendrée par la montée du néolibéralisme et le déclin du providentialisme, a transformé le discours de la nouvelle mouvance de gauche au Québec.
- La résistance au néolibéralisme se traduit chez la gauche québécoise contemporaine par la ré-affirmation des valeurs providentialistes et le développement d'un discours dominé par les dimensions éthiques du vivre-ensemble.

CHAPITRE IV

MÉTHODOLOGIE

Comme nous l'avons exposé précédemment, notre recherche porte sur les transformations de la gauche politique au Québec, du point de vue de son discours politique. De façon plus précise, nous nous sommes attardées aux différences entre le discours de la gauche politique des années 1980, représentée par le Mouvement socialiste, et celui de la mouvance politique de la gauche contemporaine, formée jusqu'à tout récemment de l'Union des forces progressistes et d'Option citoyenne⁹⁵. Afin de répondre à notre question de recherche et procéder à l'analyse concrète de notre objet, il a d'abord été nécessaire de définir un cadre méthodologique. Pour ce faire, nous exposons dans ce chapitre l'approche méthodologique et la méthode de recherche que nous avons utilisées.

4.1 APPROCHE ET MÉTHODE D'ANALYSE

Dans cette recherche, nous avons combiné deux démarches méthodologiques distinctes : l'approche quantitative et l'approche qualitative. Dans un premier temps, nous avons utilisé l'approche quantitative pour des raisons méthodologiques évidentes reliées à l'analyse de texte par ordinateur (ATO)⁹⁶. Nous avons cherché à identifier les régularités ainsi que les irrégularités contenues dans les discours à partir de données quantitatives. L'approche qualitative nous a servi par la suite pour décrire plus à fond ces ressemblances ou dissemblances retenues par l'approche quantitative par une description plus poussée.

⁹⁵ Depuis le 4 février 2006, l'Union des forces progressistes et Option citoyenne ont fusionné pour former le parti politique *Québec solidaire*, geste qui prouve bien leur appartenance à une seule et même mouvance.

L'analyse de contenu a été la méthode privilégiée de notre analyse. Cette technique indirecte « [...] permet de faire une description objective, systématique, qualitative ou quantitative du contenu des documents ⁹⁷ ». Les documents dont le contenu est étudié peuvent être de différentes natures : mémoires, articles de journaux, photographies, émissions de télévision, œuvres d'art. Les textes, de différentes sortes, sont toutefois les documents les plus associés à cette méthode d'analyse et c'est précisément ce que nous avons utilisé pour cette recherche.

4.2 LE CORPUS

Une fois les approches et la méthode d'analyse déterminées, nous avons procédé à la première étape de l'analyse de contenu soit la préanalyse, la détermination du corpus. Les trois groupes politiques à l'étude ont produit une quantité importante de documents différents. Dans le cadre de cette recherche, il nous était impossible de traiter de toute la documentation produite. Il a été essentiel en conséquence d'effectuer une sélection basée sur des critères précis. Au préalable, nous avons effectué un premier découpage en sélectionnant trois sous-corpus, un pour chaque mouvement politique (MS, UFP, OC). Cette opération essentielle nous a permis de bien circonscrire les discours des groupes à l'étude pour éventuellement en démontrer les ressemblances et dissemblances.

Deux types de règles ont prévalu dans la constitution de notre corpus. La première concerne l'homogénéité des documents recueillis. Les groupes politiques à l'étude ont accumulé dans leur histoire respective bon nombre de documents que nous

⁹⁶ Cette méthode sera développée plus en détails au point 2.3.

⁹⁷ Louise Lacour et al., *La méthodologie de la recherche en sciences humaines : une initiation par la pratique*, Éditions du Renouveau pédagogique, Montréal, 1995, p.3. Comme nous l'avons mentionné, notre approche méthodologique sera principalement qualitative mais contiendra certaines dimensions quantitatives. L'analyse de contenu permet parfaitement de procéder à ce type d'analyse.

avons tenté de rassembler avec cohérence selon leur nature. D'abord, nous avons choisi les textes fondateurs pour constituer ce corpus. Ces documents tiennent leur importance par le fait qu'ils énoncent les grands principes politiques qui sont à l'origine de leur démarche. Le principe d'homogénéité ne fait pas de doute puisque des documents de cette nature se retrouvent dans chacun des mouvements. Nous avons également rassemblé les mémoires et documents de travail qui avaient sensiblement les mêmes thèmes (question nationale, environnement, féminisme) pour les trois groupes. Ainsi, nous nous assurons d'une homogénéité dans les thèmes traités ce qui a facilité la comparaison et l'analyse de l'évolution du discours. En dernier lieu, nous avons sélectionné les documents présentant spécifiquement les orientations, principes et objectifs politiques.

Tableau 4.1
Composition du corpus

	Mouvement socialiste	Option citoyenne	Union des forces progressistes
Texte fondateur	Appel	Bien commun recherché, une option citoyenne	Manifeste
	Manifeste	Vision fondatrice	Enfin! Un parti...
			Préambule
Document portant sur la question nationale	Rapport du groupe de travail sur la question nationale	Document de réflexion sur la question nationale	Effritement et recomposition du mouvement souverainiste
	Pour ne pas compromettre l'avenir - la question constitutionnelle	Question nationale et constitutionnelle	
	Indépendance		
Document portant sur l'environnement	Écologie et socialisme	Mémoire - pour un véritable développement viable	Mémoire - Une énergie propre pour demain
			Mémoire - pour un véritable développement viable
Document portant sur le féminisme		Mémoire - égalité réelle entre les hommes et les femmes	Pour une politique familiale féministe
Document portant sur les principes et objectifs politiques	Programme politique 1985	Orientations économie	Plate-forme politique septembre 2004
	Plate-forme politique de 1985	Orientations féminisme	Mémoire - réforme des institutions démocratiques
	État et démocratie	Fiscalité et finance publique	Mémoire - révision de la loi électorale
	Le Mouvement socialiste et l'action politique	Question autochtone	
	Réforme du mode de scrutin	Pauvreté	
		Fonctionnement du futur parti 1	
		Fonctionnement du futur parti 2	

Le deuxième type de règles concerne la représentativité. Tous les textes que nous avons rassemblés sont représentatifs du discours politique des groupes à l'étude. D'abord, tous les documents ont été produits par des membres provenant de chacun des groupes. Il ne s'agit donc pas de commentaires ou d'analyses portant sur le discours de ces mouvements politiques mais bien de leur propre production

discursive. De plus, la grande majorité des documents a été adoptée dans les instances de représentation formelles des groupes politiques. Dans le cas contraire, ils ont servi de documents de travail et de référence pour la production de documents officiels, ce qui, à notre sens, contribuait également à la représentativité du corpus. Finalement, nous avons tenté, dans la mesure du possible, de réunir un nombre de documents comparable pour chacun des trois sous-corpus.

4.3 L'ANALYSE DE DISCOURS PAR ORDINATEUR (ATO)

Il y a lieu, à cette étape, de présenter la démarche utilisée pour l'ATO. Nous avons d'abord eu recours au logiciel SATO, un « système d'analyse de textes par ordinateur » pour définir nos catégories. Développé par François Daoust au Centre ATO de l'Université du Québec à Montréal, ce logiciel : « est un outil informatique orienté vers l'analyse de contenu. En fait, on l'utilise pour construire un corpus textuel sur lequel on peut ensuite effectuer diverses manipulations »⁹⁸. Il était nécessaire au préalable de préparer les documents en format numérique selon les méthodes d'usage⁹⁹. La totalité des documents du Mouvement socialiste n'avait pas été sauvegardée comme tel et se retrouvait uniquement en textes photocopiés ou dactylographiés. Nous avons du recourir dans ce cas à la numérisation pour l'ensemble du corpus. Une fois les documents dûment préparés, nous les avons soumis au logiciel afin d'atteindre deux objectifs : la transformation lexicale et la codification socio-sémantique.

⁹⁸ François Daoust, *SATO (Système d'analyse de texte par ordinateur), Version 4.0, Manuel de référence*, Service d'analyse de texte par ordinateur (ATO), Université du Québec à Montréal, 1996, p.4.

⁹⁹ Convertir tous les documents en format texte (.txt) afin de permettre une reconnaissance uniquement et simplement textuelle par le logiciel SATO.

4.3.1 La transformation lexicale

Le mot (lexème ou unité lexicale) est notre unité d'analyse. C'est à partir de lui seul que nous interrogeons le corpus. En intégrant les textes au logiciel SATO, celui-ci a pu constituer un vocabulaire correspondant aux adjectifs qualificatifs, aux noms communs et aux noms propres des trois sous-corpus. Il est d'usage de ne pas considérer les pronoms, les verbes et les articles afin de restreindre la quantité d'unités lexicales à étudier. De plus, ces lexèmes n'auraient été de moindre utilité pour notre analyse socio-sémantique.

Tableau 4.2
Descriptions statistiques des sous-corpus

	MS	OC	UF	Total
Nombre de mots	76 283	71 613	75 550	191 687
Participation au corpus %	34%	32,3%	33,7%	100%
Nombre de forme lexicales	7 161	7 728	7 785	22 674
Participation au corpus %	32%%	34%	34%	100%
Nombre de documents	11	13	10	34
Nombre de pages	177	115	168	460

Le tableau 4.2 révèle que le sous-corpus MS compte davantage de pages et de mots que les deux autres sous-corpus. Pourtant, il est moins riche au point de vue lexical. Cela peut s'expliquer par le simple fait que le Mouvement socialiste utilise moins de mots différents pour exprimer des idées.

Cette transformation lexicale a eu pour effet de nous fournir des données statistiques pour chacune des formes lexicales des sous-corpus. L'intérêt immédiat de cette opération a été d'avoir accès aux fréquences de chaque lexème et à sa

représentation en pourcentage dans le corpus. À titre d'exemple, le tableau 4.3 présente la description statistique de quatre lexèmes pour le sous-corpus MS.

Tableau 4.3
Fréquence du sous-corpus MS

Fréquence totale	Lexèmes MS	Proportionnel MS	Lexèmes
799	417	0,52	politique
877	276	0,34	québec
128	124	0,15	socialiste
22	5	0,01	député

La fréquence totale indique le nombre de fois que le lexème se retrouve dans le corpus constitué à partir des lexèmes des trois sous-corpus. La deuxième et la troisième colonne indique respectivement la fréquence du lexème et sa proportion dans le sous-corpus. Une interprétation est d'ores et déjà possible à la première lecture de ce tableau. Le mot *socialiste* a une fréquence de 128 dans le corpus et on le retrouve 124 fois dans le sous-corpus MS. Ce lexème est donc significatif dans le discours du Mouvement socialiste. C'est ce à quoi nous nous sommes intéressées par la suite, soit la recherche de lexèmes significatifs pour chaque sous-corpus, appuyée par une grille de catégorisation.

4.3.2 La catégorisation socio-sémantique

En analyse de contenu et plus particulièrement lorsque les corpus sont formés à partir de documents textuels, il est convenu de rassembler sous une ou plusieurs catégories les lexèmes de même valeur sémantique.

La catégorisation du corpus est jugée névralgique dans l'approche que nous adoptons, car l'objectif est de faire ressortir, au sein de grands ensembles textuels, des régularités et des ruptures dans les divers axes et niveaux de structuration du

discours politique (références à des valeurs, désignations des collectifs sociaux, thématization d'enjeux, etc.)¹⁰⁰

De plus, avec le volume considérablement important d'unités lexicales retenues, la catégorisation socio-sémantique nous permet d'insister davantage sur les concepts que sur des lexèmes¹⁰¹. En définitive, l'unité lexicale une fois codée nous donne accès à une interprétation qui dépasse sa simple implication sémantique dans un document.

La grille de catégorisation que nous avons utilisée dans ce travail comprend quatre dimensions : l'univers des valeurs (UV), l'univers social (US), l'univers économique (UE) et l'univers politique (UP). Pour ce faire, nous nous sommes inspirées de la grille de catégorisation du Groupe de recherche en analyse de discours politique (GRADiP)¹⁰².

Tableau 4.4
Grille de catégorisation

Catégories	Définitions
Univers des valeurs (UV)	Toute notion faisant référence aux principes axiologiques ou idéologiques qui sert de justification à l'explication du monde
Univers social (US)	Toute notion faisant référence à la représentation des rapports sociaux (classes sociales, citoyenneté, nation)
Univers économique (EC)	Toute notion faisant référence à l'économie et au système socio-économique (capitalisme, socialisme, mondialisation)
Univers politique (ET)	Toute notion faisant référence à la politique, à l'État, et au pouvoir (autre que constitutionnel)

¹⁰⁰ Victor Armony et Jules Duchastel, « La catégorisation socio-sémantique », In *Actes des troisièmes journées internationales d'analyse statistique de données textuelles*. Rome, CISU, 1995, p. 197.

¹⁰¹ Jacques Beauchemin, *Analyse du discours politique duplessiste : Les aspects éthiques de la régulation dans les discours du trône, électoral, législatif et constitutionnel de l'union nationale, de 1944 à 1960*, Vol. 1, Montréal, Université du Québec à Montréal, 1992, p. 181.

¹⁰² Les sociologues Bourque, Duchastel et Beauchemin ont utilisé plusieurs grilles de catégorisation aux cours de leurs travaux au GRADiP. Nous nous sommes inspirés pour ce travail de la grille de catégorisation *État et néolibéralisme* qui prend le nom de Duplessis dans le logiciel SATO.

Deux méthodes ont été utilisées pour la catégorisation socio-sémantique. La première méthode a été réalisée à partir d'une commande propre au logiciel SATO, la fonction distance¹⁰³. L'analyseur distance, produit par un algorithme, nous indique les unités lexicales d'un sous-corpus ayant contribué le plus à la distance par rapport à un autre sous-corpus. Autrement dit, l'analyseur distance permet de comparer statistiquement les lexiques de deux sous-textes (ou sous-corpus) d'un corpus¹⁰⁴. L'avantage de cette technique est de repérer les unités lexicales sur-représentées dans le sous-corpus ce qui nous permet de saisir l'univers socio-sémantique, hors contexte. Deux analyseurs distance ont été produit pour chacun des sous-corpus. Le premier, réalisé à partir d'un lexique catégorisé *Duplessis*¹⁰⁵, l'autre, par un lexique catégorisé *Grammaire*¹⁰⁶.

À titre d'exemple, le tableau 4.5 présente l'analyseur distance du sous-corpus MS pour les quatre premières unités lexicales¹⁰⁷.

Tableau 4.5
Analyseur distance du sous-corpus MS, catégorisé à partir du lexique catégorisé *Duplessis*

Fréquence totale	Lexème MS	~ Lexème MS	Explication %	Cumul	Unité lexicale	
0,06	0,17	0,00	1,89	1,89	classes	*
0,06	0,15	0,00	1,77	3,65	socialiste	*
0,06	0,16	0,01	1,58	5,24	populaires	*
0,05	0,12	0,01	1,01	6,25	indépendance	*

¹⁰³ Voir au chapitre IV les résultats obtenus par la fonction distance dans SATO pour chacun des sous-corpus

¹⁰⁴ *Op. Cit.*, François Daoust, p. 4.

¹⁰⁵ Le lexique catégorisé Duplessis est en quelque sorte un dictionnaire de formes lexicales appartenant à la catégorisation Duplessis, développé par le GRADiP dans le cadre de leur recherche en analyse de discours.

¹⁰⁶ Le lexique catégorisé Grammaire est un dictionnaire contenant davantage de formes lexicales que le précédent lexique. Il permet de reconnaître des lexèmes, plus contextuels, qui n'auraient pas été préalablement reconnus par le lexique catégorisé Duplessis.

Ainsi, on observe au tableau 4.5 que le lexème *socialiste* représente 0,06% de la totalité du corpus et 0,15% du sous-corpus MS. De plus, la troisième colonne nous indique qu'il est représenté dans les deux autres sous-corpus dans une proportion de 0,00% ce qui nous permet d'affirmer que le mot *socialiste* est sans aucun doute un terme utilisé presque exclusivement par le Mouvement socialiste¹⁰⁸. La quatrième colonne nous fournit la part relative en pourcentage de l'unité lexicale à la mesure de distance. Par exemple, l'écart dans l'utilisation du mot *socialiste* explique 1,77% de la distance. La sixième colonne nous donne la somme des pourcentages d'explication de la distance. L'absence d'astérisque à la septième colonne nous indique que le lexème explique la distance dans l'autre sous-corpus.

La seconde méthode a été de sélectionner pour chaque sous-corpus des unités lexicales pertinentes ayant une fréquence plus grande ou égale à 20. Cette première sélection nous a permis de regrouper une trentaine de lexèmes pour chacune des catégories (UV, US, EC, ET). Avec l'aide du logiciel NVIVO¹⁰⁹, nous avons pu remettre chaque lexème dans ses différents contextes d'utilisation. Cette opération nous a permis de procéder à une deuxième sélection, basée cette fois sur la signification des lexèmes. À la lecture des résultats obtenus par les manipulations sur NVIVO, nous avons rejeté les lexèmes redondants et moins significatifs. Cette opération nous a permis de constituer un ensemble de mots significatifs pour les quatre catégories de la grille de catégorisation.

Pour conclure cette section sur la méthodologie, nous présenterons en quelques lignes l'axe d'analyse que nous avons privilégié pour étudier les lexèmes recueillis avec les deux méthodes de catégorisation. Dans le chapitre IV traitant des

¹⁰⁷ L'analyseur distance présente toujours les 50 premières unités lexicales ayant contribué le plus à la mesure de distance.

¹⁰⁸ Comme nous l'avons noté par l'observation du tableau 4.3.

¹⁰⁹ Nvivo est un logiciel permettant de procéder à divers types d'analyses qualitatives. Il permet notamment de découper des extraits choisis d'une entrevue retranscrite ou de tout autre texte en format RTF et de les rassembler par thèmes. Voir à ce propos Frédéric Deschenaux et Sylvain Bourdon, *Introduction à l'analyse qualitative informatisée à l'aide*

résultats obtenus par l'analyseur distance, nous nous sommes intéressées aux unités lexicales de chaque sous-corpus, afin de voir en quoi ces dernières pouvaient être originales au point de vue de l'analyse socio-sémantique. Dans le chapitre V, c'est l'analyse de contenu qui a été privilégiée. Nous avons d'abord regroupé les lexèmes significatifs selon les quatre grandes catégories qui se retrouvent dans la grille de catégorisation au tableau 4.4. Nous avons présenté les unités lexicales significatives des différences entre les différents sous-corpus. Enfin, nous avons choisi une comparaison entre les corpus de nouvelle gauche (OC et UFP) et celui du corpus MS afin de vérifier à nos hypothèses.

CHAPITRE V

PRÉSENTATION DES RÉSULTATS ET ANALYSE EN FONCTION DE L'ANALYSEUR DISTANCE

Ce chapitre présente les résultats obtenus exclusivement par la fonction distance présentée au chapitre III. Les lexèmes recueillis avec cette technique nous ont permis de vérifier s'il existait un écart, au point de vue socio-sémantique, entre les discours du MS de l'UFP et d'OC. Pour chacun des corpus, nous présentons deux analyseurs distances, le premier ayant été produit à partir du lexique catégorisé *Duplessis*¹¹⁰ et le deuxième, avec le lexique catégorisé *Grammaire*¹¹¹.

¹¹⁰ Comme il a été vu au chapitre III, la fonction distance utilisée avec le lexique Duplessis a été réalisée à partir de la grille de catégorie État et néolibéralisme. SATO a donc procédé à une sélection grammaticale basée sur des catégories préalablement définies par le Groupe de recherche en analyse du discours politique (GRADiP) à savoir l'univers des valeurs, des rapports sociaux, de l'économie et de la politique.

¹¹¹ L'analyseur distance catégorisé grammaire veut simplement dire que toutes les unités lexicales reconnues par SATO ont été utilisées pour la fonction distance.

5.1 LE MOUVEMENT SOCIALISTE

Tableau 5.1
Analyseur distance du sous-corpus MS
À partir du lexique catégorisé *Duplessis*

Fréquence totale	Lexème MS	~ lexème MS	Explique %	Cumul	Unité lexicale	
0.06	0.17	0.00	1.89	1.89	classes	*
0.06	0.15	0.00	1.77	3.65	socialiste	*
0.06	0.16	0.01	1.58	5.24	populaires	*
0.05	0.12	0.01	1.01	6.25	indépendance	*
0.12	0.23	0.06	1.00	7.25	pouvoir	*
0.14	0.26	0.08	0.97	8.22	travail	*
0.03	0.08	0.00	0.93	9.15	ouvrière	*
0.03	0.08	0.00	0.91	10.06	dépendance	*
0.07	0.15	0.03	0.83	10.89	institutions	*
0.35	0.52	0.26	0.81	11.71	politique	*
0.19	0.31	0.13	0.80	12.51	état	*
0.05	0.10	0.01	0.79	13.29	contrôle	*
0.08	0.15	0.04	0.76	14.06	conditions	*
0.05	0.10	0.01	0.75	14.80	organisation	*
0.04	0.09	0.01	0.72	15.52	culturelle	*
0.03	0.07	0.01	0.68	16.20	organisations	*
0.02	0.06	0.00	0.63	16.83	oppression	*
0.02	0.06	0.00	0.62	17.46	socialisme	*
0.02	0.06	0.00	0.60	18.05	capitaliste	*
0.04	0.08	0.01	0.58	18.63	intérêts	*
0.04	0.08	0.01	0.55	19.18	luttés	*
0.02	0.05	0.00	0.48	19.66	domination	*
0.02	0.04	0.00	0.46	20.12	indépendant	*
0.01	0.04	0.00	0.44	20.56	ouvrières	*
0.07	0.02	0.10	0.43	20.99	loi	
0.07	0.12	0.04	0.43	21.42	démocratie	*
0.02	0.04	0.00	0.42	21.84	dynamique	*
0.03	0.06	0.01	0.40	22.24	espace	*
0.04	0.00	0.06	0.39	22.62	bien commun	
0.02	0.04	0.00	0.38	23.00	collectivités	*
0.05	0.09	0.03	0.37	23.38	national	*
0.04	0.07	0.02	0.36	23.74	décisions	*
0.01	0.03	0.00	0.35	24.09	libération	*
0.02	0.05	0.01	0.34	24.43	intervention	*
0.03	0.00	0.05	0.34	24.77	travail	
0.16	0.09	0.20	0.34	25.11	gouvernement	
0.12	0.19	0.09	0.33	25.44	vie	*
0.01	0.03	0.00	0.32	25.76	capitalistes	*
0.01	0.03	0.00	0.32	26.08	planification	*
0.01	0.03	0.00	0.30	26.38	aspirations	*
0.01	0.03	0.00	0.30	26.68	démocratisation	*
0.10	0.04	0.12	0.29	26.97	scrutin	
0.14	0.20	0.10	0.29	27.26	économique	*
0.01	0.03	0.00	0.28	27.53	aménagement	*
0.01	0.02	0.00	0.27	27.81	socialisation	*
0.01	0.02	0.00	0.27	28.08	impérialisme	*
0.05	0.08	0.03	0.27	28.35	groupes	*
0.03	0.00	0.05	0.27	28.62	viable	
0.05	0.01	0.07	0.26	28.89	nation	
0.01	0.03	0.00	0.26	29.15	syndicales	*

Le tableau 5.1 présente les lexèmes du sous-corpus MS significativement plus éloignés des lexèmes des sous-corpus OC et UF du point de vue de la catégorisation État et néolibéralisme. Les résultats de ce tableau nous indiquent que les unités lexicales¹¹² présentes sont sur-représentées et hautement significatives de l'originalité du discours du MS.

Afin de saisir de manière synthétique les grands éléments de discours du MS, nous avons décidé de regrouper les différents lexèmes significatifs présents au tableau 5.1 en trois catégories thématiques. On retrouve d'abord des lexèmes appartenant à l'univers socio-sémantique marxiste. En effet, une simple lecture des lexèmes présents au tableau 5.1 nous indique que le discours du MS est résolument marqué par la présence d'un univers socio-sémantique marxiste. Sont également présentes des unités lexicales faisant référence au rapport au pouvoir dans la société. Finalement, on retrouve un ensemble de lexèmes appartenant au thème de l'État.

5.1.1 L'analyse marxiste

Tableau 5.2
Fréquence totale des lexèmes appartenant à l'univers socio-sémantique marxiste provenant de l'analyseur distance (tableau 5.1)

Fréq.Tot	MS	OC	UF
Classes	134	3	4
Luttes	66	10	10
Capitaliste	45	0	2
Capitalistes	23	1	0
Socialiste	124	0	4
Socialisme	45	0	3
Ouvrière	63	1	0
Ouvrières	31	1	0
Populaires	125	6	10

¹¹² Seulement les lexèmes qui sont suivis d'un astérisque.

Les unités lexicales que nous associons à l'univers socio-sémantique marxiste figure au tableau 5.2. C'est à la présence de ces lexèmes que nous attribuons le rapprochement entre le discours du MS et l'analyse marxiste. À l'instar de plusieurs mouvements sociaux et groupes politiques au XX^e siècle, le Mouvement socialiste a une conception des rapports sociaux qui est avant tout basée sur les rapports de production. L'analyse marxiste a mis de l'avant une conception des rapports sociaux fondée sur un antagonisme social, le plus souvent polarisé en deux classes sociales distinctes et conflictuelles, constituées des travailleurs et des capitalistes¹¹³. Le marxisme est en réalité une tentative d'expliquer la lutte des classes à travers le prisme du capitalisme comme mode de production : « l'exploitation repose sur la contradiction entre le travail et le capital, eux-mêmes constitués en classe sociales antagonistes, le prolétariat et la bourgeoisie »¹¹⁴.

Dans le marxisme, on considère que le capitalisme vient altérer de manière plus fondamentale encore les conditions de la classe opprimée par l'apparition du salariat et de la surproduction :

Il se trouve que depuis longtemps un surproduit rend possible le fait pour une classe, toujours minoritaire, de vivre des fruits du travail de la classe majoritaire et, surtout, de contrôler ce travail et, partant, l'organisation de la société. Cela prend, sous le capitalisme, une forme particulière, avec la transformation des produits du travail en marchandises, du travail privé concret en travail social abstrait, et, surtout, de l'instauration du salariat comme rapport social fondamental entre les classes dominantes et les classes exploitées.¹¹⁵

¹¹³ Jean-Pierre Durand, *La sociologie de Marx*, Paris, Collection Repères, La Découverte, 1995, p. 99. Si dans ses analyses de la conjoncture Marx fait état de l'existence de sept classes sociales, à savoir, l'aristocratie financière, la bourgeoisie industrielle, la petite bourgeoisie, la classe ouvrière, le lumpenprolétariat, la paysannerie parcellaire et les grands propriétaires fonciers, ses textes théoriques rendent plus particulièrement compte de trois grandes classes : ouvriers salariés, capitalistes et propriétaires fonciers. Or, les mouvements sociaux s'inspirant des analyses marxistes retiennent davantage l'aspect de la polarisation entre les deux principales classes: la bourgeoisie et le prolétariat.

¹¹⁴ *Ibid.*, p. 54.

¹¹⁵ Gilles Bourque, et Gilles Dostaler, *Socialisme et indépendance*. Montréal, Éditions du Boréal Express, 1980, p. 42.

Avec la présence des lexèmes *classes*, *lutte*, *capitaliste* et *capitalistes*, nous sommes donc en présence d'un univers socio-sémantique résolument marxiste.

Nous retrouvons également au tableau de l'analyseur distance la présence des lexèmes *socialiste* et *socialisme*. Le socialisme chez Marx représente l'aboutissement des luttes contre l'exploitation menées par les mouvements sociaux, les classes ouvrières¹¹⁶. Le socialisme, c'est un projet économique, politique et social au service de ces mêmes classes opprimées : « Le socialisme, c'est l'appropriation et le contrôle par les travailleurs de leurs conditions de vie et de travail. C'est donc la démocratie au sens propre du terme »¹¹⁷. Le rapprochement avec l'analyse marxiste est donc évident dans cette conception du socialisme puisqu'on y parle de la classe ouvrière et que celle-ci doit lutter pour vaincre son aliénation liée au caractère fondamentalement conflictuel des rapports sociaux.

Les mouvements sociaux inspirés de l'idéologie marxiste, à l'instar du MS, ont eu recours à une utilisation plus élastique du concept de la classe opprimée. Ainsi, on a pu voir apparaître la notion de « classe populaire ». Cette nouvelle catégorie, propre aux analyses néo-marxistes qui ont voulu actualiser le marxisme et suivre l'évolution des sociétés capitalistes, permet d'élargir la notion de classe dominée et exploitée. Les classes populaires regroupent plus globalement des citoyens non-salariés (des ménagères, des assistés sociaux), des intellectuels, des col-blancs, des retraités, des artisans, bref des individus exploités et opprimés par le système capitaliste qui ne sont pas salariés ouvriers.

Nous venons de montrer comment les lexèmes du tableau 5.2 appartiennent à un univers socio-sémantique marxiste. Leur présence dans le tableau 5.1 nous indique qu'ils contribuent tous à marquer particulièrement le discours du Mouvement

¹¹⁶ *Ibid.*, p. 44.

¹¹⁷ *Ibid.*, p. 48.

socialiste et que, par conséquent, ils sont moins significatifs dans les corpus UF et OC. Plusieurs de ces lexèmes sont même carrément absents de ces corpus.

5.1.2 Les rapports de pouvoir

Tableau 5.3
Fréquence totale des lexèmes appartenant à la
thématique des rapports de pouvoir provenant de
l'analyseur distance (tableau 5.1)

Fréq.Tot	MS	OC	UF
Pouvoir	186	44	85
Domination	39	1	11
Oppression	51	1	6
Dépendance	62	0	1
Indépendance	99	3	62
Indépendant	36	1	11
Impérialisme	18	0	0
Libération	26	1	2
Contrôle	83	9	20

Quoique toujours liés à l'univers socio-sémantique marxiste, plusieurs lexèmes significatifs du discours du MS s'articulent plus spécifiquement autour de la thématique du pouvoir et des rapports de pouvoir. Nous avons rassemblé ces lexèmes au tableau 5.3. Nous l'avons vu, le marxisme implique une conception de la société basée sur un conflit social qui est lié au mode de production. Le mode de production capitaliste, à l'origine des rapports sociaux inégalitaires entre la classe ouvrière et la bourgeoisie, est nécessairement accompagné de rapports de pouvoir.

Comme on le constate à la lecture du tableau 5.3, le lexème *pouvoir* est sur-représenté dans le sous-corpus MS comparativement aux sous-corpus OC et UF. Cette présence nous indique que le discours du MS traite de manière récurrente de la question du pouvoir dans la société.

Un discours de tendance marxiste sur le pouvoir sera essentiellement basé sur la nature conflictuelle de la réalité sociale que nous avons présentée précédemment. Chez Marx, la classe ouvrière est soumise à un rapport d'exploitation lié au mode de production capitaliste. La domination de la classe ouvrière est rendue possible grâce au concours de l'État, véritable outil d'oppression pour la classe bourgeoise. L'État, au service de la bourgeoisie, maintient les classes opprimées dans des conditions de vie de dépendance et d'oppression et il est également légitime, surtout en temps de crise, à user de répression¹¹⁸. Au Québec, l'oppression des classes ouvrière et populaires a été liée de près à ce que Bourque a qualifié de double dépendance : « semi-colonialisme issu de la superposition nationale dans le contexte canadien et impérialisme américain »¹¹⁹. Cette situation a souvent donné lieu à des revendications convergentes dans l'histoire de la gauche au Québec depuis 1960. Dans ces circonstances, la libération des classes opprimées devait se faire par un double mouvement d'indépendance politique, économique et social vis-à-vis de l'État fédéral mais également de l'État américain¹²⁰.

Les lexèmes que nous retrouvons au tableau 5.3 témoignent de la parenté entre le discours du Mouvement socialiste et cet univers socio-sémantique apparenté aux analyses marxistes. Les lexèmes *indépendance* et *indépendant* nous indique également qu'un rapprochement peut être fait entre une conception marxiste de la société et un enjeu social incontournable au Québec, particulièrement depuis les années 1960, à savoir la question nationale. Au Québec, la gauche a d'abord développé une pensée marxiste liée au nationalisme:

¹¹⁸ André Akoun et Pierre Ansart (dir.), *Dictionnaire de sociologie*, Collection Dictionnaires Le Robert / Seuil, Le Robert, Seuil, 1999, p. 324.

¹¹⁹ Gilles Bourque, « On n'est pas le Congo », un article originalement publié dans la revue *Parti Pris*, vol. 5, n° 5, février 1968. In Gilles Bourque et Gilles Dostaler, *Socialisme et indépendance*. Montréal, Éditions du Boréal Express, 1980, p. 88.

¹²⁰ Cette double stratégie de libération devait conduire à des débats chez la gauche au Québec. Par exemple, le courant marxiste-léniniste dans les années 1970 a préféré mettre l'accent sur la lutte à l'impérialisme plutôt que de se concentrer ses forces à combattre l'oppression coloniale, allant jusqu'à prôner l'abstentionnisme lors du référendum québécois de 1980.

Elle reprenait en fait, en leur donnant une coloration marxiste, les thèses de l'historiographie nationaliste (...). La discrimination linguistique, le développement inégal, les inégalités économiques entre les groupes nationaux... tout était rapporté de façon univoque à la prétendue colonisation du Québec par le reste du Canada.¹²¹

Il n'est donc pas surprenant de retrouver dans l'univers discursif du discours du MS une certaine parenté entre l'univers socio-sémantique marxiste et nationaliste marqué par le thème de l'indépendance. Le socialisme porte également des vertus liées à l'indépendance. Comme nous l'avons vu plus tôt, les classes ouvrière et populaires dans le socialisme sont appelées à contrôler leur propre devenir. L'indépendance des classes ouvrières est donc une étape importante dans la recherche du socialisme comme projet de société, marquant ainsi la fin de l'exploitation et de la domination des classes opprimées par les classes dominantes.

5.1.3 L'État et la politique

Tableau 5.4
Fréquence totale des lexèmes appartenant à la
thématique de l'État provenant de l'analyseur distance
(tableau 5.1)

Fréq.Tot	MS	OC	UF
État	254	101	126
Politique	421	192	187
Syndicales	21	2	1
Démocratie	95	22	56
Démocratisation	25	2	1
Intervention	40	9	4
Institutions	118	20	51
Organisation	83	15	8
Organisations	59	4	5

À la lecture de l'analyseur distance du MS (tableau 5.1), on peut aussi remarquer la présence de plusieurs lexèmes liés au thème de l'État et de la politique. La

¹²¹ Gilles Bourque et Gilles Dostaler, *Op. Cit.*, p. 25.

fréquence totale des lexèmes *État* et *politique* est également révélatrice de l'importance de ces thèmes dans le corpus MS. Toutefois, malgré leur récurrence marquée dans l'analyseur distance du MS, ces unités lexicales se retrouvent également en importance dans les corpus OC et UF. En plus de ces lexèmes, nous retrouvons dans le sous-corpus MS une préoccupation évidente liée à l'univers socio-sémantique de la démocratie (démocratie, démocratisation), du domaine syndical et de l'organisation (syndicales, organisation(s)) et puis finalement, de l'organisation politique de la société (institutions, organisation(s), intervention).

Tableau 5.5
Analyseur distance du sous-corpus MS
À partir du lexique catégorisé *Grammaire*

Fréquence totale	Lexème MS	-lexème MS	Explique %	Cumul	Unité lexicale	
0.08	0.24	0.00	2.41	2.41	mouvement_socialiste	*
0.06	0.17	0.00	1.55	3.96	classes	*
0.06	0.15	0.00	1.45	5.42	socialiste	*
0.06	0.16	0.01	1.31	6.72	populaires	*
0.11	0.00	0.17	0.94	7.66	union_des_forces_progressistes	
0.05	0.12	0.01	0.83	8.49	indépendance	*
0.12	0.23	0.06	0.83	9.32	pouvoir	*
0.14	0.26	0.08	0.80	10.11	travail	*
0.03	0.08	0.00	0.76	10.88	ouvrière	*
0.03	0.08	0.00	0.75	11.63	dépendance	*
0.08	0.00	0.13	0.71	12.34	option_citoyenne	
0.07	0.15	0.03	0.68	13.02	institutions	*
0.35	0.52	0.26	0.67	13.69	politique	*
0.19	0.31	0.13	0.66	14.35	état	*
0.05	0.10	0.01	0.65	15.00	contrôle	*
0.08	0.15	0.04	0.63	15.62	conditions	*
0.05	0.10	0.01	0.62	16.24	organisation	*
0.04	0.09	0.01	0.59	16.83	culturelle	*
0.03	0.07	0.01	0.56	17.39	organisations	*
0.02	0.06	0.00	0.52	17.91	oppression	*
0.02	0.06	0.00	0.51	18.43	socialisme	*
0.02	0.06	0.00	0.49	18.92	capitaliste	*
0.04	0.08	0.01	0.47	19.39	intérêts	*
0.04	0.08	0.01	0.46	19.85	luttes	*
0.02	0.05	0.00	0.40	20.24	domination	*
0.02	0.04	0.00	0.38	20.62	indépendant	*
0.01	0.04	0.00	0.36	20.98	ouvrières	*
0.07	0.02	0.10	0.35	21.34	loi	
0.07	0.12	0.04	0.35	21.69	démocratie	*
0.02	0.04	0.00	0.35	22.03	dynamique	*
0.03	0.06	0.01	0.33	22.36	espace	*
0.04	0.00	0.06	0.32	22.68	bien_commun	
0.02	0.04	0.00	0.31	22.99	collectivités	*
0.05	0.09	0.03	0.31	23.30	national	*
0.04	0.07	0.02	0.30	23.60	décisions	*
0.01	0.03	0.00	0.29	23.89	libération	*
0.02	0.05	0.01	0.28	24.17	intervention	*
0.03	0.00	0.05	0.28	24.45	travail	
0.16	0.09	0.20	0.28	24.73	gouvernement	
0.12	0.19	0.09	0.27	25.00	vie	*
0.01	0.03	0.00	0.26	25.27	capitalistes	*
0.01	0.03	0.00	0.26	25.53	planification	*
0.01	0.03	0.00	0.24	25.77	aspirations	*
0.01	0.03	0.00	0.24	26.02	démocratisation	*
0.10	0.04	0.12	0.24	26.26	scrutin	
0.06	0.02	0.08	0.24	26.50	pauvreté	
0.14	0.20	0.10	0.24	26.74	économique	*
0.18	0.25	0.15	0.23	26.97	notre	*
0.01	0.03	0.00	0.23	27.20	aménagement	*
0.01	0.02	0.00	0.23	27.42	socialisation	*

Le tableau de l'analyseur distance catégorisé avec le lexique *Grammaire* diffère peu du tableau 5.1. La même récurrence des termes associés à un univers socio-sémantique marxiste y est notamment présente. Ce deuxième tableau vient donc confirmer la justesse de la synthèse que nous avons faite des thèmes significatifs présents dans le corpus MS.

5.2 OPTION CITOYENNE

Tableau 5.6
Analyseur distance du sous-corpus OC
À partir du lexique catégorisé *Duplessis*

Fréquence totale	Lexème OC	~lexème OC	Explique %	Cumul	Unité lexicale	
0.04	0.11	0.00	1.65	1.65	bien commun	*
0.10	0.01	0.14	0.94	2.59	scrutin	
0.09	0.18	0.05	0.87	3.47	personnes	*
0.06	0.12	0.03	0.80	4.27	fédéral	*
0.06	0.00	0.08	0.69	4.95	socialiste	
0.06	0.00	0.09	0.65	5.60	classes	
0.05	0.10	0.03	0.65	6.25	nation	*
0.39	0.52	0.32	0.57	6.82	québec	*
0.10	0.17	0.07	0.55	7.37	droits	*
0.06	0.01	0.09	0.55	7.92	populaires	
0.05	0.00	0.08	0.54	8.46	indépendance	
0.01	0.03	0.00	0.49	8.94	rencontre	*
0.08	0.02	0.10	0.47	9.41	partis	
0.02	0.05	0.01	0.47	9.88	provinces	*
0.07	0.02	0.09	0.46	10.33	mode	
0.10	0.15	0.07	0.44	10.78	population	*
0.12	0.06	0.15	0.40	11.18	pouvoir	
0.02	0.04	0.00	0.40	11.58	communauté	*
0.03	0.00	0.05	0.40	11.98	travail	
0.04	0.01	0.06	0.39	12.37	représentation	
0.04	0.08	0.02	0.39	12.76	culture	*
0.06	0.11	0.04	0.39	13.15	économie	*
0.02	0.05	0.01	0.39	13.54	valeurs	*
0.02	0.04	0.01	0.39	13.92	impôts	*
0.03	0.00	0.05	0.38	14.30	sièges	
0.01	0.02	0.00	0.35	14.66	ottawa	*
0.07	0.12	0.05	0.35	15.01	égalité	*
0.01	0.03	0.00	0.35	15.36	fédération	*
0.03	0.05	0.01	0.35	15.71	solidarité	*
0.04	0.07	0.02	0.34	16.05	nations	*
0.03	0.00	0.04	0.34	16.39	dépendance	
0.03	0.06	0.02	0.34	16.73	organismes	*
0.07	0.03	0.09	0.33	17.06	institutions	
0.06	0.09	0.04	0.32	17.38	peuples	*
0.35	0.26	0.40	0.32	17.70	politique	
0.02	0.04	0.01	0.32	18.02	approche	*
0.01	0.02	0.00	0.32	18.34	futur	*
0.03	0.00	0.04	0.31	18.65	ouvrière	
0.04	0.01	0.06	0.30	18.95	vote	
0.04	0.07	0.03	0.30	19.25	respect	*
0.01	0.02	0.00	0.30	19.55	dignité	*
0.16	0.22	0.13	0.30	19.84	gouvernement	*
0.05	0.01	0.06	0.29	20.14	contrôle	
0.04	0.01	0.05	0.29	20.43	réforme	
0.01	0.03	0.00	0.29	20.72	solidaire	*

Le tableau 5.6 présente les résultats de l'analyseur distance obtenu avec le corpus OC. Dans ce tableau, comme dans celui que nous avons étudié précédemment avec

le corpus MS, nous observons les quelques dizaines d'unités lexicales qui caractérisent le discours du mouvement Option citoyenne.

D'entrée de jeu, nous pouvons affirmer, par la comparaison avec le tableau 5.1, que le corpus OC ne se s'inspire nullement d'un univers socio-sémantique marxiste. On retrouve ici des lexèmes appartenant à d'autres références socio-sémantiques que nous proposons de présenter en trois catégories. La première concerne une préoccupation marquée par l'univers des rapports sociaux. Nous retrouvons également des lexèmes faisant référence à l'univers des valeurs, puis finalement, une catégorie concernant le rapport au politique.

5.2.1 Les rapports sociaux

Tableau 5.7
Fréquence totale des lexèmes appartenant à la
thématique des rapports sociaux provenant de l'analyseur
distance (tableau 5.6)

Fréq.Tot	OC	UF	MS
Personnes	132	51	48
Population	116	91	45
Communauté	29	6	5
Peuples	71	26	40
Nation	77	47	12
Nations	52	46	8

L'observation des lexèmes présents au tableau 5.7 nous informe sur la représentation des rapports sociaux mise de l'avant par Option citoyenne. D'abord, *personnes* et *population* sont visiblement des lexèmes les plus représentés du tableau 5.7 et parmi les plus présents dans le discours d'OC. La présence de ces unités lexicales réfèrent à une conception plutôt neutre des rapports sociaux, ce qui n'était pas le cas dans le discours du Mouvement socialiste, avec l'utilisation récurrente de la notion de classe. Le discours d'OC n'aborde pas les membres de la société à partir de leur position dans le système

de production, sur la base de leur appartenance de classe, ou de leur pouvoir, mais, du moins en apparence, de façon initialement neutre et indifférenciée, ce que suppose le recours fréquent aux unités lexicales *personnes* et *population*.

Les unités lexicales *communauté*, *peuple* et *nation(s)* présentes au tableau 5.6 impliquent un rapport au politique plus évident. Elles dénotent notamment une compréhension du monde basée sur des différences culturelles, politiques, économique et sociales. Nous ne retrouvons pas dans ces concepts la neutralité qui caractérisait les lexèmes *personne* et *population*. Le peuple, la nation et la communauté sont des catégories politiques éminemment complexes.

Nous supposons que les lexèmes présents au tableau 5.7 représentent les principaux acteurs autour desquels s'articule la conception des rapports sociaux du mouvement Option citoyenne. Nous remarquons également que ces derniers ne paraissent pas porteur d'un conflit social inhérent, comme nous l'avions noté dans la présentation des rapports sociaux du Mouvement socialiste.

5.2.2 L'univers des valeurs

Tableau 5.8
Fréquence totale des lexèmes appartenant à la
thématique de l'univers des valeurs provenant de
l'analyseur distance (tableau 5.6)

Fréq.Tot	OC	UF	MS
Bien commun	83	3	0
Droits	127	77	61
Égalité	89	35	54
Solidarité	40	14	10
Respect	55	33	13
Dignité	17	0	2
Solidaire	21	3	2
Valeurs	38	15	3

Ce qui est d'abord frappant dans l'analyseur distance du corpus OC, c'est la très forte représentation d'un univers éthique, comme en témoignent les lexèmes présents au tableau 5.8. Le lexème *bien commun* est probablement le terme qui définit le mieux l'univers socio-sémantique auquel le mouvement Option citoyenne s'attache, à en juger par sa sur-représentation lexicale en comparaison avec les corpus UF et MS. Le bien commun, l'égalité, la solidarité, le respect et la dignité sont des valeurs propres aux mouvements politiques voulant s'opposer à l'individualisme exacerbé des sociétés libérales. Au cours du XX^e siècle, plusieurs partis politiques sociaux-démocrates, socialistes ou libéraux, de même que bon nombre de mouvements sociaux ont défendu ces idéaux. La présence de ces valeurs ne nous renseigne donc pas sur l'horizon politique spécifique du mouvement Option citoyenne. Or, il est évident que ce dernier ne se situe pas dans un univers socio-sémantique marxiste. Loin de là, nous ne retrouvons aucune présence significative d'une représentation de la société basée sur le conflit social, l'oppression ou l'exploitation, comme c'était le cas pour le Mouvement socialiste.

5.2.3 Le droit

Tableau 5.9
Fréquence totale des lexèmes appartenant à la
thématique du droit provenant de l'analyseur distance
(tableau 5.6)

Fréq.Tot	OC	UF	MS
Droits	127	77	61

Nous voulons maintenant attirer l'attention sur la présence du lexème *droits*, dans le tableau 5.8. Alors que le mode de production, à l'origine du conflit social, est à la base de la conception des rapports sociaux pour le MS, le droit semble être un élément central du discours d'OC. Ainsi, on retrouve dans les sociétés

contemporaines plusieurs manifestations qui expriment l'importance du droit dans l'ordre social¹²².

« Le droit est au fondement de la structuration politique de l'État libéral et des sociétés modernes. À la fois institution centrale de la régulation sociale et modalité essentielle de la représentation des rapports sociaux, il constitue le lieu où s'organise le *modus vivendi* de la société ». ¹²³

La récurrence de ce lexème dans le corpus OC nous indique qu'une analyse en termes de droits doit tenir une place prépondérante dans le discours du mouvement Option citoyenne. Nous verrons lors de l'analyse de contenu au chapitre VI si cet intérêt marqué se traduit dans le discours politique.

5.2.4 Le rapport au politique

Tableau 5.10
Fréquence totale des lexèmes appartenant à la
thématique du rapport au politique provenant de
l'analyseur distance (tableau 5.6)

Fréq.Tot	OC	UF	MS
Fédéral	87	61	26
Provinces	40	32	3
Gouvernement	168	193	72
Québec	391	363	278
Ottawa	18	12	11
Fédération	24	6	2
Organisme	47	11	17

Comme nous l'indique le tableau 5.10, on retrouve également dans le tableau de l'analyseur distance du corpus OC un ensemble d'unités lexicales que nous

¹²² Pensons à la lutte des femmes, menée entre autres par des mouvements tels que les suffragettes ou la Fédération des femmes du Québec. C'est en grande partie par le biais du droit à l'égalité que les revendications ont été formulées par ces groupes. D'une certaine manière, le mouvement national au Québec prend aussi cette forme.

¹²³ Jules Duchastel, Gilles Bourque, Jacques Beauchemin et Victor Armony, « Espace du droit et de la communauté dans le discours constitutionnel canadien », dans *Les sciences*

regroupons sous le thème du rapport au politique. Il est saisissant de rencontrer dans le tableau 5.6 autant de lexèmes faisant référence aux principales instances représentatives de la politique institutionnelle au Québec.

Comme province au sein de la fédération canadienne, le Québec dispose de certains pouvoirs alors que d'autres sont dévolus à l'État canadien. Par conséquent, la démocratie représentative au Québec se caractérise par la présence de deux principaux paliers de gouvernement distincts, le gouvernement québécois et le gouvernement fédéral. Nous attribuons la sur-représentation des lexèmes *fédéral*, *provinces*, *gouvernement*, *Québec*, et *Ottawa* à l'importance qu'accorde le mouvement Option citoyenne à la pratique politique électorale et aux principaux lieux de représentation qui y sont liés. Sans être un parti politique, Option citoyenne, par son discours, interpelle de manière évidente ces lieux de représentation.

On remarque également que le discours d'OC fait une plus grande utilisation des lexèmes *fédération* et *organisme* que les corpus UF et MS. Le mouvement Option citoyenne doit ainsi accorder une importance considérable à ces lieux d'organisation dans la société. Nous considérons que ces unités lexicales peuvent se retrouver dans la thématique du rapport au politique par le fait qu'elles représentent dans les sociétés contemporaines des espaces de représentation et de pouvoir dans la société civile qui peuvent influencer la politique et par conséquent, la démocratie représentative.

Tableau 5.11
Analyseur distance du sous-corpus OC
À partir du lexique catégorisé *Grammaire*

Fréquence totale	Lexème OC	~lexème OC	Explique %	Cumul	Unité lexicale	
0.08	0.23	0.01	2.75	2.75	option_citoyenne	*
0.04	0.11	0.00	1.41	4.16	bien_commun	*
0.06	0.13	0.02	0.95	5.11	autochtones	*
0.06	0.13	0.02	0.94	6.05	pauvreté	*
0.08	0.00	0.13	0.88	6.93	mouvement_socialiste	
0.10	0.01	0.14	0.80	7.73	scrutin	
0.09	0.18	0.05	0.75	8.48	personnes	*
0.06	0.12	0.03	0.68	9.16	fédéral	*
0.06	0.00	0.08	0.59	9.75	socialiste	
0.06	0.00	0.09	0.56	10.30	classes	
0.05	0.10	0.03	0.55	10.86	nation	*
0.39	0.52	0.32	0.49	11.34	québec	*
0.10	0.17	0.07	0.47	11.81	droits	*
0.06	0.01	0.09	0.47	12.28	populaires	
0.05	0.00	0.08	0.46	12.74	indépendance	
0.01	0.03	0.00	0.41	13.16	rencontre	*
0.08	0.02	0.10	0.40	13.56	partis	
0.02	0.05	0.01	0.40	13.96	provinces	*
0.07	0.02	0.09	0.39	14.35	mode	
0.10	0.15	0.07	0.38	14.73	population	*
0.07	0.11	0.04	0.36	15.09	plusieurs	*
0.12	0.06	0.15	0.35	15.43	pouvoir	
0.02	0.04	0.00	0.34	15.77	communauté	*
0.03	0.00	0.05	0.34	16.11	travail	
0.04	0.01	0.06	0.34	16.45	représentation	
0.04	0.08	0.02	0.33	16.78	culture	*
0.06	0.11	0.04	0.33	17.12	économie	*
0.02	0.05	0.01	0.33	17.45	valeurs	*
0.02	0.04	0.01	0.33	17.78	impôts	*
0.03	0.00	0.05	0.33	18.10	sièges	
0.01	0.02	0.00	0.30	18.41	ottawa	*
0.07	0.12	0.05	0.30	18.71	égalité	*
0.01	0.03	0.00	0.30	19.01	fédération	*
0.03	0.05	0.01	0.30	19.30	solidarité	*
0.04	0.07	0.02	0.29	19.60	nations	*
0.01	0.03	0.00	0.29	19.89	fédéralisme	*
0.03	0.00	0.04	0.29	20.18	dépendance	
0.03	0.06	0.02	0.29	20.46	organismes	*
0.07	0.03	0.09	0.28	20.75	institutions	
0.06	0.09	0.04	0.28	21.02	peuples	*
0.03	0.06	0.02	0.27	21.30	comment	*
0.35	0.26	0.40	0.27	21.57	politique	
0.02	0.04	0.01	0.27	21.84	approche	*
0.01	0.02	0.00	0.27	22.11	futur	*
0.03	0.00	0.04	0.27	22.38	ouvrière	
0.04	0.01	0.06	0.26	22.64	vote	
0.04	0.07	0.03	0.26	22.89	respect	*
0.01	0.02	0.00	0.25	23.15	dignité	*
0.16	0.22	0.13	0.25	23.40	gouvernement	*
0.05	0.01	0.06	0.25	23.65	contrôle	

Contrairement au corpus MS, l'analyseur distance du corpus OC catégorisé avec le lexique *Grammaire* nous indique de nouvelles unités lexicales pertinentes à l'analyse, à savoir, *autochtones* et *pauvreté*.

La récurrence du lexème *autochtones* peut avoir deux significations. La première peut être liée au fait que, pour diverses raisons conjoncturelles, le mouvement Option citoyenne s'est particulièrement intéressé à la question autochtone. L'apparition du lexème *autochtones* dans le tableau de l'analyseur distance peut aussi signifier l'importance que porte le mouvement à la défense des groupes ou personnes qui vivent des injustices. Nous savons qu'au Québec, la question autochtone pose la question du droit à l'autodétermination et en ce sens, il se trouve justifié que le corpus OC en fasse mention puisque nous avons observé un univers socio-sémantique lié aux notions de droit, de respect et de dignité.

L'unité lexicale *pauvreté* fait également son apparition dans le tableau 5.11 Cette présence signifie que le discours d'OC traite des manifestations de la pauvreté dans la société. Pour bon nombre de mouvements sociaux et politiques qui dénoncent la pauvreté, les raisons profondes du problème sont sociales. Au même titre que le discours du MS se préoccupe de l'oppression et de la domination, le discours politique du mouvement Option citoyenne semble plutôt s'attarder au problème social qu'est la pauvreté.

5.3 UNION DES FORCES PROGRESSISTES

Tableau 5.12
Analyseur distance du sous-corpus UF
À partir du lexique catégorisé Duplessis

Fréquence totale	Lexème UF	~lexème UF	Explique %	Cumul	Unité lexicale	
0.10	0.24	0.03	2.24	2.24	scrutin	*
0.03	0.10	0.00	1.50	3.74	travail	*
0.08	0.17	0.03	1.07	4.81	partis	*
0.05	0.12	0.02	1.07	5.88	énergie	*
0.02	0.07	0.00	1.01	6.89	compensation	*
0.02	0.07	0.00	0.97	7.86	hommes	*
0.04	0.10	0.02	0.75	8.61	vote	*
0.02	0.06	0.00	0.72	9.33	hydro-québec	*
0.04	0.09	0.01	0.70	10.03	réforme	*
0.14	0.05	0.19	0.59	10.62	travail	
0.06	0.00	0.09	0.54	11.15	classes	
0.01	0.04	0.00	0.53	11.68	sociale	*
0.04	0.08	0.02	0.51	12.19	élections	*
0.02	0.06	0.01	0.50	12.69	électricité	*
0.03	0.06	0.01	0.49	13.18	majoritaire	*
0.03	0.07	0.01	0.47	13.65	ministre	*
0.06	0.01	0.08	0.45	14.10	populaires	
0.02	0.05	0.00	0.45	14.55	mixte	*
0.01	0.03	0.00	0.45	14.99	père	*
0.06	0.01	0.08	0.44	15.43	socialiste	
0.02	0.05	0.01	0.44	15.87	heures	*
0.02	0.05	0.01	0.43	16.30	votes	*
0.07	0.02	0.10	0.43	16.73	hommes	
0.01	0.03	0.00	0.42	17.15	être	*
0.04	0.08	0.02	0.41	17.56	familles	*
0.01	0.03	0.00	0.40	17.96	massicotte	*
0.01	0.03	0.00	0.40	18.36	personnes	*
0.01	0.04	0.00	0.40	18.77	semaines	*
0.01	0.03	0.00	0.38	19.15	santé	*
0.02	0.04	0.00	0.38	19.53	familiale	*
0.03	0.07	0.02	0.34	19.87	sièges	*
0.01	0.04	0.00	0.34	20.21	circonscription	*
0.08	0.03	0.10	0.33	20.54	conditions	
0.01	0.02	0.00	0.32	20.87	droit	*
0.01	0.02	0.00	0.32	21.19	hydro	*
0.04	0.00	0.06	0.31	21.50	culturelle	
0.01	0.03	0.00	0.30	21.80	congé	*
0.01	0.02	0.00	0.30	22.10	ensemble	*
0.14	0.07	0.17	0.30	22.40	économique	
0.01	0.03	0.00	0.29	22.70	dupuis	*
0.05	0.01	0.06	0.29	22.99	organisation	
0.19	0.12	0.23	0.29	23.28	état	
0.01	0.02	0.00	0.28	23.56	aide	*
0.01	0.02	0.00	0.28	23.85	allemagne	*
0.01	0.02	0.00	0.28	24.13	autonomie	*
0.04	0.00	0.05	0.28	24.41	bien commun	
0.07	0.11	0.05	0.27	24.69	loi	*
0.02	0.04	0.01	0.27	24.96	maternité	*
0.03	0.00	0.04	0.27	25.23	ouvrière	
0.04	0.00	0.05	0.27	25.50	décisions	

Le tableau de l'analyseur distance du corpus UF nous apparaît beaucoup moins parlant que ceux des corpus OC et MS du point de vue de l'univers socio-sémantique. Bien sûr, nous retrouvons de manière diffuse des unités lexicales se rapportant à l'univers des rapports sociaux et politiques. Cependant, celles-ci sont littéralement noyées par la présence de lexèmes faisant référence à la thématique de la réforme des institutions démocratiques. Ces résultats sont peut-être tributaires d'une mauvaise sélection de documents au départ ce qui a eu pour effet d'écraser les unités lexicales qui auraient pu nous donner une signification plus claire et épurée des conceptions politiques et sociales de l'UFP, comme nous le retrouvons dans les corpus OC et MS. Ils sont cependant significatifs de l'importance de l'enjeu de la réforme des institutions démocratiques dans le discours de l'UFP.

5.3.1 La réforme des institutions démocratiques

Tableau 5.13
Fréquence totale des lexèmes appartenant à la
thématique de la réforme des institutions démocratiques
provenant de l'analyseur distance (tableau 5.12)

Fréq.Tot	UF	OC	MS
Scrutin	177	7	37
Vote	70	7	17
Votes	40	3	9
Compensation	40	3	9
Réforme	75	6	17
Mixte	33	0	7
Sièges	49	1	27
Circonscription	26	2	4
Élections	64	11	14
Majoritaire	47	4	10

L'UFP a produit une importante quantité de documents cherchant à démontrer l'importance d'une réforme des institutions démocratiques au Québec. Cet

intérêt, nous le retrouvons sans équivoque par la présence des lexèmes au tableau 5.13. Au Québec, le mode de scrutin favorise de manière systématique le bipartisme. Même avec la présence d'un tiers parti, en l'occurrence l'Action démocratique du Québec (ADQ), le pouvoir s'articule autour de deux principales formations politiques, le Parti Québécois et le Parti libéral du Québec (PLQ). Cette situation particulière rend très improbable la montée d'un nouveau parti politique au Québec. L'Union des forces progressistes a ainsi concentré une grande partie de sa production discursive à la proposition de nouvelles avenues pour le système électoral au Québec¹²⁴. C'est pourquoi nous retrouvons, à notre avis, une très grande quantité de lexèmes appartenant à un univers lexical technique basé sur la réforme des institutions démocratiques.

5.3.2 Le droit

Tableau 5.14
Fréquence totale des lexèmes appartenant à la
thématique du droit provenant de l'analyseur distance
(tableau 5.12)

Fréq.Tot	UF	OC	MS
Droit	89	108	96
Loi	108	64	13
Autonomie	41	16	11

Nous retrouvons dans le tableau de l'analyseur distance du corpus UF une certaine parenté avec les valeurs du corpus OC, en particulier à travers la présence des lexèmes *droit* et *loi*. Nous l'avons mentionné précédemment, le droit occupe un espace central dans la régulation sociale des sociétés modernes. Dans les sociétés modernes, l'aménagement du droit passe essentiellement par la loi.

Pour le philosophe Charles Taylor : « parler de droits universels, naturels ou humains, c'est rattacher le respect de la vie et de l'intégrité humaine à la notion

¹²⁴ Nous exposons plus clairement les intentions de l'UFP dans le chapitre suivant.

d'autonomie »¹²⁵. Il existe ainsi, chez l'UFP et Option citoyenne, une conception de la réalité sociale qui implique que l'autonomie des sujets, que ce soit une nation, une personne ou un peuple, puisse mener à une plus grande dignité, à un plus grand respect des sujets. Selon cette perspective, l'autonomie peut être vue comme une valeur importante à promouvoir. L'analyse plus approfondie du discours de l'UFP au chapitre VI précisera davantage cette conception.

En dernier lieu, nous remarquons au tableau de l'analyseur distance de l'UFP un ensemble de lexèmes attachés au thème de la famille (*familiale, famille, père*) et de l'énergie (*Hydro-Québec, électricité, énergie*). Leur présence est en grande partie attribuable aux mémoires touchant des enjeux spécifiques qui ont été réalisés par le parti¹²⁶. La trop grande concentration de ces thèmes (famille, énergie) a eu pour effet de rendre les données de l'analyseur distance moins pertinentes au plan de l'analyse.

¹²⁵ Charles Taylor, *Les sources du moi; la formation de l'identité moderne*, Québec, Boréal, 1998, p. 26.

¹²⁶ *Une énergie propre pour demain, Pour un véritable développement viable et Pour une politique familiale féministe.*

Tableau 5.15
Analyseur distance du corpus UF
À partir du lexique catégorisé *Grammaire*

Fréquence totale	Lexème UF	~lexème UF	Explique %	Cumul	Unité lexicale	
0.11	0.27	0.03	2.00	2.00	union_des_forces_progressistes	*
0.10	0.24	0.03	1.89	3.89	scrutin	*
0.03	0.10	0.00	1.26	5.15	travail	*
0.08	0.17	0.03	0.90	6.05	partis	*
0.05	0.12	0.02	0.90	6.96	énergie	*
0.02	0.07	0.00	0.85	7.81	compensation	*
0.02	0.07	0.00	0.82	8.63	hommes	*
0.03	0.08	0.01	0.75	9.37	proportionnel	*
0.08	0.00	0.12	0.69	10.06	mouvement_socialiste	
0.04	0.10	0.02	0.63	10.69	vote	*
0.02	0.06	0.00	0.61	11.30	hydro-québec	*
0.04	0.09	0.01	0.59	11.89	réforme	*
0.02	0.05	0.00	0.51	12.40	énergétique	*
0.14	0.05	0.19	0.50	12.90	travail	
0.06	0.00	0.09	0.45	13.35	classes	
0.01	0.04	0.00	0.44	13.79	sociale	*
0.02	0.05	0.01	0.44	14.23	instauration	*
0.04	0.08	0.02	0.43	14.66	élections	*
0.02	0.06	0.01	0.42	15.08	électricité	*
0.03	0.06	0.01	0.41	15.50	majoritaire	*
0.03	0.07	0.01	0.39	15.89	ministre	*
0.08	0.02	0.11	0.39	16.27	option_citoyenne	
0.06	0.01	0.08	0.38	16.65	populaires	
0.02	0.05	0.00	0.38	17.03	mixte	*
0.01	0.03	0.00	0.38	17.41	père	*
0.06	0.01	0.08	0.37	17.78	socialiste	
0.02	0.05	0.01	0.37	18.15	heures	*
0.02	0.05	0.01	0.36	18.51	votes	*
0.07	0.02	0.10	0.36	18.87	hommes	
0.01	0.03	0.00	0.36	19.23	être	*
0.02	0.06	0.01	0.35	19.58	consultation	*
0.01	0.03	0.00	0.34	19.92	distorsions	*
0.04	0.08	0.02	0.34	20.27	familles	*
0.02	0.04	0.01	0.34	20.61	avant-projet	*
0.01	0.03	0.00	0.34	20.95	massicotte	*
0.01	0.03	0.00	0.34	21.29	personnes	*
0.01	0.04	0.00	0.34	21.63	semaines	*
0.01	0.03	0.00	0.32	21.95	santé	*
0.02	0.04	0.00	0.32	22.27	familiale	*
0.02	0.05	0.01	0.30	22.57	2003	*
0.03	0.07	0.02	0.29	22.86	sièges	*
0.01	0.04	0.00	0.29	23.15	circonscription	*
0.08	0.03	0.10	0.28	23.43	conditions	
0.01	0.02	0.00	0.27	23.70	droit	*
0.01	0.02	0.00	0.27	23.97	hydro	*
0.04	0.00	0.06	0.26	24.23	culturelle	
0.01	0.03	0.00	0.26	24.49	congé	*
0.01	0.02	0.00	0.26	24.74	ensemble	*
0.01	0.02	0.00	0.26	25.00	proportionnalité	*
0.14	0.07	0.17	0.25	25.25	économique	

L'analyseur distance, catégorisé avec le lexique *Grammaire*, révèle quelques nouvelles unités lexicales pouvant être associées au thème de la réforme des institutions démocratiques.

5.3.3 Les pratiques démocratiques

Tableau 5.16
Fréquence totale des lexèmes appartenant à la
thématique des pratiques démocratiques provenant de
l'analyseur distance (tableau 5.15)

Fréq.Tot	UF	OC	MS
Proportionnel	61	2	6
Consultation	49	13	2
Proportionnalité	15	0	0

Apparaît au tableau 5.16 un ensemble d'unités lexicales appartenant au thème de la réforme des institutions démocratiques. Cependant, nous sommes tentée de faire un rapprochement avec les préoccupations du mouvement altermondialiste. Ce dernier, comme nous l'avons décrit au chapitre II, propose un renouvellement de la démocratie lié à un développement plus large de la participation et de la représentation. Lors de l'analyse de contenu au chapitre VI, nous serons plus en mesure de vérifier si les lexèmes *proportionnel*, *consultation* et *proportionnalité* s'inscrivent dans ce mouvement de démocratisation de la sphère publique voué à la réforme des institutions démocratiques.

En terminant, nous voulons attirer l'attention sur le lexème *ensemble* qui apparaît dans les deux tableaux analyseur distance de l'UFP. La présence de ce lexème dénote une préoccupation marquée pour le collectif dans le discours politique de l'UFP. Nous nous pencherons plus encore sur cette interprétation dans le chapitre VI, lors de l'analyse de contenu des valeurs promues par le discours de l'UFP.

5.4 CONCLUSIONS

Nous avons vu dans ce chapitre les tableaux des résultats de la fonction distance du logiciel SATO. Cet exercice nous a permis de mettre en lumière les principales particularités de chacun des sous-corpus. D'abord, le discours du Mouvement socialiste est résolument empreint d'un univers socio-sémantique marxiste. L'indépendance et le socialisme sont des thèmes de prédilection dans ce discours et on y conçoit également les rapports sociaux à travers une analyse de classes. La présence aussi marquée de lexèmes associés à l'univers socio-sémantique marxiste dans le corpus MS supposait parallèlement, suivant la logique de l'analyseur distance, l'existence d'un univers discursif différent dans les discours du mouvement Option citoyenne et dans celui de l'UFP.

Le corpus OC ne contient effectivement aucune trace d'un univers socio-sémantique marxiste. Nous avons plutôt observé un discours caractérisé par une préoccupation manifeste pour les valeurs de solidarité, d'égalité et de bien commun, et par une conception des rapports sociaux apparemment dépourvue de toute notion de conflit social. Selon les données observées dans les deux analyseurs distance, le corpus OC se démarque particulièrement des deux autres par la prééminence des notions de droit, de pauvreté ainsi que par le rapport au politique qui est caractérisé par la récurrence de lexèmes liés à la démocratie représentative.

L'observation des tableaux du corpus UF nous a toutefois laissée perplexe. L'analyse du discours politique de l'UFP révèle certes une préoccupation pour le renouvellement de la démocratie représentative à travers l'utilisation abondante des lexèmes liés à la réforme des institutions démocratiques. Nous y avons également trouvé une certaine parenté avec le discours du mouvement Option citoyenne, par la présence des lexèmes *droit* et *autonomie*. Pourtant, la présence d'unités lexicales moins thématiques telles que *scrutin*, *énergie* et *hydro* s'avère beaucoup moins intéressante du point de vue de l'analyse socio-sémantique. Même

remises en contexte, ces unités lexicales ne nous permettront probablement pas de vérifier nos hypothèses. Soit une trop grande quantité de documents techniques et contextuels a été intégrée au sous-corpus UF, ce qui a eu pour effet d'appauvrir l'analyse lexicale, soit le discours politique de l'UFP est véritablement carencé du point de vue du contenu idéologique ou du moins, plus difficile à cerner, ce que nous tenterons de vérifier dans le prochain chapitre.

Les tableaux résultats des sous-corpus OC et UF permettent toutefois d'établir une certaine similitude de l'univers socio-sémantique. Une des raisons est sans doute liée au fait que la production discursive de ces deux mouvements a été réalisée sensiblement au cours de la même période socio-historique que nous avons attribuée à la régulation néolibérale. Dans la mesure où nous voulons observer dans cette recherche les conséquences du passage de la régulation providentialiste à la régulation néolibérale sur le discours de la mouvance de gauche au Québec, nous nous attarderons dans le prochain chapitre à présenter et interpréter, au moyen d'une analyse de contenu, les écarts (ou les similitudes) entre le sous-corpus MS et ceux de la mouvance de gauche contemporaine, les sous-corpus OC et UF.

CHAPITRE VI

L'ANALYSE DE CONTENU

L'analyse des fréquences nous a permis jusqu'ici de relever des différences significatives entre les lexèmes de la gauche contemporaine et du Mouvement socialiste. L'analyse de contenu nous permettra de vérifier si ces différences au point de vue lexicale témoignent d'un nouveau discours ou, en d'autres mots, d'une nouvelle conception de l'organisation de la société.

Pour les sociologues Bourque et Duchastel, le discours politique est une « forme discursive » qui contribue à l'organisation de la société, notamment parce qu'il porte une représentation des rapports sociaux et du rapport de l'individu à la société¹²⁷. Ce chapitre sera consacré à l'examen de la conception des valeurs et des rapports sociaux exprimés dans les discours politiques du Mouvement socialiste, de l'Union des forces progressistes et d'Option citoyenne.

Deux méthodes ont été privilégiées pour sélectionner les passages pertinents à l'analyse de contenu des discours politiques. Premièrement, nous avons regroupé toutes les notions pertinentes pouvant appartenir à l'univers des valeurs et à l'univers des rapports sociaux (UV et US), se retrouvant au moins 15 fois dans au moins un sous-corpus. Cette opération terminée, nous avons ensuite procédé à une seconde sélection basée cette fois sur la signification de la notion dans le texte¹²⁸. Les tableaux 6.1 et 6.6 de ce présent chapitre rassemblent les notions retenues grâce aux résultats de ces deux méthodes de sélection qui nous assurent,

¹²⁷ Gilles Bourque et Jules Duchastel, *L'identité fragmentée*, Op. Cit., p. 16.

¹²⁸ Cette seconde sélection nous a permis de conserver uniquement les notions significatives des catégories US ou UV au point de vue socio-sémantique.

rappelons le, de la représentativité et de la signification de chaque notion pour au moins un sous-corpus.

Après coup, l'analyse de contenu nous mènera à la vérification de notre hypothèse de départ qui stipulait que le passage du providentialisme au néolibéralisme aura eu pour effet de transformer le discours de la gauche politique au Québec.

6.1 L'UNIVERS DES VALEURS

L'examen des valeurs dans le discours politique chez les mouvances de gauche nous intéressent principalement pour deux raisons. D'abord, parce que la référence aux valeurs transcendantes (référence axiologique) a pour but de légitimer le discours politique¹²⁹. Le discours politique s'appuie nécessairement sur des valeurs qui visent à promouvoir une conception de la réalité sociale plutôt qu'une autre. Il s'agira pour nous de présenter les valeurs privilégiées de chacun des mouvements politiques afin de saisir leurs différences et leurs ressemblances.

¹²⁹ Selon Bourque et Duchastel, la référence axiologique fait appel aux valeurs transcendantes et normatives qui sont à l'origine du pouvoir et des rapports de domination : « L'allusion à la transcendance de certaines valeurs, appelées à s'imposer comme « devoir-être », contribue directement à l'institutionnalisation politique et toute matérielle de la société. Ces valeurs légitiment un pouvoir et fondent des rapports de domination, soit « une entreprise politique de caractère institutionnel ». *Ibid.*, p. 206.

Tableau 6.1
Principales notions catégorisées comme valeurs

	Lexèmes	Freq tot	LeX MS	LeX OC	LeX UF	LeP MS	LeP OC	LeP UF
1	Droit	293	96	108	89	0.13	0.15	0.12
2	Droits	265	61	127	77	0.08	0.18	0.10
3	Démocratique	193	86	28	79	0.11	0.04	0.10
4	Souveraineté	183	43	45	95	0.06	0.06	0.13
5	Indépendance	164	99	3	62	0.13	0.00	0.08
6	Pauvreté	130	14	97	19	0.02	0.14	0.03
7	Reconnaissance	113	30	56	27	0.04	0.08	0.04
8	Respect	101	13	55	33	0.02	0.08	0.04
9	Bien commun	84	0	81	3	0	0.11	0.00
10	Justice	77	3	48	26	0.00	0.07	0.03
11	Autonomie	68	41	16	11	0.05	0.02	0.01
12	Solidarité	64	40	14	10	0.01	0.06	0.02
13	Dépendance	65	62	0	3	0.08	0	0.00
14	Oppression	58	51	1	6	0.07	0.00	0.01
15	Exploitation	56	35	9	12	0.05	0.01	0.02
16	Valeurs	56	3	38	15	0.00	0.05	0.02
17	Domination	51	39	1	11	0.05	0.00	0.01
18	Transformation	41	28	9	4	0.04	0.01	0.01
19	Libération	29	26	1	2	0.03	0.00	0.00

6.1.1 Les valeurs dominantes dans le discours du Mouvement socialiste

Tableau 6.2
Notions représentant les valeurs dominantes dans le discours du Mouvement socialiste (où LeX MS = 15 et +)

	Lexèmes	LeX MS	LeX OC	LeX UF	LeP MS	LeP OC	LeP UF
1	Dépendance	62	0	3	0.08	0	0.00
2	Oppression	51	1	6	0.07	0.00	0.01
3	Domination	39	1	11	0.05	0.00	0.01
4	Exploitation	35	9	12	0.05	0.01	0.02
5	Transformation	28	9	4	0.04	0.01	0.01
6	Libération	26	1	2	0.03	0.00	0.00

Les lexèmes présents dans le tableau 6.2 identifient les notions dominantes dans le sous-corpus MS appartenant à l'univers des valeurs. Une simple observation suffit pour reconnaître les caractéristiques socio-sémantiques d'un discours axé sur le dévoilement des rapports de domination. Voyons dans le détail comment ces notions s'articulent dans le discours.

Dépendance

La valeur *dépendance* est éminemment présente dans le discours du Mouvement socialiste, inexistante dans celui du mouvement Option citoyenne et pratiquement absente du discours de l'UFP¹³⁰. Par conséquent, il s'agit d'une notion véritablement significative dans le discours du Mouvement socialiste et exclusivement utilisée par cette mouvance de gauche. Voyons de quelle manière est articulé ce thème dans le discours du MS.

Le discours du Mouvement socialiste insiste sur deux principales formes de dépendance, coloniale et capitaliste, comme on peut le voir dans cette citation.

Et ces rapports d'oppression et de dépendance qui se sont développés dans le cadre de l'État fédéral canadien et de la société capitaliste nord-américaine ne sont aucunement en voie de disparaître, bien au contraire ...¹³¹

¹³⁰ On retrouve la valeur *dépendance* à trois reprises dans tous le corpus UF : « opposition à la dépendance des agriculteurs » (UFP, *Plate-forme politique de l'UFP septembre 2004*, [en ligne] <http://www.ufp.qc.ca/IMG/pdf/doc-11.pdf>. Consultée le 4 juin 2005. p. 3), « une politique nataliste se fonde sur la dépendance et l'inégalité des adultes qui composent la famille » (UFP, *Pour une politique familiale féministe*, 2005, [en ligne] http://www.ufp.qc.ca/article_pdf.php3?id_article=1484. Page consultée le 4 janvier 2006., p. 4), « dépendance économique des femmes envers leur conjoint » (*Op. Cit.*, UFP, *Pour une politique familiale féministe*, p. 7). Ces trois présentations de la notion de dépendance chez l'UFP ne nous permettent donc pas de tirer des conclusions pertinentes sur son utilisation et sa signification.

¹³¹ Le Comité des cent, *Manifeste du Mouvement pour un Québec socialiste, indépendant, démocratique et pour l'égalité entre les hommes et les femmes*, Montréal, octobre, 1981, p. 10.

Il est clair à la lecture de ce passage que le MS associe de façon étroite la dépendance à l'oppression. En général, le MS accorde une plus grande importance à la dépendance capitaliste qu'à la dépendance nationale. Toutefois, qu'elle soit nationale ou capitaliste, la dépendance entraîne des conséquences globales qui touchent toutes les dimensions de la réalité sociale.

Vivre au Québec c'est enfin subir collectivement une situation de dépendance considérable et multiforme: économique, commerciale, financière, technologique, militaire, politique, culturelle, idéologique. À un point tel que les plus importants lieux de pouvoir et les principaux leviers de commande se trouvent à l'extérieur.¹³²

La dépendance pour le Mouvement socialiste est donc éminemment liée au pouvoir. Dans le cas de l'État québécois, la dépendance s'exerce par le fait que les « principaux leviers de commande se trouvent à l'extérieur ». Dans de nombreux passages, le MS évoque l'État de dépendance du Québec à l'endroit du Canada et des États-Unis, « dans le cadre de l'État fédéral canadien et de la société capitaliste nord-américaine »¹³³. Face à cette double situation de dépendance nationale et capitaliste, le MS place au cœur de son projet politique et social l'indépendance des classes ouvrière et populaires dans une perspective de libération nationale.

Oppression, domination et exploitation

Nous présentons conjointement les thèmes de l'oppression, de la domination et de l'exploitation puisque le Mouvement socialiste les utilise de manière récurrente et très souvent simultanément. Les trois extraits suivants illustrent ce propos.

D'autre part, il nous faut mettre fin à toutes les alliances et traités politiques, économiques et militaires qui nous maintiennent dans un état de complicité avec l'impérialisme américain. À l'inverse, notre projet nous impose d'établir des

¹³² *Op. Cit.*, p. 9.

¹³³ *Ibid.*, p. 22.

rapports d'amitié et de solidarité avec les peuples en lutte contre l'exploitation, l'oppression et la domination sous toutes leurs formes.¹³⁴

L'ensemble de notre vie sociale est conditionnée par les rapports d'exploitation, d'oppression et de domination imposés aux millions d'hommes et de femmes des classes ouvrière et populaires par la classe capitaliste, minoritaire mais puissante depuis qu'elle a su, en particulier depuis la révolution industrielle, s'approprier les richesses collectives et les moyens de production, les détourner à son profit et y asseoir ses privilèges.¹³⁵

Les rapports de classes sont de plus en plus tendus. Aggravés par la crise, l'ensemble des problèmes sociaux issus des rapports d'exploitation, d'oppression et de domination, éclatent à la face de la classe capitaliste qui se voit de plus en plus confrontée à la combativité et à la solidarité des classes ouvrière et populaires.¹³⁶

Le discours du MS fait très souvent référence à ces thèmes, privilégiés dans le marxisme, qui renvoient aux conditions sociales imposées aux classes ouvrière et populaires par la classe dominante capitaliste. L'oppression, la domination et l'exploitation sont donc liées de manière inhérente à la société de classes capitaliste, comme le démontrent, entre autres, les extraits cités précédemment. Ces passages démontrent également que le discours du MS accorde une place prépondérante à ces thèmes : l'oppression, la domination et l'exploitation constituent des rapports sociaux structurants qui conditionnent " l'ensemble de notre vie sociale".

Pour le Mouvement socialiste, l'État participe également activement à cette situation puisqu'il contribue à maintenir les conditions structurantes de l'oppression, de la domination et de l'exploitation par la classe dominante:

Et ces rapports sont maintenus, institutionnalisés et reproduits par l'État qui, loin d'être neutre, constitue à la fois la charpente politique de la société, l'organe de domination de la classe capitaliste et un terrain d'interaction et de lutte entre les classes.¹³⁷

¹³⁴ *Ibid.*, p. 19.

¹³⁵ *Ibid.*, p. 18.

¹³⁶ *Ibid.*, p. 13

¹³⁷ *Ibid.*, p. 18.

Plusieurs extraits du discours du MS traitent aussi de la nécessité de combattre et de lutter contre ces conditions d'exploitation, de domination et d'oppression. Pour ce faire, le Mouvement socialiste entrevoit deux principales solutions : l'indépendance nationale et le passage à une société socialiste.

Si ces gouvernements ont pu séduire un certain temps, il est aujourd'hui devenu clair que le peuple du Québec ne recouvrera son autonomie et ne sortira de son oppression que par la fusion de ce qui nous semble être la réponse à apporter à l'exploitation économique et à la domination politique. Nous ne voulons pas l'indépendance pour satisfaire le nationalisme de l'élite traditionnelle ou le néo-nationalisme de la petite bourgeoisie montante. Nous la voulons parce que nous croyons qu'il est de plus en plus évident que nous ne bâtirons une société socialiste que dans le cadre d'un état indépendant.¹³⁸

Il nous faut renverser la dictature économique et la domination politique de la classe capitaliste en procédant à une socialisation des moyens de production et d'échange de façon à éliminer le pouvoir décisionnel privé qui permet à cette minorité d'exercer des «droits de gestion» despotiques, de fixer les prix des objets de consommation, de diriger l'organisation de l'économie et du travail, d'imposer le chômage... en vue de maximiser ses profits.¹³⁹

C'est ainsi que le projet de société socialiste et indépendantiste du MS prend tout son sens, à travers la double émancipation sociale et nationale des classes ouvrière et populaires. Comme le montre particulièrement le premier des deux extraits, les deux facettes de ce projet de libération sont indissociables. C'est donc un changement radical des conditions sociales que le MS propose dans son discours politique.

Transformation

Dans l'univers des valeurs dominantes associées au Mouvement socialiste, nous retrouvons au tableau 6.2 la notion de transformation. Comme nous l'avons mentionné précédemment, le MS promeut une remise en question importante des rapports sociaux structurants de la société capitaliste. Il n'est donc pas étonnant que la notion de transformation soit significative dans l'univers des valeurs du MS.

¹³⁸ *Ibid.*, p. 2.

¹³⁹ *Ibid.*, p. 15.

Comme en témoignent de nombreux extraits, le projet politique du MS incite à de très grandes transformations sociales. Le passage suivant en donne un exemple.

À travers leurs luttes et leurs revendications, les femmes et les hommes des classes ouvrière et populaires inscrivent peu à peu les éléments d'un projet d'une société radicalement nouvelle et affirment de plus en plus la nécessité d'une transformation en profondeur de la société québécoise dans le sens de leurs intérêts et de leurs espoirs collectifs. Porté par cette prise de conscience grandissante, le changement est en marche. Et dans la mesure où les classes ouvrière et populaires se donneront leur propre projet de société et l'outil politique pour le réaliser, rien ne pourra l'arrêter.¹⁴⁰

Toujours lié à cette idée de transformation, le discours du Mouvement socialiste revendique un changement radical dans la société favorisant le pouvoir et l'autonomie des classes ouvrière et populaires et des collectivités.

Une transformation des institutions de l'État doit donc commencer par la constitution d'un véritable pouvoir local et régional.¹⁴¹

Pour atteindre ces objectifs, les classes ouvrière et populaires doivent mettre en chantier une transformation en profondeur du Québec d'aujourd'hui en entreprenant de s'approprier collectivement le pouvoir sur leur travail, sur leur vie, sur l'ensemble de la société.¹⁴²

Ce discours qui véhicule des valeurs de transformation nous permet d'affirmer que le Mouvement socialiste est résolument plus radical dans son projet politique que la mouvance de gauche contemporaine¹⁴³. C'est un véritable projet de transformation en profondeur de la société qu'il met de l'avant.

¹⁴⁰ *Ibid.*, p. 22.

¹⁴¹ Mouvement socialiste, *État et démocratie, Rapport et propositions du groupe de travail sur l'État*, Montréal, 1984, p. 10.

¹⁴² Le Comité des cent, *Manifeste du Mouvement pour un Québec socialiste, indépendant, démocratique et pour l'égalité entre les hommes et les femmes*, p. 33.

¹⁴³ Pour montrer l'importance et la spécificité de la question de la transformation sociale chez le MS, notons le contraste marquant avec la gauche contemporaine. La valeur *transformation* ne revêt pas une aussi grande importance pour OC et l'UFP. Loin d'une perspective de transformation sociale radicale, chez Option citoyenne, la transformation est pratiquement toujours associée à l'expression « transformation des matières premières ». Option Citoyenne encourage la transformation des matières premières dans les régions où elles se trouvent afin de créer de l'emploi et de maintenir un niveau de développement sur l'ensemble du territoire du Québec. On retrouve bien à quelques reprises le terme *transformation* lié à des changements plus structurels (familles, système économique) mais à l'opposé du Mouvement socialiste, la mouvance de gauche contemporaine n'articule pas la transformation en lien avec un projet de société.

Libération

La libération était une valeur extrêmement importante au Mouvement socialiste. Le passage suivante cerne ce qu'il y a de plus significatif dans la conception de la libération du MS.

Dans ce contexte, le système fédéral hérité de notre passé colonial, n'a pu qu'accentuer notre dépendance et la servilité des grands financiers et hommes politiques canadiens à l'égard de l'impérialisme américain. Aussi la conscience de cette situation a-t-elle conduit de précédents gouvernements québécois à s'y ajuster, ou à se dégager du colonialisme britannique pour mieux s'ajuster à l'impérialisme américain. Quant à nous, nous ne voulons pas passer d'une domination à l'autre et nous refusons toute libération de façade. Il ne semble pas qu'il y ait d'autre chemin réaliste et durable pour parvenir à la libération que celui de la véritable démocratie et du socialisme.¹⁴⁴

Que doit-on retenir de ce passage hautement significatif ? Que le Mouvement socialiste ne vise pas une simple autonomisation nationale à laquelle il fait référence et qu'il qualifie de libération « de façade ». La libération pour le MS, si elle doit être sociale et nationale, est aussi intimement liée à son projet de société socialiste et démocratique. En ce sens, cette conception de la libération se situe encore une fois dans une conception antagoniste des rapports sociaux; le but à atteindre ici est bien la libération des classes ouvrière et populaires.

¹⁴⁴ Lucie Dagenais, Marcel Pépin, Jacques Dofny *et al.*, *Appel pour un Québec socialiste, démocratique, indépendant*, Montréal, 1979, *Op. Cit.*, p. 2.

6.1.2 Les valeurs dominantes dans le discours de la nouvelle mouvance de gauche

Tableau 6.3

Notions représentant les valeurs dominantes dans le discours de la nouvelle mouvance de gauche (où LeX UF et LeX OC = 15 et +)

	Lexèmes	LeX OC	LeX UF	LeX MS	LeP OC	LeP UF	LeP MS
1	Pauvreté	97	19	14	0.14	0.03	0.02
2	Respect	55	33	13	0.08	0.04	0.02
3	Justice	48	26	3	0.07	0.03	0.00
4	Valeurs	38	15	3	0.05	0.02	0.00

Les lexèmes présents dans le tableau 6.3 identifient les notions dominantes des sous-corpus OC et UF appartenant à l'univers des valeurs. Contrairement au MS, à première vue, les notions présentes ne réfèrent aucunement à un univers socio-sémantique marxiste. Les pages qui suivent s'attarderont à présenter les valeurs significatives de la gauche contemporaine au Québec.

Valeurs

Avant de présenter dans le détail les principales valeurs promues par ces mouvements politiques, nous tenons d'abord à mettre en lumière une caractéristique propre à la mouvance de gauche contemporaine : le discours sur le thème des valeurs. Le discours sur le thème des valeurs à Option citoyenne comme à l'Union des forces progressistes est généralement présenté de manière à définir les bases identitaires du mouvement. La promotion des valeurs à l'intérieur des deux organisations politiques participe effectivement à la création d'une nouvelle identité progressiste. Contrairement au Mouvement socialiste, dont le discours était surtout basé sur une approche matérialiste, le projet politique de la gauche contemporaine semble se dessiner sur un fond éthique, comme le démontre l'importance accordée au thème des valeurs dans les extraits qui suivent :

Nous affichons clairement nos valeurs écologistes, de gauche, démocratiques, pluralistes, antiracistes, féministes, altermondialistes et pacifistes.¹⁴⁵

Dans un contexte néolibéral, marqué par une compétition féroce et un individualisme exacerbé, il est ambitieux de faire vivre un parti aux valeurs collectives, fondées sur la solidarité. Il faudra pourtant que nous y arrivions, malgré les glissements inévitables.¹⁴⁶

Nous assumons parce que nous savons que les plus riches et les plus puissants de ce monde ont toujours méprisé les valeurs d'égalité, de justice sociale et de paix qui sont les nôtres. (...) Enfin, nous sommes des rêveurs réalistes, conscients que les valeurs de solidarité et d'entraide sont des valeurs traditionnelles de la société québécoise et que nous pouvons y faire appel.¹⁴⁷

Le discours de la mouvance de gauche contemporaine s'articule ainsi autour de la promotion de certaines valeurs. En d'autres mots, elle se les approprie afin d'en faire un enjeu partisan auquel les citoyens québécois pourront s'associer. Le projet politique de la mouvance de gauche contemporaine est donc étroitement lié à une démarche identitaire sur la base de valeurs communes.

Pauvreté

Pauvreté est une notion significative dans les deux corpus de la nouvelle mouvance de gauche. Toutefois, c'est Option citoyenne qui traite le plus souvent de la question de la pauvreté¹⁴⁸.

Chez Option citoyenne, on lie la notion de pauvreté au droit et à la dignité humaine. En effet, plusieurs passages dans le discours du mouvement OC avancent que la pauvreté est d'abord et avant tout une violation de la dignité humaine et des droits humains fondamentaux :

¹⁴⁵ Option citoyenne. 2005. *Vision fondatrice*, p. 1. [en ligne]
http://www.optioncitoyenne.ca/pdf/rn2005/rn2005_final_vision_fondatrice.pdf. Page consultée le 15 juin 2005.

¹⁴⁶ Françoise David, *Bien commun recherché*. Montréal, Écosociété, 2004, p. 8.

¹⁴⁷ Union des forces progressistes, *Manifeste*, 2002, p. 2. [en ligne]
http://www.ufp.qc.ca/article_pdf.php3?id_article=102. Page consultée le 4 juin 2005.

La pauvreté est une atteinte à la dignité humaine. Elle viole plusieurs droits humains reconnus, notamment : - Le droit à un niveau de vie suffisant - Le droit à un travail librement consenti (incluant le droit à la formation) - Le droit à l'éducation - Le droit à la santé - Le droit à la culture (...) ¹⁴⁹

Nous comprenons dans cet extrait que le respect de l'être humain est une valeur fondamentale pour OC. Comme nous l'avons montré, les droits humains représentent la manière dont les sociétés contemporaines ont formulé les notions de respect et de dignité humaine ¹⁵⁰. S'inspirant de cette conception moderne, le discours d'Option citoyenne affirme que la pauvreté est un phénomène qui porte atteinte à ces valeurs profondes.

Pour ce mouvement, les causes de la pauvreté sont multiples et se retrouvent notamment dans la globalisation de l'économie, le système patriarcal, les politiques néolibérales, l'individualisme et le racisme :

La globalisation néolibérale de l'économie exacerbe les problèmes déjà existants et tend à nous ramener au capitalisme sauvage où le travail est considéré comme une simple marchandise exploitable au maximum et facilement remplaçable pour les entreprises. Le système « patriarcal » a institué des règles où le travail des femmes n'est pas toujours reconnu et lorsqu'il l'est, il n'est pas toujours rémunéré à sa juste valeur. Des politiques gouvernementales néolibérales remettent en question le rôle de l'État comme outil de répartition de la richesse, tant au niveau de la fiscalité que des programmes sociaux. La montée de l'indifférence, du « chacun pour soi » et l'ampleur des préjugés à l'endroit de certains groupes vulnérables au sein de la population font en sorte que plusieurs se sentent de moins en moins solidaires des citoyennes et des citoyens en situation de pauvreté. Le racisme, les préjugés et l'intolérance créent de la pauvreté, notamment, par la discrimination à l'embauche et à l'accès au logement abordable. ¹⁵¹

Le discours d'OC identifie des structures et des systèmes (capitalisme, patriarcat) qui ont des conséquences néfastes sur la société, la pauvreté au premier rang.

¹⁴⁸ Nous avons déjà pris conscience de l'importance de ce lexème chez OC puisqu'il figurait à l'un des tableaux de l'analyseur distance du corpus.

¹⁴⁹ Option citoyenne, *Un Québec sans pauvreté*, 2005, p. 1. [en ligne]
http://www.optioncitoyenne.ca/pdf/rn2005-oct/rn2005-oct_pauvrete_adopte.pdf. Page consultée le 6 janvier 2006.

¹⁵⁰ Nous développons cette idée dans le chapitre IV, en traitant de la question du droit chez Charles Taylor.

¹⁵¹ Option citoyenne, *Un Québec sans pauvreté*, Op. Cit., p. 1.

Pourtant, les pistes de solutions proposées dans le discours d'Option citoyenne ne consistent pas directement à s'attaquer à ces systèmes, mais visent plutôt à pallier les effets dévastateurs de ces structures par la mise en place de diverses réformes et réglementations. En ce sens, le mouvement OC privilégie un discours de lutte contre la pauvreté plutôt qu'une transformation radicale des structures et systèmes qui la génère. Les passages suivants témoignent de cette perspective :

La pauvreté n'est pas une fatalité parce qu'elle est causée par des règles du jeu décidées par des humains. Il est possible de la combattre et de la prévenir.¹⁵²

La lutte contre la pauvreté est donc loin d'être terminée. Répétons-le, elle est globale, requiert un engagement constant de l'État, des décideurs locaux et régionaux, de toute la société.¹⁵³

Si la recherche du bien commun nous tient à coeur, si nous voulons que toute la population ait accès à des services publics de qualité, à des mesures de soutien aux familles, à des transports collectifs... si nous désirons nous attaquer résolument à la pauvreté et diminuer les écarts de richesse, alors il faut consentir à payer notre juste part d'impôt.¹⁵⁴

Bien sûr, le combat contre la pauvreté ne se résume pas à une hausse des prestations à la Sécurité du revenu. Combattre la pauvreté suppose que l'on s'occupe d'éducation, d'emploi, de formation continue, de santé, de logement et de soutien communautaire. Il faut entre autres mieux accompagner les milliers de jeunes à la recherche d'un emploi valorisant et mieux les former pour les secteurs en demande.¹⁵⁵

À l'Union des forces progressistes, on fait le constat que la mondialisation de l'économie est à l'origine de la pauvreté:

Un parti qui s'oppose à la mondialisation des marchés et à la pauvreté qu'elle engendre.¹⁵⁶

Pour l'UFP, la pauvreté est un "choix de société". Il s'agit pour ce mouvement de promouvoir de nouvelles priorités, par le biais de l'action politique, afin d'enrayer

¹⁵² *Ibid.*

¹⁵³ Option citoyenne, *Bien commun recherché*, Op. Cit., p. 84.

¹⁵⁴ *Ibid.* p. 80.

¹⁵⁵ *Ibid.* p. 83.

¹⁵⁶ Union des forces progressistes, *Enfin ! Un parti...*, 2002, p. 1. [en ligne]
http://www.ufp.qc.ca/article_pdf.php3?id_article=38. Page consultée le 4 juin 2005.

le phénomène de la pauvreté. Selon ce discours, la richesse existe, il suffit de la distribuer de manière juste et équitable. L'élimination de la pauvreté est donc tributaire d'une volonté politique. En ce sens, le discours de l'UFP rejoint celui d'OC puisqu'il fait de la lutte à la pauvreté une priorité. À l'instar du mouvement OC, l'UFP propose de s'attaquer à la pauvreté, mais sans véritablement vouloir transformer le système qui la génère.

Convaincue que la pauvreté n'est pas une fatalité, mais bien la conséquence d'un choix de société, l'UFP est résolument engagée à éliminer la pauvreté au Québec, et à contribuer à l'effort international, en accord avec les objectifs élaborés dans le cadre des Nations unies par ses États membres. Pour l'UFP, chaque citoyen et chaque citoyenne a droit à un revenu minimum décent. Inévitablement, cette perspective d'élimination de la pauvreté implique une meilleure redistribution de la richesse.¹⁵⁷

Si la pauvreté n'est pas une fatalité pour la nouvelle mouvance de gauche, la globalisation, le néolibéralisme, le patriarcat, l'individualisme et ses conséquences semblent toutefois inéluctables. Pour la gauche contemporaine, la volonté individuelle et collective et une participation accrue des citoyens aux prises de décisions aura pour effet de réduire les effets délétères de ces systèmes. Bref, pour la gauche contemporaine, le phénomène de la pauvreté semble être davantage un problème éthique qui concerne les valeurs de la société plutôt qu'un problème fondamentalement social, s'inscrivant dans des rapports de pouvoir et une société structurée par l'antagonisme.

Respect

Plusieurs passages des textes de OC et de l'UFP abordent la question du respect. Toutefois, la référence à la notion de respect dans le discours de la gauche contemporaine est presque toujours associée au thème des droits. On y traite presque essentiellement de l'importance du respect des droits : respect des droits

¹⁵⁷ Union des forces progressistes, *Préambule*, 2004, p. 2. [en ligne] <http://www.ufp.qc.ca/article1113.html>. Page consultée le 4 juin 2005.

humains fondamentaux, respect des droits des femmes, respect des droits des travailleurs et travailleuses, respect des droits des minorités, respect des droits des générations futures. Le passage qui suit en donne un bon exemple :

Nous croyons que les populations dans leur ensemble, et, en particulier les personnes pauvres, doivent bénéficier de l'utilisation de toutes les ressources collectives (eau, terre, forêts, connaissances), pour assurer le respect des droits fondamentaux tels que : droit au logement, droit à la santé, droit à un revenu décent et à un environnement sain.¹⁵⁸

La dernière partie de cette citation traduit une autre préoccupation majeure liée à la notion de respect pour la gauche contemporaine : l'importance du respect de l'environnement. En effet, à de nombreuses reprises on associe la notion de respect à la préservation de l'environnement dans les discours de la gauche contemporaine. Cette préoccupation traduit la présence d'une nouvelle éthique citoyenne plaçant le respect de l'environnement au centre de ses valeurs.

Le bien commun dont nous parlons implique (...) la reconnaissance de l'interdépendance des humains entre eux et avec la nature, ce qui nous engage à plus de justice sociale et au respect de notre environnement; le souci de laisser un monde viable aux générations futures.¹⁵⁹

Application d'une approche globale en éducation, basée sur des valeurs de coopération, de partage, de paix, de responsabilité, de citoyenneté et de respect de l'environnement, visant le développement intégral de la personne comme citoyenne, et ce, dès l'école primaire.¹⁶⁰

Justice

La justice est une valeur dominante dans le discours de la gauche contemporaine, particulièrement chez le mouvement Option citoyenne. Cette valeur, promue par

¹⁵⁸ Option citoyenne et Union des forces progressistes, *Pour un véritable développement viable*, Mémoire conjoint présenté dans le cadre de la consultation publique sur le Plan de développement durable du Québec. 2005, p. 6. [en ligne], http://www.optioncitoyenne.ca/pdf/memoire_developpement_viable_02-05.pdf. Page consultée le 15 septembre 2005.

¹⁵⁹ Option citoyenne, *Vision fondatrice*, Op. Cit., p. 1.

¹⁶⁰ Union des forces progressistes, *Plate-forme politique de l'UFP septembre 2004*, p. 11.

les deux groupes, est associée à la dignité, au progrès et à l'égalité sociale. En ce sens, elle apparaît faire partie des valeurs fondamentales de la gauche contemporaine.

Car pour nous, à Option citoyenne, la lutte pour éliminer la pauvreté doit devenir la priorité absolue d'un gouvernement de gauche. Rien de moins. C'est une question élémentaire de justice et de dignité.¹⁶¹

L'économie doit être au service de la population, dans une perspective de progrès social, de justice et de lutte contre les inégalités.¹⁶²

Plus encore, c'est la valeur de « justice sociale » qui s'impose dans le discours de la gauche contemporaine. En effet, dans la grande majorité des cas où le mot justice est utilisé, il est accompagné de l'adjectif « sociale ».

L'UFP est aussi un parti politique au service de la justice sociale. Cette orientation nous conduit à rejeter sans concession le néolibéralisme. Elle nous mène à avancer des solutions économiques différentes et novatrices, afin d'élaborer une voie d'issue à ce capitalisme néolibéral, qui s'emploie à détruire les acquis sociaux.¹⁶³

Cette citation montre non seulement que le terme de la justice sociale est important mais, plus encore, il démontre comment cette valeur constitue le fondement éthique des propositions politiques de la gauche contemporaine.

Dans quelques passages, l'UFP traite également de la justice au sens juridique du terme. Le parti propose diverses réformes du système de justice en vue notamment d'en améliorer l'accessibilité dans une perspective de démocratisation.

Concernant les questions liées au système judiciaire, l'UFP s'engage à promouvoir, à défendre et à appliquer les principes, les politiques et les mesures qui suivent :

¹⁶¹ Option citoyenne, *Bien commun recherché*, Op. Cit., p. 86.

¹⁶² *Ibid.*, p. 34.

¹⁶³ Union des forces progressistes, *Préambule*, Op. Cit., p. 2.

15.a Accès à la justice pour tous et toutes et instauration d'un véritable système d'aide juridique.¹⁶⁴

6.1.3 Les valeurs dominantes dans le discours du mouvement Option citoyenne

Tableau 6.4
Notions représentant les valeurs dominantes dans le discours d'Option citoyenne
(où LeX OC = 15 et +)

	Lexèmes	LeX OC	LeX UF	LeX MS	LeP OC	LeP UF	LeP MS
1	Bien commun	81	3	0	0.11	0.00	0
2	Solidarité	40	14	10	0.01	0.06	0.02

Malgré le fait que le discours de la gauche contemporaine présente une certaine unité d'ensemble, il appert que certaines notions se retrouvent de façon récurrente uniquement dans le discours du mouvement OC. C'est le cas des notions de *bien commun* et de *solidarité* (tableau 6.4)

Bien commun

La valeur du bien commun est éminemment significative dans le discours du mouvement Option citoyenne. Il faut le souligner d'entrée de jeu, c'est sur la base du bien commun qu'a été créé le mouvement Option citoyenne¹⁶⁵.

La signification que porte cette notion fondatrice pour OC est généralement cohérente dans l'ensemble des documents y faisant référence. La définition la plus complète se retrouve dans le document *Vision fondatrice* :

Le bien commun dont nous parlons implique : l'affirmation des droits fondamentaux tels que reconnus par les chartes et conventions québécoises, canadiennes et internationales, à commencer par la Déclaration universelle des droits de l'homme; la reconnaissance de l'interdépendance des humains entre eux

¹⁶⁴ Union des forces progressistes, *Plate-forme politique de l'UFP septembre 2004*, Op. Cit., p. 22.

¹⁶⁵ Le livre *Bien commun recherché, une option citoyenne*, de Françoise David aura symboliquement officialisé le début du mouvement Option citoyenne en 2004.

et avec la nature, ce qui nous engage à plus de justice sociale et au respect de notre environnement; le souci de laisser un monde viable aux générations futures.¹⁶⁶

D'abord, on remarque la référence immédiate aux droits des chartes et des conventions. On comprend qu'OC voudrait que ces conventions prennent davantage d'importance au point de vue légal, sachant que ces principes jouissent déjà d'une reconnaissance symbolique. On fait également état des rapports sociaux dans la définition du bien commun, notamment en référant à la notion d'interdépendance. Ici, les acteurs sociaux se regroupent sous les vocables *humains* et *générations futures*, ce qui a été montré précédemment à propos de la notion de *respect*. Comme nous l'avons noté au chapitre IV en traitant des lexèmes *personnes* et *population*, on comprend que le mouvement Option citoyenne ne conçoit pas les rapports sociaux sur la base d'une analyse de la société fondée sur l'antagonisme social.

La conception du bien commun d'OC renvoie également à la question environnementale. Cet intérêt est caractéristique d'une préoccupation éminemment contemporaine. La conscience de la finitude du monde, de la limite des ressources naturelles et de la détérioration de l'environnement sous l'effet de l'action humaine donne un nouveau sens critique à la mouvance de gauche contemporaine. Cette vision qui situe la défense de l'environnement au sein du bien commun est symptomatique de l'importance de cet enjeu pour Option citoyenne.

La recherche du bien commun exige aussi que nous réfléchissions sérieusement à l'avenir de la planète. La Terre elle-même représente notre bien collectif le plus précieux et elle est malmenée par les décisions quotidiennes des prédateurs industriels ou financiers qui ne pensent qu'à leurs profits immédiats. Forêts dévastées, cours d'eau hautement pollués, gaz à effet de serre, villes étouffées par le smog, organismes génétiquement modifiés, où tout cela nous mènera-t-il ? Comment vivront nos enfants et nos petits-enfants ?¹⁶⁷

¹⁶⁶ Option citoyenne, *Vision fondatrice*, Op. Cit., p. 1.

¹⁶⁷ Option citoyenne, *Bien commun recherché*, Op. Cit., p. 34.

Comme en témoigne ce passage, la conscience environnementale chez OC permet également d'affirmer l'idée que la société porte en son sein des difficultés potentielles liées à une logique économique défailante. Cependant, il n'est nullement exposé que cet état de fait est structurel. Le bien commun serait donc une affaire de volonté qui, par le biais de législations, serait amélioré et préservé. Sans remettre en question fondamentalement le modèle économique actuel, le discours d'OC porte sur la question de la redistribution de la richesse et de l'accès à cette dernière.

Le bien commun réside dans la sécurité économique de chaque personne, c'est-à-dire dans un accès équitable aux ressources nécessaires pour se loger, se nourrir, se vêtir, se soigner et développer ses potentialités et ce, sur toute la planète.¹⁶⁸

Finalement, la conception de bien commun nous amène à la notion d'épanouissement. Un épanouissement individuel et collectif qui vise la pleine satisfaction des besoins fondamentaux définis par les chartes et conventions. Cette idée est plus clairement exprimée dans un passage où est cité Jean-Paul Jouary à propos du bien commun qui écrivait : « Le bien commun le plus précieux, c'est le fait d'agir en commun pour dépasser ensemble ce qui fait obstacle au progrès de tous et à l'épanouissement de chacun ».¹⁶⁹

Voyons maintenant de quelle manière Option citoyenne propose d'atteindre le bien commun. À cet égard, le discours d'Option Citoyenne est sans équivoque. Il faut revaloriser le pouvoir de l'État :

L'État a le pouvoir de légiférer et d'agir pour distribuer équitablement la richesse et les services. Qu'il l'utilise, ce pouvoir ! Et cela ne veut pas dire décourager l'initiative individuelle ou communautaire !¹⁷⁰

¹⁶⁸ Option citoyenne, *Économie*, 2004, p. 3. [en ligne]
http://www.optioncitoyenne.ca/pdf/orientations/orientations_economie.pdf. Page consultée le 6 janvier 2006.

¹⁶⁹ Option citoyenne, *Bien commun recherché*, *Op. Cit.*, p. 33.

¹⁷⁰ *Ibid.*, p. 80.

On avance ici l'idée que l'État, puisqu'il en a le pouvoir et la légitimité, doit être le garant du bien commun¹⁷¹. La citation qui suit donne la définition la plus claire du rôle de l'État vis-à-vis du bien commun selon le mouvement Option citoyenne.

L'État doit être l'instrument au service de la collectivité et le garant du bien commun. Dans la sphère économique, il doit pouvoir intervenir pour redistribuer la richesse, promouvoir le développement social et humain, ainsi que protéger la nature. En plus d'être lui-même un acteur économique, il doit jouer un rôle de régulateur, en adoptant des législations et des règles et en s'assurant de leur plein respect, entre autres dans les domaines sociaux, dont celui du travail, ou dans celui de l'environnement. Il doit également favoriser un commerce équitable entre les pays.¹⁷²

Solidarité

Une autre notion caractéristique du mouvement OC est la solidarité. Le discours du mouvement OC présente la solidarité en lien avec d'autres valeurs telles que l'égalité, le respect, la justice sociale et le bien commun. Les trois citations suivantes illustrent bien cette idée.

À l'individualisme forcené, nous opposons la solidarité, l'égalité, le souci et le respect des autres.¹⁷³

(...) le Québec du bien commun se construira d'abord sur la solidarité, l'engagement citoyen, une juste rémunération du travail accompli, mais aussi la multiplication des échanges gratuits.¹⁷⁴

Loin de limiter la lutte à la pauvreté aux seules questions de revenus et d'emploi, Option citoyenne privilégie une approche globale et préventive de la lutte à la pauvreté, fondée sur la solidarité, la justice sociale et les droits humains reconnus par les chartes.¹⁷⁵

¹⁷¹ Cette conception voulant que l'État soit le meilleur garant du bien commun et de l'ordre social rappelle les conceptions politiques associées au mode de régulation providentialiste. Quand le mouvement Option citoyenne rappelle que cette vision ne vise pas à décourager l'initiative individuelle ou communautaire, on pourrait penser que ce dernier répond aux critiques avancées par les tenants du néolibéralisme qui ont participé au démantèlement de l'État providence.

¹⁷² Option citoyenne, *Économie, Op. Cit.*, p. 4.

¹⁷³ Option citoyenne, *Vision fondatrice, Op. Cit.*, p. 2.

¹⁷⁴ Option citoyenne, *Bien commun recherché, Op. Cit.*, p. 100.

Plus encore, la solidarité apparaît même dans le discours du mouvement OC comme le fondement, le socle éthique soutenant tout l'édifice des valeurs de la formation politique¹⁷⁶.

Dans un contexte néolibéral, marqué par une compétition féroce et un individualisme exacerbé, il est ambitieux de faire vivre un parti aux valeurs collectives, fondées sur la solidarité.¹⁷⁷

Dans le discours d'Option citoyenne, la solidarité fait référence à une sorte d'empathie sociale. Ce qui est sous-entendu dans le concept de solidarité, c'est la compréhension des injustices que vivent certaines personnes ou certains groupes moins favorisés dans la société (femmes, peuples autochtones, personnes pauvres). La solidarité est aussi utilisée pour marquer les liens avec la communauté internationale. On parle alors beaucoup de l'importance de la solidarité entre les peuples. Cette préoccupation est partagée en commun avec l'UFP, comme le démontre l'extrait suivant.

L'objectif de la démarche est d'en arriver d'ici la fin de 2005 à créer véritablement un parti regroupant au moins Option citoyenne et l'Union des forces progressistes pour présenter à l'électorat québécois une voix politique unifiée centrée sur le bien commun, la justice sociale, le respect de l'environnement, l'égalité entre Les hommes et les femmes, la solidarité entre les peuples.¹⁷⁸

¹⁷⁵ Option citoyenne, *Un Québec sans pauvreté*, Op. Cit., p. 1.

¹⁷⁶ Considérant l'importance de la solidarité chez Option citoyenne, il n'est pas surprenant de constater que la fusion de la gauche contemporaine (OC et UFP) ait donné naissance à un parti ayant pour nom *Québec solidaire*.

¹⁷⁷ Option citoyenne, *Bien commun recherché*, Op. Cit., p. 26.

¹⁷⁸ Option citoyenne, *Fonctionnement du futur parti novembre 2004 et avril 2005*, p. 2. [en ligne] http://www.optioncitoyenne.ca/pdf/orientations/orientations_fonctionnement.pdf. Page consultée le 6 janvier 2006.

6.1.4 Les valeurs dominantes pour l'ensemble des trois sous-corpus

Tableau 6.5
Notions représentant les valeurs dominantes pour les trois sous-corpus (MS, OC et UF, où LeX = 15 et +)

	Lexèmes	LeX MS	LeX OC	LeX UF	LeP MS	LeP OC	LeP UF
1	Droit	96	108	89	0.13	0.15	0.12
2	Droits	61	127	77	0.08	0.18	0.10
3	Démocratique	86	28	79	0.11	0.04	0.10
4	Souveraineté	43	45	95	0.06	0.06	0.13
5	Reconnaissance	30	56	27	0.04	0.08	0.04
6	Autonomie	41	16	11	0.05	0.02	0.01

Les lexèmes présents dans le tableau 6.5 ciblent les notions dominantes pour l'ensemble des groupes politiques à l'étude. Puisque ces valeurs sont significatives pour les trois mouvements, il est nécessaire de voir et d'exposer les différentes conceptions de ces notions portées par le Mouvement socialiste et la gauche contemporaine.

Droit(s)

La présentation des analyseurs distance au chapitre IV a révélé que *droit* était un lexème sur-représenté tant dans le discours d'Option citoyenne que dans celui de l'UFP. Cette notion se retrouve également, dans une moindre mesure, dans le discours du Mouvement socialiste. Comme nous l'avons souligné, la récurrence du terme nous a amené à nous questionner sur la conception du droit dans la société. Nous avons déjà avancé au chapitre V que le respect des individus et de leur dignité étaient des valeurs fondamentales dans la société moderne et qu'elles étaient balisées par l'exercice du droit¹⁷⁹. Il n'est donc pas étonnant de retrouver ce principe dans les discours politiques des mouvements étudiés. Que ce soit pour

¹⁷⁹ Charles Taylor, *Op. Cit.*, p. 26.

le MS, OC ou l'UFP, le droit est utilisé dans le but de dénoncer les inégalités et les injustices, individuelles ou collectives, qui sévissent dans la société. C'est par le droit que s'inscrit dans le discours politique la revendication, l'appel à la raison, à l'éthique et à l'autorité morale.

Dans les discours de la gauche, que ce soit celui du Mouvement socialiste, d'Option citoyenne ou de l'Union des forces progressistes, on ne remet pas en question le principe du droit. Cependant, nous avons remarqué des différences entre le MS et la gauche contemporaine à propos de la manière dont ils traitent de la question du droit et des droits.

Dans les sociétés modernes, le droit apparaît principalement dans les lois et les constitutions. Ce droit, c'est dans l'État nation qu'il est constitué et qu'il trouve sa légitimité. On retrouve également le droit sous d'autres formes, énuméré dans les chartes et les conventions par exemple.

Le discours de la nouvelle mouvance de gauche réfère en grande partie aux droits définis dans les chartes et conventions. Pour celle-ci, ces documents sont légitimes et répondent aux besoins fondamentaux et universels des êtres humains. Le droit provenant de ces documents fait donc office de référence même si ces derniers ne sont pas nécessairement juridiquement reconnus.

Rechercher le bien commun, c'est s'appuyer aussi sur les conventions, chartes et déclarations internationales qui consacrent des droits humains fondamentaux, individuels et collectifs.¹⁸⁰

Mise sur pied d'un programme d'éducation à la citoyenneté portant sur les valeurs et les droits contenus dans la Charte des droits et libertés de la personne du Québec et dans les chartes internationales (notamment la Déclaration des droits de l'enfant), et ce, dès l'école primaire.¹⁸¹

¹⁸⁰ Option citoyenne, *Bien commun recherché*, Op. Cit., p. 12.

¹⁸¹ Union des forces progressistes, *Plate-forme politique de l'UFP septembre 2004*, Op. Cit., p. 22.

Pour la mouvance de gauche contemporaine, ce n'est pas la manière dont on doit définir le droit qui importe. Si les droits définis dans les chartes, conventions et législations ne sont pas respectés, ce sera parce que l'État n'aura pas joué son rôle.

Qu'est-ce que c'est, déjà, la phrase liminaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme? «Tous les êtres humains naissent libres et égaux en dignité et en droit. » Les écarts de richesse qui se creusent constamment depuis 20 ans ne sont pas chose normale. Il y a là un État qui ne joue pas son rôle.¹⁸²

Dans le discours du mouvement Option citoyenne, c'est davantage le droit des populations qui est défendu. À ce propos, nous remarquons chez OC une propension à insister sur l'importance des droits des plus démunis, des minorités et des exclus.

Nous croyons que les populations dans leur ensemble, et, en particulier les personnes pauvres, doivent bénéficier de l'utilisation de toutes les ressources collectives (eau, terre, forêts, connaissance) pour assurer le respect des droits fondamentaux.¹⁸³

Le développement viable s'entend d'une démarche continue et démocratique répondant de façon satisfaisante aux besoins essentiels et aux droits universels des populations, particulièrement les plus démunies.¹⁸⁴

L'originalité de la plate-forme de l'UFP est son parti pris pour la mondialisation des solidarités, en réponse à la globalisation des marchés qui, non seulement compromet sérieusement les droits sociaux des plus démunis (...).¹⁸⁵

Cette conception particulière de la défense des droits rejoint la définition du bien commun vue précédemment. Le droit, comme le bien commun, est pensé de manière à promouvoir l'idée fondamentale selon laquelle chaque individu ou collectivité doit avoir un accès égal à la jouissance des biens matériels et à l'épanouissement. Or, qui dans la société n'y a pas directement accès ? Les exclus, les laissés pour compte, les personnes pauvres.

¹⁸² Option citoyenne, *Bien commun recherché*, Op. Cit., p. 31.

¹⁸³ Option citoyenne et Union des forces progressistes, *Pour un véritable développement viable*, Op. Cit., p. 2.

¹⁸⁴ *Ibid.*, p. 3.

Contrairement à la gauche contemporaine, le Mouvement socialiste se fait plus critique à l'endroit des droits contenus dans les chartes et conventions comme le souligne ce passage qui associe la charte canadienne des droits et libertés à une forme de centralisation et à un vecteur de discrimination.

C'est contre ces discriminations et cette centralisation que luttent depuis toujours les québécois et québécoises, autant les travailleurs et travailleuses dans leur domaine propre d'ailleurs, que les gouvernements quant ils se sont tenus debout. Seulement, voilà, la centralisation continue et les discriminations aussi. Elles changent de forme et de couleur politique de temps en temps, elles s'adaptent au contexte du jour, elles touchent de nouvelles couches sociales, mais toujours elles sont là. Aujourd'hui elles s'appellent: Charte canadienne des droits et libertés, Bill C-73 ou 5-31, Commission McDonald, (...).¹⁸⁶

Malgré cette critique du droit des chartes, le Mouvement socialiste, dans de nombreux passages, se montre favorable aux droits collectifs et individuels notamment aux droits des travailleurs, des autochtones, des femmes, des minorités ethniques, et bon nombre de droits sociaux liés au monde du travail tels que le droit de grève, le droit à un revenu décent ou le droit au travail.

Notre projet démocratique reconnaît également les droits et libertés des collectivités qui doivent pouvoir s'exercer pleinement: droits et libertés de s'associer, se réunir, s'exprimer, manifester, droit de négociation, droit de grève permanent. Il reconnaît le droit des individus et des groupes ayant des intérêts et des objectifs communs, de se constituer en organisations autonomes et d'établir un rapport de force pour la défense de leurs droits.¹⁸⁷

La prudence exprimée par le MS à l'égard du droit promulgué dans les chartes, conventions ou législations imposées de l'extérieur confirme que le projet de société du MS est lié de près à l'émancipation du peuple. Encore ici, on rejoint l'idée que c'est par l'autonomie (auto-détermination) que les individus et la collectivité s'approchent d'une société libre et démocratique. Toutefois, malgré sa réserve à l'endroit de la Charte canadienne des droits et libertés, le MS ne s'oppose pas à toute institutionnalisation des droits, au contraire. À l'instar de la

¹⁸⁵ Union des forces progressistes, *Enfin ! Un parti...*, Op. Cit., p. 1.

¹⁸⁶ Mouvement socialiste, *Programme politique 1985*, p. 14.

¹⁸⁷ Le Comité des cent, *Manifeste du Mouvement pour un Québec socialiste, indépendant, démocratique et pour l'égalité entre les hommes et les femmes*, Op. Cit., p. 20.

gauche contemporaine, le MS défend non seulement des droits de certaines minorités et des droits spécifiques, mais propose leur institutionnalisation à travers différents mécanismes.

Notre projet démocratique reconnaît comme étant inaliénables les droits et libertés de la personne et en garantit le respect permanent à travers des mécanismes institutionnels spécifiques et indépendants.¹⁸⁸

En dernier lieu, on pourrait souligner qu'au Mouvement socialiste, comme dans la mouvance de gauche contemporaine, le principe du droit s'applique à une myriade d'acteurs sociaux : femmes, personnes âgées, autochtones, immigrants, travailleurs, individus, collectivités. Or, lorsqu'on pousse plus loin cette observation, on remarque que le MS et la mouvance de gauche contemporaine ont des conceptions de la réalité sociale qui divergent comme le démontre la représentation qu'ils se font des rapports sociaux. Marqué par une conception antagoniste de la réalité sociale, on ne s'étonnera pas de retrouver dans le discours du MS une attention particulière portée au peuple et aux classes ouvrière et populaires. Les droits des travailleurs sont par conséquent très significatifs dans le discours du Mouvement socialiste.

Que ce soit face à l'État capitaliste ou face au patronat, les travailleurs et les travailleuses doivent inlassablement lutter pour faire respecter leurs droits. Toute l'histoire du Québec, depuis 150 ans, est profondément marquée par cette lutte entre les classes sociales.¹⁸⁹

Démocratique

La valeur *démocratique* apparaît continuellement dans tout le discours du Mouvement socialiste¹⁹⁰. Pour ce dernier, le constat est sans équivoque, il existe un problème fondamental lié à la démocratie.

¹⁸⁸ *Ibid.*, p. 19.

¹⁸⁹ *Ibid.*, p. 8.

¹⁹⁰ D'ailleurs, il nous a été permis d'en faire la démonstration dans le chapitre IV où les lexèmes *démocratie* et *démocratisation* étaient sur-représentés dans le corpus MS.

Nous vivons dans une société faussement démocratique. vivre au Québec aujourd'hui c'est vivre dans une société de plus en plus autoritaire, où le pouvoir est concentré dans les mains d'une minorité.¹⁹¹

La question du mode de scrutin en appelle toujours et forcément à la démocratie ... et c'est fort bien! Le malheur c'est que dans nos sociétés, dites démocratiques et libres, on a trop souvent tendance, dans les actes sinon dans les paroles, à réduire la démocratie à ses aspects formels, quand ce n'est pas simplement à l'élection et/ou un mode de scrutin.¹⁹²

La régression démocratique, pour le Mouvement socialiste, est donc liée à une mauvaise répartition du pouvoir dans la société, ainsi qu'à un système de représentation politique défaillant. Pour le MS, un moyen de rétablir l'équilibre démocratique serait de donner plus de pouvoir aux classes ouvrière et populaires.

Ce n'est ni une minorité de capitalistes se cachant derrière de pseudo-lois du marché, ni une minorité de technocrates et de ministres se couvrant du voile mystérieux de leurs expertises, mais l'ensemble du peuple travailleur qui doit décider, à travers des mécanismes démocratiques qu'il faudra élaborer collectivement, des besoins qu'il faut satisfaire, des objectifs de la production, de ce qui est importé et de ce qui est exporté, de l'allocation des ressources entre les secteurs et les régions, de la répartition de la production entre les biens de consommation et les services, de la quantité et de la qualité de ces biens et services, de la répartition de la richesse, des choix dans le domaine de l'énergie, des orientations du développement, bref de l'ensemble de ces décisions qui, plus que toutes autres, déterminent les conditions de vie et de travail.¹⁹³

Cet extrait démontre de manière explicite l'inspiration marxiste du Mouvement socialiste qui propose une conception de la société polarisée en deux classes, à savoir les *capitalistes* et le *peuple travailleur*, où se perpétue un conflit social qui ne pourra se dénouer que par l'émancipation des classes ouvrière et populaires. Ainsi, pour le MS, une plus grande santé démocratique est nécessairement liée à l'avènement d'une société socialiste.

¹⁹¹ Le Comité des cent, *Manifeste du Mouvement pour un Québec socialiste, indépendant, démocratique et pour l'égalité entre les hommes et les femmes*, Op. Cit., p. 11.

¹⁹² Mouvement socialiste, *La réforme du mode de scrutin, une nécessité*, Mémoire présenté par le Mouvement socialiste à la Commission de la représentation électorale, Montréal, 16 p. 1.

¹⁹³ Le Comité des cent, *Manifeste du Mouvement pour un Québec socialiste, indépendant, démocratique et pour l'égalité entre les hommes et les femmes*, Op. Cit., p. 16.

À travers la réalisation du socialisme et de l'indépendance, se pose la nécessité de la démocratisation de l'ensemble des pouvoirs dans la société. Seule une société démocratique peut réussir une véritable socialisation et une authentique souveraineté populaire.¹⁹⁴

Encore une fois, les valeurs d'émancipation et d'autonomie des classes ouvrière et populaires sont associées au projet de société du Mouvement socialiste.

La mouvance de gauche contemporaine, réfère également à la valeur *démocratique* dans son discours politique. Pour le mouvement Option citoyenne, la recherche du bien commun est un exercice qui pourra parfois être douloureux. Pourtant, si cette recherche se réalise de manière démocratique, l'expérience s'avérera bénéfique pour l'ensemble de la société. Encore une fois, les valeurs avancées par OC se trouvent inextricablement liées : le bien commun et la valeur démocratique sont ainsi indissociables.

Rechercher le bien commun, c'est aussi accepter que des tensions naîtront inévitablement entre diverses composantes de la société, entre les intérêts individuels et collectifs. Ce n'est qu'en renforçant la vie démocratique et le débat public que nous trouverons l'équilibre nécessaire à l'organisation sociale la plus harmonieuse.¹⁹⁵

Nous avons également décidé qu'Option citoyenne serait un parti démocratique et pluraliste. Cela nous impose de faire les débats différemment. En permettant l'expression de la diversité des points de vue; en suscitant des questionnements qui nous incitent à rompre avec les idées préconçues; en poursuivant sans relâche et sans compromission l'objectif du bien commun qui est au cœur de notre action.¹⁹⁶

Rechercher le bien commun, c'est s'appuyer aussi sur les conventions, chartes et déclarations internationales qui consacrent des droits humains fondamentaux, individuels et collectifs. C'est s'assurer du maintien et de l'amélioration de nos institutions démocratiques. C'est soutenir les citoyennes et les citoyens de tous les

¹⁹⁴ Ibid., 19.

¹⁹⁵ Option citoyenne, *Bien commun recherché*, Op. Cit., p. 13.

¹⁹⁶ Option citoyenne, *Document de réflexion sur la question nationale*, 2005, p. 33. [en ligne] http://www.optioncitoyenne.ca/pdf/rn2005/rn2005_question_nationale.pdf. Page consultée le 21 décembre 2006.

milieux qui veulent participer à la vie démocratique de leur région, de leur province, de leur pays.¹⁹⁷

Malgré l'importance accordée à la valeur *démocratique*, on ne retrouve pas dans le discours du mouvement Option citoyenne le constat qu'il existe un déficit démocratique structurel dans la société. Sans limiter sa conception à cela, il appert que OC considère comme démocratique tout exercice menant à une participation inclusive de la population. Or, l'aménagement institutionnel et politique de ces exercices démocratiques ne sont pas clairement définis¹⁹⁸.

Peut-on aller plus loin et imaginer de nouveaux lieux de participation démocratique locaux et régionaux? Plusieurs prônent la mise sur pied d'assemblées populaires dans les quartiers, les villes, les villages, pour que les élus rendent compte de leur gestion, soient forcés d'entendre les citoyens et les citoyennes et les impliquent dans les décisions. On invoque souvent le budget participatif de Porto Alegre, au Brésil: l'expérience réunit des milliers de personnes qui décident ensemble d'une partie des priorités budgétaires de leur ville.¹⁹⁹

Comme nous avons pu l'observer au chapitre IV, le discours de l'Union des forces progressistes s'intéresse particulièrement au thème de la réforme des institutions démocratiques. Cet intérêt part du constat que la démocratie au Québec est de moins en moins valorisée par nos institutions.

Depuis quelques décennies, le Québec est en train de régresser en matière de réforme des institutions politiques. Il est ainsi passé du peloton de tête au dernier rang des pays démocratiques. Il ne s'est, en effet, rien accompli de majeur dans ce domaine depuis la réforme du financement électoral par le gouvernement Lévesque en 1977.²⁰⁰

¹⁹⁷ Option citoyenne, *Bien commun recherché*, Op. Cit., p. 35.

¹⁹⁸ Bien que la valeur démocratique soit importante chez OC, celle-ci semble être liée à un exercice de consultation plutôt qu'à un exercice de prise de décision.

¹⁹⁹ Option citoyenne, *Bien commun recherché*, Op. Cit., p. 22.

²⁰⁰ Union des forces progressistes, *Une vraie proportionnelle, pour un renouveau démocratique au Québec*, Mémoire de l'UFP à la Commission spéciale de la loi électorale, 2005, p. 2. [en ligne] http://www.ufp.qc.ca/IMG/pdf/UFP_a_la_CSLE.pdf. Page consultée le 15 septembre 2005.

On remarque effectivement que le parti accorde une place importante à la promotion d'un renouveau démocratique, à commencer par la réforme du mode de scrutin :

Inutile de revenir longuement sur les caractéristiques de l'actuel mode de scrutin : son procès dure depuis plus d'un siècle. Tout a été dit sur ses conséquences néfastes pour la vie démocratique, les grotesques distorsions, le vote à reculons ou en se bouchant le nez pour le moins pire, la marginalisation des tiers partis, l'installation de députés-barons dans des forteresses inexpugnables, l'exclusion des femmes, etc.²⁰¹

L'UFP reconnaît ainsi qu'un déficit démocratique structurel perdure dans la société québécoise. Le fait de valoriser la réforme du mode de scrutin pour rendre la société plus démocratique démontre que l'UFP accorde de l'importance à la démocratie représentative comme institution légitime du pouvoir. Plus que son contemporain OC, l'UFP propose clairement de contrer le déficit démocratique au Québec par une réforme des institutions représentatives qui toucherait l'ensemble de la société.

Souveraineté

Dans le discours du Mouvement socialiste, d'Option citoyenne et de l'Union des forces progressistes, la souveraineté est une valeur prépondérante. Les trois mouvements associent la plupart du temps cette notion à la question nationale en parlant explicitement ou implicitement de la souveraineté du Québec ou de la souveraineté du peuple québécois. À l'instar du MS, la gauche contemporaine considère également la souveraineté du Québec comme un geste politique viable et légitime. Par contre, pour les trois mouvements, la souveraineté demeure un idéal, mais n'est pas forcément un passage obligé, du moins si elle n'est pas liée à

²⁰¹ Union des forces progressistes, *Mémoire de l'UFP sur la réforme des institutions démocratique*, 2005, p. 4. [en ligne] http://www.ufp.qc.ca/article.php3?id_article=75. Page consultée le 15 septembre 2005.

un projet de justice sociale. Voyons maintenant quelques extraits présentant les différents discours portant sur la souveraineté selon le MS, OC et l'UFP.

Le Mouvement socialiste conçoit la souveraineté comme le contraire de la dépendance, ce qu'exprime le passage suivant :

La souveraineté, c'est l'absence de dépendance. C'est l'indépendance territoriale et politique, mais c'est aussi l'indépendance économique.²⁰²

Oui à la souveraineté, mais pas à n'importe quel prix. Est-il nécessaire de rappeler que le Mouvement socialiste est né en réaction aux politiques impopulaires du gouvernement péquiste qui montrait de moins en moins de sympathie à l'égard des travailleurs et face à un projet de société progressiste²⁰³. Pour le MS, la souveraineté populaire est la seule qui puisse libérer le peuple du Québec de sa domination coloniale et capitaliste.

La création d'un nouvel État québécois pleinement indépendant est une condition indispensable non seulement pour renverser la domination de la classe capitaliste et réaliser une véritable souveraineté du peuple mais pour mettre fin à l'oppression nationale.²⁰⁴

La gauche contemporaine défend également le principe de la souveraineté de l'État-nation. Pour celle-ci, la souveraineté du Québec est vue comme un moyen servant à réaliser un projet de société progressiste. Pour les deux formations politiques, la souveraineté devrait davantage servir à outiller le Québec pour la

²⁰² Mouvement socialiste, *Programme politique 1985*, p. 14.

²⁰³ À cet égard, on peut lire le passage suivant qui fait acte du constat du MS à l'endroit du Parti québécois : « Le gouvernement de la révolution tranquille et celui de la souveraineté-association ont tous deux pratiqué du néo-capitalisme, même si l'un utilisait le terme de révolution et l'autre celui de social-démocratie. Mais l'un et l'autre ont pu faire croire pendant un premier temps qu'ils voulaient assurer la libération du peuple québécois. (...) Le PQ de son côté, marqué par l'hétérogénéité politique profonde de sa base, favorise beaucoup plus à long terme la bourgeoisie locale et les couches petites bourgeoises, que les travailleurs qui l'ont pourtant fortement épaulé pour arriver au pouvoir ». Lucie Dagenais, Marcel Pépin, Jacques Dofny et al., *Appel pour un Québec socialiste, démocratique, indépendant*, Montréal, 1979, p. 1.

mise en place d'un projet progressiste que d'être conçue comme la seule solution aux problèmes sociaux, politiques, culturels et environnementaux. C'est l'idée qui est présentée dans les trois extraits qui suivent.

Sans être une garantie, la souveraineté représente l'un des moyens de fournir au Québec les outils nécessaires à la réalisation d'un projet politique et social progressiste, ainsi qu'à son épanouissement comme nation partageant une langue commune et une culture propre. Cette souveraineté devra être inclusive et réalisée en partage avec les peuples autochtones.²⁰⁵

Car il sera important de définir de quelle souveraineté nous parlons. Se donner un pays n'est pas forcément synonyme de société juste, égalitaire, écologiste, antiraciste, pacifiste. Notre parti aura un programme, des valeurs, des pratiques démocratiques et honnêtes, et il fera la promotion d'une souveraineté par et pour le peuple.²⁰⁶

L'UFP adhère donc à l'idée que le Québec doit devenir un pays, tant pour se libérer du carcan fédéral que pour se doter des instruments essentiels à son développement comme nation. De plus, l'UFP se démarque du PQ, en raison de l'adhésion de ce parti aux politiques néolibérales et de son incapacité à réaliser le type d'indépendance que nous souhaitons, celle qui doit être un instrument de souveraineté populaire.²⁰⁷

Comme dans le discours du Mouvement socialiste, la mouvance de gauche contemporaine valorise la souveraineté populaire. Selon cette conception, on comprend que l'émancipation du peuple peut être vécue par le biais de la souveraineté, exercice libérateur et démocratique²⁰⁸.

²⁰⁴ Le Comité des cent, *Manifeste du Mouvement pour un Québec socialiste, indépendant, démocratique et pour l'égalité entre les hommes et les femmes*, Op. Cit., p. 18.

²⁰⁵ Option citoyenne, *Le bien commun et la question nationale*, 2005, p. 10. [en ligne] http://www.optioncitoyenne.ca/pdf/rn2005-oct/rn2005-oct_bc-qn_adopte.pdf. Page consultée le 6 janvier 2006.

²⁰⁶ *Ibid.*, p. 7.

²⁰⁷ Union des forces progressistes, *Préambule*, Op. Cit., p. 4.

²⁰⁸ Pour l'Union des forces progressistes, une Assemblée constituante serait chargée de rédiger une constitution pour le peuple québécois. Cette démarche particulière officialiserait et rendrait légitime la souveraineté populaire. (UFP, *Plate-forme politique de l'UFP septembre 2004*, Op. Cit., p. 2)

Reconnaissance

Le principe de reconnaissance est présent dans le discours du MS comme dans celui de la gauche contemporaine. Pourtant, nous remarquons ici encore des différences dans les principes éthiques qui sont sous-jacents à l'idée de reconnaissance.

Pour le Mouvement socialiste, le principe de reconnaissance est davantage utilisé pour revendiquer le droit à la différence. Cette idée est véhiculée dans les nombreux passages où on revendique la reconnaissance de la liberté et de l'autonomie des classes ouvrière et populaires.

Loin d'être fondée sur le monopole d'un parti unique ou sur la fusion de l'État avec un parti, l'organisation du pouvoir politique doit s'articuler autour d'une nouvelle dynamique axée à la fois sur la reconnaissance de la liberté d'organisation politique, la reconnaissance du rôle et de l'autonomie des organisations ouvrières et populaires, le développement des solidarités de base et la décentralisation du pouvoir vers les collectivités locales et régionales de même que sur la naissance de multiples lieux d'expression et d'intervention politique propres aux classes ouvrière et populaires.²⁰⁹

Chez la gauche contemporaine, le principe de reconnaissance est davantage utilisé dans une perspective d'égalité plutôt que dans une perspective de respect des différences²¹⁰. Chez OC comme à l'UFP, on retrouve plusieurs revendications liées à la reconnaissance du droit à l'éducation, au logement, au droit des femmes, des autochtones ou des régions. Le discours de la mouvance de gauche contemporaine fait généralement référence au principe de reconnaissance dans le but de donner à chacun la même chance de s'épanouir dans la société.

La lutte à la pauvreté doit se faire dans le respect des personnes pauvres et la reconnaissance de leur plein potentiel.²¹¹

²⁰⁹ Le Comité des cent, *Manifeste du Mouvement pour un Québec socialiste, indépendant, démocratique et pour l'égalité entre les hommes et les femmes*, Op. Cit., p. 29.

²¹⁰ On retrouve à l'UFP un discours qui vise à reconnaître les différences mais celles-ci sont associées au droit de tendance à l'intérieur du parti. Il ne s'agit donc pas d'une revendication qui touche la reconnaissance des différences pour l'ensemble de la société.

Reconnaissance du droit à l'autodétermination des Premières Nations jusqu'à, et y compris, leur indépendance, et contribution à la promotion et à la diffusion de leurs différentes cultures et au soutien de leurs revendications sociales.²¹²

Encouragement à une plus grande ouverture des Ordres professionnels entre autres, par l'accueil des nouveaux immigrants et nouvelles immigrantes et par des mesures facilitant la reconnaissance de leurs compétences dans le domaine de la santé et des services sociaux.²¹³

À l'instar du thème du droit, qu'il abordait largement dans la perspective des droits des plus démunis, le discours de la gauche contemporaine traite surtout du principe de reconnaissance en lien avec une catégorie spécifique d'acteurs sociaux que nous pourrions définir sous le vocable des exclus ou des laissés pour compte²¹⁴.

Autonomie

L'idée d'autonomie est présente dans le discours politique de la gauche contemporaine tout comme dans celui du Mouvement socialiste. Pourtant, il existe des différences dans la signification même de l'autonomie.

Pour le Mouvement socialiste, l'autonomie revêt un caractère essentiellement libérateur. Selon une conception marxiste des rapports sociaux, le MS conçoit l'État comme un agent oppressif. Il s'agit donc pour le MS de revendiquer l'autonomie des individus et des collectivités afin de contester le mode de production capitaliste.

²¹¹ Option citoyenne, *Un Québec sans pauvreté*, Op. Cit., p. 2.

²¹² Union des forces progressistes, *Plate-forme politique de l'UFP septembre 2004*, Op. Cit., p. 21.

²¹³ *Ibid.*, p. 13.

²¹⁴ Il faut ajouter qu'à OC et à l'UFP, on applique également le principe de reconnaissance à des revendications plus générales comme le démontre l'extrait suivant : « Affirmation sans équivoque de la préséance de l'État sur les acteurs économiques et la reconnaissance de la primauté des droits politiques, sociaux, économiques, culturels et environnementaux des citoyens et citoyennes sur les pratiques des entreprises » (UFP, *Plate-forme politique de l'UFP septembre 2004*, Op. Cit., p. 9). Cependant, nous avons choisi de présenter ce qui était significatif du discours de la nouvelle mouvance de gauche et ce discours est largement orienté dans une perspective de recherche de l'égalité et de la défense des exclus.

Contre la marchandisation du social et sa subordination à la logique du marché et du profit, contre le contrôle autoritaire et bureaucratique de l'État, il faut opposer l'autonomie et l'autogestion sociale. C'est là le sens de notre première proposition : créer et multiplier non seulement les lieux d'expression sociale et politique autonomes, mais aussi et tout autant des sphères d'autodétermination et d'autogestion pour les individus et les collectivités.²¹⁵

Ce que nous rejetons vigoureusement dans la centralisation actuelle, c'est qu'elle est la forme systématique de l'État capitaliste contre les autonomies sociales, économiques, politiques... et qu'elle ignore tout contrôle démocratique.²¹⁶

L'autonomie est une valeur universelle qui s'applique globalement à la condition humaine. Dans l'optique du Mouvement socialiste, la recherche constante de l'autonomie individuelle et collective mène inévitablement vers une plus grande vie démocratique. Mais en plus de son articulation comme principe universel qui pourrait servir les besoins fondamentaux des individus et des collectivités, le discours du MS traite de l'autonomie de manière plus précise, en lien avec les classes ouvrière et populaires, victimes naturelles du capitalisme.

Autonome et respectueux des autonomies, le Mouvement socialiste sera un lieu de convergence pour que les luttes et les revendications ouvrières et populaires débouchent sur un cadre politique plus large.²¹⁷

On comprend que l'accent mis sur les classes ouvrière et populaires s'explique par une conception antagoniste des rapports sociaux qui implique un projet de société plus spécifiquement orienté vers cette catégorie d'acteurs sociaux. Nous pouvons conclure que le projet de société du Mouvement socialiste est intimement lié à cette notion d'autonomie²¹⁸.

²¹⁵ Mouvement socialiste, *État et démocratie*, Rapport et propositions du groupe de travail sur l'État, Montréal, 1984, p. 7.

²¹⁶ *Ibid.*, p. 8.

²¹⁷ Le Comité des cent, *Manifeste du Mouvement pour un Québec socialiste, indépendant, démocratique et pour l'égalité entre les hommes et les femmes*, Op. Cit., p. 25.

²¹⁸ Ce que nous venons de présenter à propos de l'autonomie dans le discours du MS fait état de ce que nous qualifions de plus représentatif dans le discours. Pour plus de détail, il aurait été possible d'ajouter que le concept d'autonomie est également revendiqué pour les femmes et les organisations locales et régionales. De plus, comme nous l'avons déjà mentionné, le MS lie de près le projet de société à l'indépendance du Québec et par conséquent, à une plus grande autonomie.

On retrouve également la notion d'autonomie dans le discours politique de la gauche contemporaine. Or, son utilisation a une portée beaucoup moins libératrice pour la condition humaine en général, comme nous avons pu le comprendre dans les intentions du MS.

Par exemple, on remarque dans le discours du mouvement OC que la valeur de l'autonomie est fréquemment utilisée pour défendre les intérêts d'un groupe marginalisé. C'est le cas pour les autochtones, les femmes, les organisations communautaires ou les personnes âgées. Dans tout le discours, ce sont néanmoins les peuples autochtones qui sont le plus associés au thème de l'autonomie comme l'illustre ce passage :

Notre mouvement politique reconnaît aussi aux peuples autochtones des droits ancestraux et le droit inhérent à l'autonomie politique et il entend préserver ces droits.²¹⁹

Cette préoccupation pour les exclus et les marginalisés peut laisser penser que l'autonomie est perçue comme déjà acquise par les autres acteurs de la société, ou qu'elle n'est pas considérée comme fondamentale pour l'ensemble des individus dans le projet de société du mouvement OC. À l'instar de sa conception des droits, Option citoyenne met l'accent sur l'importance de l'autonomie pour les démunis et les exclus.

Pour l'UFP, on traite essentiellement de l'autonomie en rapport avec le féminisme. Il semble être important pour l'UFP de promouvoir l'autonomie des femmes dans la lutte pour l'égalité entre les hommes et les femmes.

Notre politique familiale repose sur le principe du respect total de l'autonomie des femmes aux niveaux économique, social et politique.²²⁰

²¹⁹ Option citoyenne, *Le bien commun et la question nationale*, Op. Cit., p. 9.

²²⁰ Union des forces progressistes, *Pour une politique familiale féministe*, Op. Cit., p. 17.

Il s'agit donc pour la mouvance de gauche contemporaine d'affirmer le droit à l'autonomie essentiellement pour les laissés-pour-compte de la société, au contraire du Mouvement socialiste pour qui l'émancipation de la condition humaine était plus globalement en jeu.

6.1.5 Conclusion de la section sur les valeurs

Cette section visait à présenter les valeurs principales et les plus significatives des discours du Mouvement socialiste, d'Option citoyenne et de l'Union des forces progressistes. À la fin de cet exercice, la présentation de quelques conclusions générales s'impose.

Dans un premier temps, nous avons pu vérifier que la nouvelle gauche contemporaine avait pratiquement abandonné toute référence aux conceptions marxistes de la société. En d'autres mots, le paradigme du conflit social est complètement évacué pour faire place à une conception de la société basée sur un conflit éthique. Selon OC et l'UFP, il existe certes des problèmes structurels dans la société (pauvreté, inégalités), mais ceux-ci peuvent être résolus par l'application rigoureuse des chartes et conventions qui définissent les droits humains fondamentaux, par la recherche du bien commun, par l'implication démocratique des citoyens et par l'intervention de l'État.

En général, le discours de la nouvelle mouvance de gauche québécoise adhère à des valeurs qui visent à permettre à tous de jouir du bien commun et de s'épanouir quelque soit leur condition sociale. Or, il appert que certains groupes ou certaines personnes soient plus privilégiées que d'autres. Ainsi, paradoxalement, la nouvelle mouvance de gauche met de l'avant une identité citoyenne totalisante, porteuse des valeurs de bien commun, de justice sociale et d'égalité, en même temps qu'elle soutient la promotion d'intérêts particularistes pour défendre les laissés-

pour-compte (les personnes pauvres, les femmes, les peuples autochtones, la nation québécoise, etc).

Au Mouvement socialiste, ce sont plutôt des valeurs d'émancipation et de libération qui dominent. Le discours du MS sur les valeurs est également plus radical dans le sens où il met de l'avant un projet social qui vise à rompre avec les institutions capitalistes et qu'il s'inscrit dans une conception de la société fondée sur l'antagonisme social. On y dénonce notamment la domination, la dépendance et l'exploitation des classes ouvrière et populaires. D'influence marxiste, le constat du MS sur la société est profondément marqué par le paradigme du conflit social. Le MS ne s'affirme pas comme un parti révolutionnaire mais son discours est néanmoins subversif. Les valeurs d'autonomie, de souveraineté et de transformation en témoignent.

6.2 L'UNIVERS DES RAPPORTS SOCIAUX

Le discours politique est également porteur de la représentation des rapports sociaux. Cette section d'analyse permet de mettre à jour la conception des rapports sociaux du Mouvement socialiste et de la nouvelle mouvance de gauche.

Les résultats et l'interprétation que nous en tirons s'ajoutent aux constats et aux pistes d'analyse déjà identifiées dans le début de ce chapitre. En dernier lieu, cela nous permettra de répondre à notre question de recherche et de vérifier nos hypothèses.

Tableau 6.6
Principales notions catégorisées appartenant à l'univers des rapports sociaux

	Lexèmes	<i>Freq. tot</i>	LeX MS	LeX OC	LeX UF	LeP MS	LeP OC	LeP UF
1	Femmes	486	190	223	73	0.25	0.31	0.10
2	Population	252	45	116	91	0.06	0.16	0.12
3	Environnement	195	54	71	70	0.07	0.10	0.09
4	Peuple	165	58	32	75	0.08	0.04	0.10
5	Classes	141	134	3	4	0.18	0.00	0.01
6	Nation	136	12	77	47	0.02	0.11	0.06
7	Travailleurs	119	69	28	22	0.09	0.04	0.03
8	Citoyens	93	21	26	46	0.03	0.04	0.06
9	Citoyennes	82	19	22	41	0.02	0.03	0.05
10	Planète	49	0	32	17	0	0.04	0.02
11	Populations	52	3	30	19	0.00	0.04	0.03
12	Capitalistes	24	23	0	2	0.03	0.00	0
13	Bourgeoisie	19	15	1	3	0.02	0.00	0.00

6.2.1 Les notions dominantes de l'univers des rapports sociaux dans le discours du Mouvement socialiste

Tableau 6.7
Notions dominantes codifiées dans l'univers des rapports sociaux dans le discours du Mouvement socialiste (où LeX MS = 15 et +)

	Lexèmes	LeX MS	LeX OC	LeX UF	LeP MS	LeP OC	LeP UF
1	Classes	134	3	4	0.18	0.00	0.01
2	Capitalistes	23	0	2	0.03	0.00	0
3	Bourgeoisie	15	1	3	0.02	0.00	0.00

Le tableau 6.7 présente les notions dominantes dans le sous-corpus MS appartenant à l'univers des rapports sociaux. Comme nous l'avons mentionné dans le chapitre IV, l'observation des lexèmes récurrents du discours du MS permet de reconnaître les caractéristiques socio-sémantiques du discours marxiste. Cette première observation a été confirmée au moment de l'analyse de contenu du discours du MS sur les valeurs, dans la première section de ce chapitre. Voyons maintenant dans le détail comment les notions appartenant à l'univers des rapports sociaux s'articulent dans le discours.

Classes

Cette première notion permet de repérer la distinction essentielle entre le Mouvement socialiste et la mouvance de gauche contemporaine : la conception marxiste de la société divisée en deux principales classes antagonistes²²¹. Dans le

²²¹ Notons à ce propos que les rares fois où la gauche contemporaine utilise le terme de « classe », il n'évoque généralement rien de significatif du point de vue des rapports sociaux. Ainsi, le discours d'OC réfère plusieurs fois à la classe moyenne, catégorie sociale qu'il définit peu mais qui nous apparaît appartenir à une logique de stratification sociale plutôt qu'à une analyse de classe. L'utilisation de cette expression dans le discours d'OC sert à marquer la distinction entre différentes parties de la population selon leur revenu, entre les personnes ayant une situation financière aisée ou moyenne, celles qui sont plus riches ou plus pauvres.

discours du MS, la référence aux classes ouvrière, populaires et capitaliste est non seulement évidente mais également structurante. C'est la principale conception des rapports sociaux qui traverse l'ensemble du discours :

Nous vivons dans une société de classe capitaliste, intégrée et soumise aux règles du capitalisme international ²²²

Dans ce pays qu'on nous dit riche et libre, dans cette société qu'on prétend moderne et juste, les classes ouvrière et populaires qui constituent la grande majorité de la population, vivent quotidiennement des conditions concrètes d'exploitation, d'oppression et de domination. ²²³

Vivre au Québec aujourd'hui c'est vivre dans une société constituée de classes sociales aux intérêts opposés et irréconciliables. ²²⁴

Dans ces extraits nous retrouvons l'essentiel de la conception des rapports sociaux chez le MS, soit l'existence de différentes classes sociales en conflit, aux intérêts irrémédiablement opposés, dans des rapports de domination et d'exploitation résultant du mode de production capitaliste. Notons également que le discours du MS s'articule comme une dénonciation de la condition des classes ouvrières et populaires. Comme nous l'avons noté dans la première partie de ce chapitre, plusieurs passages des textes du MS en appellent à la libération et à l'émancipation des classes ouvrière et populaires, éléments centraux de son projet politique.

En ce qui concerne la classe capitaliste, le discours du MS se complexifie. Il existe plusieurs représentations de la classe dominante chez le MS. Lorsqu'il est question de classe dominante, le discours du MS réfère tantôt à la bourgeoisie, tantôt à la petite bourgeoisie, à la classe dirigeante anglophone ou encore à la classe capitaliste :

²²² Lucie Dagenais, Marcel Pépin, Jacques Dofny et al., *Appel pour un Québec socialiste, démocratique, indépendant*, Op. Cit., p. 2.

²²³ Le Comité des cent, *Manifeste du Mouvement pour un Québec socialiste, indépendant, démocratique et pour l'égalité entre les hommes et les femmes*, Op. Cit., p. 2.

²²⁴ *Ibid.*, p. 6.

On peut sans doute expliquer cette attitude par la place dominante que les classes bourgeoise et petite bourgeoise ont prise à l'égard de cette question. Mais il faut constater que ces classes ont ainsi révélé leur incapacité tout autant que leur profond refus de mener à terme la libération nationale du peuple québécois, par sa libération économique tout autant que politique.²²⁵

Les travailleurs-euses anglophones subissent la domination de la classe dirigeante anglophone et de leur porte-parole.²²⁶

D'une part, une minorité, la classe capitaliste qui possède et contrôle les institutions financières, les ressources naturelles, les usines, la machinerie, les outils, les moyens de transport, les commerces, les médias... bref, l'ensemble des moyens de production et d'échange des biens et des services.²²⁷

Bourgeoisie

Associée à la lutte des classes, la bourgeoisie est une notion utilisée exclusivement dans le discours du Mouvement socialiste. Le discours du MS évoque la présence de trois bourgeoisies : la bourgeoisie anglo-canadienne, la bourgeoisie francophone et la bourgeoisie américaine.

(...) nous croyons nécessaire de situer l'adversaire là où il se trouve, c'est-à-dire au sud de nos frontières au moins autant que dans l'État fédéral canadien dont la structure assure l'alliance des bourgeoisies canadienne et américaine.²²⁸

(...) tout comme on pose ainsi les bases d'une nouvelle bourgeoisie francophone québécoise, d'une nouvelle « classe montante », ce qui ne va évidemment pas sans heurts avec la bourgeoisie financière anglo-canadienne et la fraction canadieniste des classes dirigeantes canadiennes françaises.²²⁹

L'existence de la bourgeoisie est donc implicitement liée à la présence d'un État. Sa composition est néanmoins laissée floue par le Mouvement socialiste. Nous

²²⁵ Lucie Dagenais, Marcel Pépin, Jacques Dofny et al., *Appel pour un Québec socialiste, démocratique, indépendant*, Op. Cit., p. 4.

²²⁶ Mouvement socialiste, *Indépendance, relations internationales et problèmes autochtones*, Montréal, mai, 1983, p. 3.

²²⁷ Le Comité des cent, *Manifeste du Mouvement pour un Québec socialiste, indépendant, démocratique et pour l'égalité entre les hommes et les femmes*, Op. Cit., p. 13.

²²⁸ Lucie Dagenais, Marcel Pépin, Jacques Dofny et al., *Appel pour un Québec socialiste, démocratique, indépendant*, Op. Cit., p. 8.

²²⁹ Mouvement socialiste, *Rapport du groupe de travail sur la question nationale*, Montréal, 1984, p. 6.

supposons que cette notion englobe les élites économiques, (propriétaires et financiers) qui, dans le sens de l'analyse marxiste, contrôlent les moyens de production dans la société et exercent une oppression sur les classes ouvrière et populaires. Par conséquent, il appert que l'utilisation de la notion de bourgeoisie chez le MS s'inscrit dans une conception de rapports sociaux antagonistes.

Capitalistes

Le discours du MS réfère un peu plus fréquemment à la notion de *capitalistes* qu'à celle de *bourgeoisie*. Toutefois, dans plusieurs passages, le terme est utilisé pour qualifier le modèle économique adopté par les économies de marché plutôt que pour identifier des membres de la classe dominante. On parle alors d'*États capitalistes*. À ce propos, plusieurs passages du discours du MS avancent que les États capitalistes exercent une concentration du pouvoir excessive, au détriment des autonomies et des pouvoirs locaux et régionaux, mais allant dans le sens des intérêts de la classe dominante. En voici deux exemples :

C'est donc dire que les institutions de l'État ne sont pas et ne doivent pas être les seuls lieux de réalisation de la démocratie, mais au contraire et précisément la transformation de l'État commence quand le monopole du pouvoir et de l'État éclate et que se réalise la diffusion et la socialisation réelle du pouvoir politique par rapport à l'excessive concentration des pouvoirs que l'on connaît dans les États capitalistes modernes.²³⁰

Ce n'est pas par hasard si les États capitalistes, au Québec et au Canada comme ailleurs, n'ont jamais voulu constituer politiquement ce lieu de pouvoir, même s'ils en parlent tout le temps. À l'encontre des autonomies locales et régionales, la politique uniforme, à dimension nationale, a toujours mieux convenu pour maintenir et développer les intérêts économiques et politiques des minorités dominantes. Les autonomies et les différences constituent des freins, des obstacles, sinon à éliminer, du moins à ne pas favoriser.²³¹

Ces deux citations montrent à quel point le discours du MS se manifeste également comme une critique de l'État centralisé comme institution au service des

²³⁰ Mouvement socialiste, *État et démocratie*, Rapport et propositions du groupe de travail sur l'État, Montréal, 1984, p. 7.

²³¹ *Ibid.*, p. 14.

« minorités dominantes ». Le projet politique du MS, en ce sens, s'affirme notamment dans la remise en question de cette monopolisation du pouvoir. L'émancipation et la libération voulues pour les classes ouvrière et populaires passent donc par une « diffusion et une socialisation réelle du pouvoir politique ».

De nombreux autres passages réfèrent également aux *capitalistes* comme classe sociale possédante, ayant une place dominante dans le système de production et des rapports sociaux capitalistes :

D'autre part, l'immense majorité de la population, les classes ouvrière et populaires, les travailleurs qui ne contrôlent et ne possèdent rien sinon quelques biens personnels et surtout leur force de travail, leurs capacités physiques et intellectuelles, leur expérience et leurs connaissances, leur temps, qu'ils sont obligés de vendre aux capitalistes pour gagner leur vie. En échange d'un salaire, ils mettent en œuvre ces moyens de production et d'échange qui, sans leur travail, ne valent rien.²³²

6.2.2 Les notions dominantes de l'univers des rapports sociaux dans le discours de la nouvelle mouvance de gauche

Tableau 6.8

Notions dominantes codifiées dans l'univers des rapports sociaux dans le discours de la nouvelle mouvance de gauche (où LeX OC et Lex UF = 15 et +)

	Lexèmes	LeX OC	LeX UF	LeX MS	LeP OC	LeP UF	LeP MS
1	Planète	32	17	0	0.04	0.02	0
2	Populations	30	19	3	0.04	0.03	0.00

Les lexèmes présents dans le tableau 6.8 présentent les notions dominantes dans le sous-corpus OC et UF appartenant à l'univers des rapports sociaux. À l'instar de ce que nous avons observé dans la première partie de ce chapitre en ce qui concerne l'univers des valeurs, les notions dominantes dans le discours de la gauche contemporaine ne réfèrent pas à un univers socio-sémantique marxiste.

Elles diffèrent donc profondément des éléments structurants du discours du MS. Afin de dépasser le seul constat de cette différence, nous nous attardons dans les pages qui suivent à présenter avec plus de détails les notions significatives codifiées dans l'univers des rapports sociaux pour la gauche contemporaine au Québec.

Populations

Le discours de la gauche contemporaine recourt à de nombreuses reprises au terme de *populations*. Notons qu'il s'agit bien ici de *populations* au pluriel. Il est important de le mentionner dans la mesure où le sens de la notion de *population(s)* peut différer considérablement lorsqu'elle est employée au singulier ou au pluriel. On ne renvoie pas à la même chose lorsque l'on parle de *la population* ou *des populations*. Il est d'autant plus important de noter cette différence que *populations* est une notion de l'univers des rapports sociaux qui n'est dominante que dans le discours de la gauche contemporaine. Nous traitons plus loin de la notion de *population*, qui est importante dans l'ensemble des trois sous-corpus.

Si plusieurs passages des textes de OC et de l'UFP contiennent le terme *populations*, aucune définition explicite n'en est pour autant donnée. Dans plusieurs passages, il est utilisé pour désigner différents groupes sociaux. On parle alors tour à tour des « populations pauvres », des « populations autochtones », des « populations locales », des « populations des régions du Québec », des « populations du sud ». Le recours au terme *populations* sert donc d'abord à faire part de la diversité sociale, à désigner les différents groupes de la société.

Le terme semble également avoir un sens similaire lorsqu'il est utilisé de manière moins spécifique, lorsqu'il ne désigne pas un groupe plus ou moins précis de la

²³² Le Comité des cent, *Manifeste du Mouvement pour un Québec socialiste, indépendant, démocratique et pour l'égalité entre les hommes et les femmes*, Op. Cit., p. 15.

société. Ainsi, dans de nombreux passages, la gauche contemporaine traite de la santé, des besoins et des droits des populations. Bien que traitant des *populations* en général dans ces passages, le discours de la gauche contemporaine vise bien à montrer que la société est traversée de différences, qu'elle est composée de diverses identités, de nombreux sous-groupes. À travers cette appellation, la gauche contemporaine interpelle donc moins une identité collective commune comme lorsqu'on parle « du peuple », de « la nation » ou de « la population »²³³ mais cherche plutôt à illustrer la diversité de la composition sociale²³⁴.

Mais plus encore, les populations semblent occuper une place importante dans la conception des rapports sociaux de la nouvelle mouvance de gauche. Alors que le MS accorde une place centrale à la condition des classes ouvrière et populaires dans sa conception des rapports sociaux, la nouvelle mouvance de gauche traite plutôt des populations comme des acteurs sociaux subissant les conséquences des inégalités sociales. En voici un exemple :

Parce que notre façon d'exploiter la terre affame des populations et assoiffe la terre elle-même, nous n'avons d'autre choix que de repenser nos modes de production et de consommation.²³⁵

La gauche contemporaine insiste aussi beaucoup sur l'importance des droits des personnes pauvres et des plus démunis. Plusieurs passages traitent ainsi des droits

233 Ou même des classes ouvrière et populaires qui comme nous le montrons plus loin réfèrent dans le discours du MS à une catégorie sociale plus générale : le peuple.

234 On peut toutefois s'interroger sur une telle volonté. S'agit-il d'une conscience politique de l'éclatement identitaire contemporain, de la perte d'une identité politique commune ou plutôt d'un simple réflexe de rectitude politique? À cet égard, il est intéressant de noter que OC, dans un passage, cite l'ancien ministre de l'environnement libéral Thomas Mulcair qui utilise la même formule. On peut y lire : « Le développement durable est un processus continu d'amélioration des conditions d'existence des populations actuelles, qui ne compromet pas la capacité des générations futures de faire de même et qui intègre harmonieusement les dimensions environnementale, sociale et économique du développement ». Option citoyenne et Union des forces progressistes, *Pour un véritable développement viable*, Mémoire conjoint présenté dans le cadre de la consultation publique sur le Plan de développement durable du Québec. [en ligne], http://www.optioncitoyenne.ca/pdf/memoire_developpement_viable_02-05.pdf. Page consultée le 15 septembre 2005, p. 2.

²³⁵ Option citoyenne, *Bien commun recherché*, Op. Cit., p. 71.

et des besoins des populations, mais plus particulièrement de ceux des personnes pauvres comme le démontrent ces extraits :

Nous croyons que les populations dans leur ensemble, et, en particulier les personnes pauvres, doivent bénéficier de l'utilisation de toutes les ressources collectives (eau, terre, forêts connaissances), pour assurer le respect des droits fondamentaux, tels que : droit au logement, droit à la santé, droit à un revenu décent et à un environnement sain.²³⁶

Le développement viable s'entend d'une démarche continue et démocratique, répondant aux besoins essentiels et aux droits universels des populations, particulièrement les plus démunies, en ne compromettant pas la capacité des générations futures de faire de même et qui place à l'avant-plan de la vie en société les dimensions sociales et environnementales à l'intérieur desquelles évoluent les rapports économiques.²³⁷

Enfin, plusieurs passages des discours de la gauche contemporaine insistent sur l'importance de consulter les populations.

Pour que les populations des régions du Québec participent à un développement qui leur est favorable tout en étant respectueux de l'environnement, que le gouvernement du Québec établisse, en concertation avec les populations concernées, une politique d'occupation du territoire et de développement local et régional.²³⁸

Planète

La référence à la planète est très caractéristique du discours de la nouvelle mouvance de gauche. En fait, elle n'apparaît jamais dans le discours du Mouvement socialiste. Cette nouvelle catégorie dans le discours politique est liée à la préoccupation environnementale chez la gauche contemporaine. Les thèmes de la fragilité de la planète, de ses limites et des périls qui la menacent participent à la formation de l'idéologie progressiste comme l'illustrent ces extraits.

Les ressources de la planète Terre nous sont longtemps apparues inépuisables. Elles semblaient devoir durer toujours, mais il faut le dire que pendant des siècles nous

²³⁶ Option citoyenne et Union des forces progressistes, *Pour un véritable développement viable*, Op. Cit., p. 4.

²³⁷ *Ibid.*

²³⁸ *Ibid.*, p. 12.

nous sommes contentés de l'usufruit. Depuis quelques décennies, nous avons commencé à attaquer le capital. Jusqu'à quand va-t-il en rester ? ²³⁹

Notre monde est en péril, car le modèle économique énergivore qui le domine menace gravement les ressources de la planète et la survie même des espèces vivantes. ²⁴⁰

Pour la première fois dans l'histoire de l'humanité, de nombreux observateurs et intellectuels prennent conscience que l'action des êtres humains peut mener à une dégradation de la vie et même éventuellement à la fin de l'espèce humaine²⁴¹. Cette idée très contemporaine émerge depuis quelques années dans les milieux de gauche²⁴² où on établit un lien entre le modèle de développement économique et la dégradation de l'environnement qui menace la planète. On ne parle plus alors d'un conflit social mais plutôt d'un conflit « des valeurs » sur la question du développement et de l'environnement. Cette nouvelle conception de la réalité sociale a pour conséquence de favoriser l'émergence d'une nouvelle éthique, une conscience planétaire, une valorisation sans précédent de la planète en tant que symbole universel qui rallie tous les êtres humains sans distinctions, riches ou pauvres, et qui lie plus largement le destin de l'humanité à celui de l'environnement et de la vie sur terre.

²³⁹ *Ibid.*, p. 4.

²⁴⁰ Union des forces progressistes, *Une énergie propre pour demain*, Mémoire de l'UFP présentée à la Commission de l'économie et du travail, 2005, p. 2. [en ligne] http://www.ufp.qc.ca/article.php?id_article=1325. Page consultée le 15 septembre 2005.

²⁴¹ Bref, l'être humain peut se détruire lui-même. Cette relative conscience qui existe depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale avec la menace nucléaire prend une nouvelle dimension aujourd'hui à travers le défi que posent les changements climatiques. Toutefois, à la différence du péril nucléaire, le réchauffement planétaire remet en question le *statu quo* économique et plus largement le modèle de développement actuel. Dans ce contexte, il soulève donc l'urgence d'agir.

²⁴² Mais pas seulement : la montée des partis verts, « non-alignés » sur la question sociale, le démontre.

6.2.3 Les notions dominantes appartenant à l'univers des rapports sociaux pour l'ensemble des trois sous-corpus.

Tableau 6.9
Notions dominantes codifiées dans l'univers des rapports pour les trois sous-corpus
(où LeX = 15 et +)

	Lexèmes	LeX MS	LeX OC	LeX UF	LeP MS	LeP OC	LeP UF
1	Femmes	190	223	73	0.25	0.31	0.10
2	Population	45	116	91	0.06	0.16	0.12
3	Environnement	54	71	70	0.07	0.10	0.09
4	Peuple	58	32	75	0.08	0.04	0.10
5	Nation ²⁴³	12	77	47	0.02	0.11	0.06
6	Travailleurs	69	28	22	0.09	0.04	0.03
7	Citoyens	21	26	46	0.03	0.04	0.06
8	Citoyennes	19	22	41	0.02	0.03	0.05

Citoyens(nes)

La catégorie sociale *citoyen*, se retrouve dans le discours du Mouvement socialiste mais c'est véritablement dans la conception des rapports sociaux de la nouvelle mouvance de gauche qu'elle occupe une place significative.

À Option citoyenne, comme à l'Union des forces progressistes, les citoyens sont présentés comme les principaux acteurs de la société contemporaine. Le projet de société est donc implicitement lié à l'action de ces derniers. C'est pourquoi on retrouve chez la nouvelle mouvance de gauche un discours valorisant la participation des citoyens et la réforme des institutions démocratiques, ce qu'illustrent les extraits suivants :

La politique, c'est un outil de changement social, c'est avant tout s'occuper de nos affaires, c'est l'engagement de chacun et chacune à un effort collectif. À condition

²⁴³ Malgré le fait que le lexème ne soit présent qu'à 12 reprises dans le sous-corpus MS, nous avons décidé d'inclure *nation* dans les notions dominantes pour les trois sous-corpus. Nous appuyons ce choix sur le caractère hautement significatif de la notion, mais aussi sur le fait que les lexèmes *national* et *nationale*, dont nous ne traitons pas ici mais qui appartiennent au même univers de sens que le lexème *nation*, présentent une très forte occurrence dans le discours du MS, supérieure à celle de OC et de l'UFP.

bien sûr de susciter la participation de l'ensemble des citoyennes et des citoyens aux décisions.²⁴⁴

Il faut implanter de nouveaux modes de démocratie locale. Dans ce contexte, nous devons toujours favoriser la participation citoyenne la plus large possible au processus de prise de décisions, et les audiences publiques sur les politiques et les projets de développement doivent devenir monnaie courante.²⁴⁵

Adoption, par le gouvernement du Québec, de mécanismes favorisant une plus grande démocratie participative : En faisant participer les citoyennes et les citoyens au processus de réforme des institutions démocratiques non seulement en les consultant, mais aussi en les associant étroitement aux élus et élues politiques dans la prise de décisions conduisant à leur instauration.²⁴⁶

Dans le discours du MS, la notion de *citoyens* est présente, mais dans une moindre mesure. Il est clair que la parenté du MS avec l'idéologie marxiste lui a fait privilégier une conception antagoniste des rapports sociaux. Néanmoins, le MS réfère à cette catégorie d'acteurs sociaux, dans l'optique où l'action démocratique des citoyens servira forcément les intérêts des classes ouvrière et populaires.

L'élargissement de la démocratie économique, cela veut dire, entre autre, rendre possible la satisfaction des besoins fondamentaux de l'ensemble des citoyennes et des citoyens et ce, par une planification démocratique de l'activité économique en fonction d'objectifs concrets tels le plein emploi, l'élimination de la pauvreté, l'élimination de toute forme de discrimination, l'accès à une information complète qui permette un contrôle de notre développement, une consommation axée sur nos besoins réels, de même que la démocratisation des structures d'autorité traditionnelles à l'intérieur même des entreprises.²⁴⁷

Population

La notion de population est présente dans le discours du Mouvement socialiste mais de manière très diffuse. Très souvent, le discours du MS y fait référence, mais pour mieux affirmer l'importance des classes ouvrière et populaires qui

²⁴⁴ Option citoyenne, *Bien commun recherché*, Op. Cit., p. 21.

²⁴⁵ Option citoyenne, *Vision fondatrice*, Op. Cit., p. 3.

²⁴⁶ Union des forces progressistes, *Plate-forme politique de l'UFP septembre 2004*, Op. Cit., p. 10.

²⁴⁷ Mouvement socialiste, *Programme politique 1985*, Op. Cit., p. 2.

constituent « l'immense majorité de la population ». La population est explicitement évoquée dans le discours du MS, mais c'est d'abord des intérêts des classes ouvrière et populaires que l'on se préoccupe. Bref, la population n'est que l'ensemble social plus grand, composé à majorité des classes ouvrière et populaires.

Pour les classes ouvrières et populaires, l'indépendance veut dire un État indépendant contrôlé par les masses ouvrières et populaires qui forment la très grande majorité de la population.²⁴⁸

D'autre part, l'immense majorité de la population, les classes ouvrière et populaires, les travailleuses et les travailleurs qui ne contrôlent et ne possèdent rien sinon quelques biens personnels et surtout leur force de travail, leurs capacités physiques et intellectuelles, leur expérience et leurs connaissances, leur temps, qu'ils sont obligés de vendre aux capitalistes pour gagner leur vie.²⁴⁹

Dans le discours de la gauche contemporaine, la notion de population est très significative et on la retrouve en général plus souvent dans le discours du mouvement Option citoyenne. La population est une notion qui désigne pour la nouvelle mouvance de gauche les individus qui vivent au Québec, peu importe l'âge, le sexe, le statut social ou la fonction dans la société. Cela représente, à notre avis, une alternative au terme *peuple* dans le sens où la population du Québec réfère elle aussi à une conception citoyenne des rapports sociaux : elle a des droits et des responsabilités.

Plus largement, pourrions-nous imaginer de nouveaux forums de discussion entre le gouvernement et la population ?²⁵⁰

L'économie doit être au service de la population, dans une perspective de progrès social, de justice et de lutte contre les inégalités.²⁵¹

²⁴⁸ Mouvement socialiste, *Indépendance, relations internationales et problèmes autochtones*, Op. Cit., p. 2.

²⁴⁹ Le Comité des cent, *Manifeste du Mouvement pour un Québec socialiste, indépendant, démocratique et pour l'égalité entre les hommes et les femmes*, Op. Cit., p. 15.

²⁵⁰ Option citoyenne, *Bien commun recherché*, Op. Cit., p. 24.

La population a droit à une information de qualité, sans mensonges ni faux-fuyants.²⁵²

L'utilisation de la notion de population, qui est pourtant une catégorie très générale et imprécise, nous permet toutefois de saisir dans les discours des trois mouvements politiques les acteurs principaux défendus par ces derniers à savoir les classes ouvrière et populaires au Mouvement socialiste, et les personnes pauvres chez la gauche contemporaine²⁵³. Ces deux catégories d'acteurs sociaux sont conjointement déterminées par des rapports économiques, ce que la notion de population ne permettait pas à elle seule de définir.

Peuple

Le peuple est une notion fréquemment utilisée dans le discours du Mouvement socialiste. Pour l'essentiel, le peuple est associé dans le discours du MS aux classes ouvrière et populaires. Le peuple et les classes ouvrière et populaires subissent la même oppression, ont les mêmes intérêts et sont destinés au même projet de société, l'indépendance et le socialisme, comme l'expriment ces différents extraits :

Comme socialistes, nous devons chercher à combler l'absence pratiquement permanente d'une opposition réelle liée aux Intérêts et aux luttes du peuple et, en même temps, articulée à un réel projet de changement. De plus, l'unité politique et, à tout le moins la convergence des classes ouvrière et populaires ne se font pas dans l'abstrait. Elles viendront de nos expériences de luttes dans lesquelles, face à nos véritables adversaires, nous aurons appris, ensemble, à nous sentir forts et capables de vaincre.²⁵⁴

Si ces gouvernements ont pu séduire un certain temps, il est aujourd'hui devenu clair que le peuple du Québec ne recouvrera son autonomie et ne sortira de son oppression que par la fusion de ce qui nous semble être la réponse à apporter à

²⁵¹ *Ibid.*, p. 34

²⁵² Union des forces progressistes, *Une énergie propre pour demain*, Op. Cit., p. 3.

²⁵³ C'est plutôt l'analyse de la notion populations qui nous a permis de montrer le lien qu'établit la gauche contemporaine avec les personnes pauvres et démunies.

²⁵⁴ Mouvement socialiste, *Le Mouvement socialiste et l'action politique*, Montréal, 1984, p. 6.

l'exploitation économique et à la domination politique [le socialisme et l'indépendance].²⁵⁵

Une société telle que nous la voulons, égalitaire, libre et solidaire, ne peut naître que d'une rupture radicale du peuple québécois avec le capitalisme ainsi qu'avec l'exploitation et la dépendance qu'il engendre.²⁵⁶

Tout comme il le fait pour les classes ouvrière et populaires, le Mouvement socialiste revendique donc l'auto-détermination du peuple québécois afin de contrer les effets délétères du capitalisme et du colonialisme.

La notion de peuple chez la gauche contemporaine est davantage associée à une identité citoyenne. À l'instar de leur conception civique de la nation, les deux mouvements préconisent une définition civique du peuple. Par conséquent, dans le discours des mouvements Option citoyenne et de l'Union des forces progressistes, le peuple existe en fonction de son rapport aux institutions, aux lois et au droit reconnu, mais aussi à la langue comme le démontre le passage suivant :

La culture québécoise est tissée de plusieurs aspects qui font du peuple québécois un peuple « distinct », ni meilleur ni pire que d'autres, mais différent : le sentiment d'appartenance qu'éprouve la grande majorité des Québécois et Québécoises à une société particulière, l'appui du plus grand nombre à la persistance d'un État garant des droits individuels et collectifs, l'attachement à la langue commune, le français, des institutions politiques où les partenariats occupent une assez large part, une multitude de mouvements sociaux, des législations qui, même imparfaites, assurent un certain nombre de droits collectifs (...).²⁵⁷

Dans le discours du mouvement Option citoyenne, on aborde également abondamment la question des peuples autochtones, beaucoup plus qu'à l'UFP. Pour OC, la reconnaissance des peuples autochtones est un principe important.

Nous avons compris que les peuples autochtones veulent être reconnus pour ce qu'ils sont: des nations, avec tous les droits que cela implique, à commencer par le droit à l'autodétermination. Nous avons commencé à les écouter. Ils revendiquent

²⁵⁵ Lucie Dagenais, Marcel Pépin, Jacques Dofny et al., *Appel pour un Québec socialiste, démocratique, indépendant*, Op. Cit., p. 2.

²⁵⁶ Le Comité des cent, *Manifeste du Mouvement pour un Québec socialiste, indépendant, démocratique et pour l'égalité entre les hommes et les femmes*, Op. Cit., p. 15.

²⁵⁷ Option citoyenne, *Le bien commun et la question nationale*, Op. Cit., p. 3.

le droit de se gouverner eux-mêmes, d'assurer librement leur développement économique, social et culturel.²⁵⁸

Nation

Au Québec, les débats entourant la question nationale ont suscité bon nombre de réflexions et il serait périlleux ici de les présenter ne serait-ce que sommairement. Le discours sur la nation participe à l'élaboration du projet de société, à la formation du « nous » ou, comme le souligne Jacques Beauchemin, à « l'articulation de l'éthique et du politique »²⁵⁹. L'étude de la conception de la nation du MS, d'OC et de l'UFP nous en apprend donc davantage sur leur représentation de la réalité sociale.

Les différentes conceptions de la nation entre le Mouvement socialiste et la gauche contemporaine sont associés aux différents projets de société que les mouvements développent dans leurs discours. Dans le discours du Mouvement socialiste, on ne retrouve pas de définition explicite de la nation, mais les extraits où se retrouve cette notion nous permettent néanmoins d'affirmer que la nation est pensée comme un lieu politique où convergent les intérêts des classes ouvrière et populaires. La lutte de classe menée par les classes ouvrière et populaires est ainsi associée à la lutte contre l'oppression nationale. Par conséquent, le MS ne favorise pas un projet politique de société nationaliste qui s'inspire essentiellement d'une conception culturelle de la nation. Toutefois, si la dimension politique prime, la dimension culturelle n'est pas pour autant absente de la conception du MS.

Ce n'est pas un hasard si les luttes des classes ouvrière et populaires ont toujours été liées aux luttes contre l'oppression nationale au point de se renforcer mutuellement. Ce sont d'abord ces classes qui ont eu à subir les effets de cette

²⁵⁸ Option citoyenne, *Bien commun recherché*, Op. Cit., p. 45.

²⁵⁹ Jacques Beauchemin, *La société des identités. Éthique et politique dans le monde contemporain*, Op. Cit., p. 43.

oppression et c'est en particulier à travers leur résistance que s'est constituée la nation québécoise.²⁶⁰

L'oppression nationale à laquelle sont soumis les Québécois a certes des conséquences profondes tout autant aux plans socio-économique et politique que linguistique et culturel. La question nationale ne peut en ce sens être réduite à une question de langue et de culture et la libération nationale à la quantité de pouvoirs spécifiques que détiendrait l'État du Québec.²⁶¹

Pour le Mouvement socialiste, la nation représente le lieu de l'oppression de l'exploitation des classes ouvrière et populaires et de la domination de la classe dominante capitaliste. Il s'agit donc pour le MS de promouvoir l'autonomie nationale du peuple par le peuple par le biais notamment de la démocratisation des institutions nationales et de l'indépendance.

Dans cette perspective, il n'en reste pas moins que les institutions de l'État et particulièrement les institutions nationales de l'État vont rester le lieu le plus politiquement et constitutionnellement décisif de la nation et de la démocratie.²⁶²

Aujourd'hui, face à l'État fédéral qui renouvelle ses attaques et qui menace toujours plus notre autodétermination et notre avenir collectif, et face au Parti québécois qui ne présente d'autre perspective que celle de gérer la crise économique et politique, il devient plus que jamais impérieux pour les forces vives de la nation, les classes ouvrière et populaires, de prendre en main la lutte de libération nationale et de la mener à son terme.²⁶³

Comme nous avons pu le voir précédemment, la représentation de la nation est intimement liée au projet de société du Mouvement socialiste à savoir une plus grande autonomie des classes ouvrière et populaires et une plus grande démocratie. Or, toute entreprise qui visera à affaiblir les mécanismes démocratiques de la nation sera dénoncée avec véhémence au MS. C'est ainsi que le discours du Mouvement socialiste s'en prend à ce qu'on qualifie aujourd'hui de

²⁶⁰ Le Comité des cent, *Manifeste du Mouvement pour un Québec socialiste, indépendant, démocratique et pour l'égalité entre les hommes et les femmes*, Op. Cit., p. 10.

²⁶¹ Lucie Dagenais, Marcel Pépin, Jacques Dofny et al., *Appel pour un Québec socialiste, démocratique, indépendant*, Op. Cit., p. 4.

²⁶² Mouvement socialiste, *État et démocratie*, Rapport et propositions du groupe de travail sur l'État, Montréal, 1984, p. 9.

²⁶³ Le Comité des cent, *Manifeste du Mouvement pour un Québec socialiste, indépendant, démocratique et pour l'égalité entre les hommes et les femmes*, Op. Cit., p. 24.

mondialisation ou de globalisation de l'économie, c'est-à-dire l'assujettissement de la nation aux règles du capitalisme mondialisé.

Grands actionnaires et gestionnaires des multinationales, ils tiennent dans leurs mains la vie et le destin de populations entières. Ils provoquent des crises d'approvisionnement en énergie ou en matières premières et évidemment en tirent d'immenses bénéfices. Ils spéculent sur les taux de change des monnaies, les valeurs des actions en bourse. Ils se placent au-dessus des nations et des lois.²⁶⁴

Au Mouvement socialiste, la nation n'est pas tant un lieu de revendications identitaires que sociales. Comme le MS évolue dans un paradigme résolument marxiste, ce sont alors les intérêts des classes ouvrière et populaires qui sont privilégiés.

Pour la mouvance de gauche contemporaine, la nation ne revêt absolument pas la même signification, signe de leur différences idéologiques profondes. Les débats sur la nation²⁶⁵ qui ont eu cours ces dernières années ont amené la nouvelle mouvance de gauche à participer à ce mouvement. C'est probablement la raison pour laquelle nous retrouvons dans le discours de l'UFP et d'Option citoyenne une définition explicite de la nation, comme le démontrent ces deux extraits :

La nation civique est constituée des personnes de diverses origines qui résident sur un même territoire et qui conviennent de vivre ensemble en toute égalité de droit dans le respect de leurs différences. Ces personnes se reconnaissent comme membres à part entière d'une communauté nationale, pensée comme communauté d'histoire et comme communauté d'avenir œuvrant à des projets communs.²⁶⁶

²⁶⁴ Ibid., p. 16.

²⁶⁵ La question nationale au Québec est bien sûr incontournable mais ces dernières années, sous l'effet de la mondialisation et du multiculturalisme (pluralisme identitaire), la nation est remise en question. La quête identitaire au Québec liée au projet de souveraineté a amené la société québécoise, probablement plus qu'ailleurs, à réfléchir à ce que la nation pouvait signifier dans une société contemporaine comme le Québec. Le débat sur la nation québécoise qui s'est tenu dans les pages du journal *Le Devoir* en 1999 et qui a fait l'objet d'un livre *Penser la nation québécoise* (Michel Venne, (dir.) 2000. *Penser la nation québécoise*. Montréal, Québec Amérique, 296 p.) est un exemple de cette vague de réflexion sur la définition de la nation. La nouvelle mouvance de gauche s'inscrit à l'intérieur de ce phénomène plus global de réflexion.

²⁶⁶ Option citoyenne, *Le bien commun et la question nationale*, Op. Cit., p. 2.

L'UFP appuie une conception moderne de la nation, définie comme étant la communauté humaine vivant au Québec, ayant le français comme langue officielle de communication dans les institutions et au travail, partageant un ensemble de lois et de conventions sociales, et riche de sa diversité culturelle.²⁶⁷

Ces différentes conceptions de la nation chez la gauche contemporaine tentent d'éviter une définition qui se rapproche trop de la nation culturelle²⁶⁸. À l'Option citoyenne comme à l'Union des forces progressistes, c'est une conception civique de la nation qui est avancée dans le discours, dans le sens où le caractère culturel et identitaire est presque totalement évacué pour faire place à une conception plus neutre des rapports sociaux. En fait, il s'agit dans cette conception d'avancer l'idée que sous l'égide de la nation, tous les individus sont égaux en droits, les références aux lois et aux droits dans les différentes définitions en faisant foi. Cette conception particulière de la nation vise à promouvoir un lieu et un projet de vivre ensemble non discriminatoire entre les individus et ainsi à éviter les écueils de la « mauvaise conscience » des québécois²⁶⁹.

Pour la nouvelle mouvance de gauche contemporaine, on reconnaît des droits inaliénables à la nation, quelle qu'elle soit, québécoise ou autochtone. Au premier chef, on retrouve le droit à l'auto-détermination, ce qui constitue dans le discours du mouvement OC et de l'UFP une revendication fondamentale.

Jamais, confronté à la montée du mouvement national québécois contemporain, l'État canadien, sa constitution, son parlement, son gouvernement, sa cour suprême, sa classe politique n'ont reconnu cette élémentaire vérité historique et

²⁶⁷ Union des forces progressistes, *Plate-forme politique de l'UFP septembre 2004*, Op. Cit., p. 2.

²⁶⁸ Dans les sociétés contemporaines libérales basées sur la reconnaissance du pluralisme identitaire, il est de plus en plus difficile de rendre légitime un projet de société nationaliste basé essentiellement sur la reconnaissance ethno-culturelle, comme nous l'avons connu au Québec, particulièrement à travers le nationalisme canadien-français.

²⁶⁹ Dans son livre, *L'histoire en trop. La mauvaise conscience des souverainistes québécois*, Jacques Beauchemin affirme que la polarisation des débats sur la nation québécoise (nation civique vs nation ethnique) ont amené les souverainistes québécois à vouloir nier toute valeur ethnique dans la formation de leur identité nationale. La preuve étant que le « nous » discriminatoire de Jacques Parizeau en 1995, au moment du discours suivant la défaite du camp du « oui » au référendum, a été condamné par l'ensemble de la mouvance nationaliste au Québec.

sociologique : le peuple québécois constitue une nation et dispose de l'ensemble des droits découlant de ce statut. Tant et aussi longtemps que cette réalité ne sera pas pleinement et complètement reconnue, au delà des conjonctures, la solution indépendantiste à la question nationale restera non seulement pertinente et actuelle mais absolument nécessaire.²⁷⁰

Nous proposons de nous appuyer sur des principes incontournables: Le Québec forme une nation qui possède un droit inaliénable à l'autodétermination, sans ingérence de l'extérieur. Le Québec doit reconnaître ce même droit aux nations autochtones.²⁷¹

Comme ces extraits le démontrent, c'est par l'évocation du droit qu'il est possible de faire valoir la reconnaissance du Québec. La question de la nation chez la gauche contemporaine est davantage une lutte de reconnaissance constitutionnelle et juridique²⁷².

Femmes

Les droits et intérêts des femmes ont traditionnellement été défendus par des partis politiques progressistes²⁷³. C'est pourquoi il n'est pas surprenant de constater qu'il s'agit d'une notion dominante dans les trois sous-corpus.

²⁷⁰ Union des forces progressistes, *Effritement et recomposition du mouvement souverainiste québécois*, 2003, p. 5. [en ligne]
http://www.ufp.qc.ca/article_pdf.php3?id_article=672. Page consultée le 4 juin 2005.

²⁷¹ Option citoyenne, *Bien commun recherché*, Op. Cit., p. 73.

²⁷² Pour le Mouvement socialiste, ce n'est pas tant un besoin de reconnaissance formel qui guide leur action que l'émancipation des classes ouvrière et populaires, réalisable par l'autonomie nationale. À ce propos, on peut lire dans un passage du MS : « Aujourd'hui, face à l'État fédéral qui renouvelle ses attaques et qui menace toujours plus notre autodétermination et notre avenir collectif, et face au Parti québécois qui ne présente d'autre perspective que celle de gérer la crise économique et politique, il devient plus que jamais impérieux pour les forces vives de la nation, les classes ouvrière et populaires, de prendre en main la lutte de libération nationale et de la mener à son terme ». (Le Comité des cent, *Manifeste du Mouvement pour un Québec socialiste, indépendant, démocratique et pour l'égalité entre les hommes et les femmes*, Montréal, octobre, 1981, p. 10. Ce n'est donc pas l'auto-détermination nationale qui est revendiqué par le MS mais l'auto-détermination des classes ouvrière et populaires à l'intérieur de la nation.

²⁷³ Quoique plusieurs exceptions existent. Le parti communiste ouvrier (PCO) (parti marxiste-léniniste qui a eu une certaine importance au Québec au tournant des années 1980) qui voyait dans le mouvement de libération autonome des femmes une menace à l'unité de la classe ouvrière pouvant détourner de l'enjeu essentiel, la lutte des classes, en est un exemple. C'est sans compter également les nombreux partis politiques progressistes qui entretiennent essentiellement une position de façade en faveur des luttes féministes.

Au Mouvement socialiste, la question des femmes est comprise globalement en rapport avec le capitalisme. Pour le MS, il y a un lien clair à établir entre le capitalisme et le patriarcat.

Pourtant, les luttes et critiques féministes de ces dernières décennies ont bien démontré que dans l'histoire vivante des femmes, les situations quotidiennes d'oppression et de domination ne sont ni théoriques, ni circonscrites, à quelques lieux qu'il suffirait d'investir. Que "l'entrepreneurship au féminin", par exemple, ne règle pas plus les problèmes de la sphère domestique, que l'égalité de partage des tâches au sein du couple ne règle les problèmes de l'industrie de la pornographie. Que le capitalisme et le patriarcat sont frères jumeaux. Que la dépendance imposée aux femmes est autant culturelle que politique et économique. Que les femmes se voient imposer le même type d'impuissance que les classes ouvrière et populaires de choisir et de contrôler leur part de la stratégie de développement.²⁷⁴

La gauche contemporaine traite plutôt la lutte des femmes dans une perspective citoyenne, comme un mouvement de reconnaissance de droits et contre toute discrimination. En voici quelques exemples :

L'importante bataille pour que les femmes deviennent enfin des citoyennes à part entière est loin d'être gagnée.²⁷⁵

Le principe de la reconnaissance fondamentale du droit des femmes à leur autonomie et à leur citoyenneté permet justement de s'attaquer de front à cet ensemble d'inégalités.²⁷⁶

Une révolution féministe qui a enfin amené des femmes dans l'espace public et qui a donné aux hommes et aux femmes des droits juridiques égaux.²⁷⁷

À l'Option citoyenne, on remarque que la question des femmes interpelle les rapports de pouvoir dans la société. Le discours est plus radical et la cause est systémique : le patriarcat.

La question des femmes traverse donc chaque enjeu sur lequel se prononce un parti de gauche inspiré du féminisme. Là où il y a discrimination, le parti propose

²⁷⁴ Mouvement socialiste, *Rapport du groupe de travail sur la question nationale*, Op. Cit., p. 13.

²⁷⁵ Union des forces progressistes, *Préambule*, Op. Cit., p. 3.

²⁷⁶ Union des forces progressistes, *Pour une politique familiale féministe*, Op. Cit., p. 15.

²⁷⁷ Option citoyenne, *Bien commun recherché*, Op. Cit., p. 32.

des mesures spécifiques permettant d'éliminer les inégalités persistantes. Plus largement, il remet en question le système patriarcal, c'est-à-dire l'ensemble des valeurs, des pratiques et des structures qui accordent plus de pouvoir aux hommes dans la société.²⁷⁸

En plus de reconnaître que les conditions de pouvoir des femmes sont liées à un système qu'elle dénonce, le patriarcat, la gauche contemporaine avance que les femmes souffrent d'oppression et d'exploitation.

L'oppression et l'exploitation sont des phénomènes répandus ; la résistance doit donc être universelle. Divers mouvements incarnent cette résistance depuis une quinzaine d'années : le mouvement des femmes qui lutte pour l'égalité et dont la Marche mondiale des femmes entreprise à l'initiative des Québécoises a été un moment fort.²⁷⁹

Comme l'extrait cité vient de le montrer, la nouvelle mouvance de gauche donne son appui dans sa lutte au mouvement des femmes. D'autres passages traitent de cette résistance. En voici un exemple :

Des mouvements sociaux dénoncent la dérive néolibérale. Dans tous les secteurs, culture ou environnement, syndicats, organismes communautaires ou groupes de femmes, l'heure est à la mobilisation, à la revendication, à la réflexion et à la solidarité.²⁸⁰

Environnement

L'environnement est manifestement une catégorie sociale prépondérante pour la nouvelle mouvance de gauche au Québec. L'arrivée de ce nouvel acteur, il faut le dire, est symptomatique d'une nouvelle réalité sociale. Nous l'avons déjà souligné précédemment, la crise environnementale se traduit par un large mouvement de contestation dans les sociétés contemporaines. Option citoyenne et l'Union des forces progressistes s'inscrivent dans cette démarche. Pour les deux formations

²⁷⁸ Option citoyenne, *Économie*, 2004, p. 1. [en ligne]
http://www.optioncitoyenne.ca/pdf/orientations/orientations_economie.pdf. Page consultée le 6 janvier 2006.

²⁷⁹ Union des forces progressistes, *Préambule*, *Op. Cit.*, p. 6.

²⁸⁰ Option citoyenne, *Bien commun recherché*, *Op. Cit.*, p. 31.

politiques, les causes de la crise environnementale sont principalement d'ordre économique.

Nous assistons à une importante prise de conscience : la crise environnementale prend racine dans les mêmes conditions économiques que celles qui engendrent la crise sociale. L'urgence est donc tant sociale qu'écologique. L'UFP est née de cette urgence. Celle de construire, sur le terrain politique québécois, une alternative progressiste, pacifiste, féministe et écologiste crédible.²⁸¹

Notre environnement est menacé par des choix économiques et politiques à courte vue, car les profits l'exigent. En clair, les dirigeants économiques font la pluie et le beau temps sur cette planète et les dirigeants politiques applaudissent ou protestent mollement quand la situation devient par trop intolérable.²⁸²

L'environnement est une autre victime des rapports économiques, au même titre que les personnes pauvres envers lesquelles le discours de la gauche contemporaine manifeste une préoccupation particulière. La remise en question des rapports économiques ne débouche toutefois pas pour la gauche contemporaine sur une remise en question du mode de production capitaliste. Nous commençons à voir ici une constante dans le discours de la nouvelle gauche contemporaine : l'importance de la responsabilité citoyenne. On ne nie pas les conséquences du mode de développement et des rapports économiques sur l'environnement, mais la dégradation de l'environnement est également grandement redevable d'une responsabilité citoyenne qui fait défaut.

Je crois que l'État doit s'appuyer sur la responsabilité citoyenne de chacune et chacun : nous sommes tous et toutes responsables, par exemple, de l'avenir de l'environnement.²⁸³

Dans le discours du Mouvement socialiste, on affirme la nécessité d'un nouveau type de société, le socialisme, pour faire face réellement au défi environnemental, pour redéfinir les rapports de l'humanité à la nature, comme le montrent les passagés suivants :

²⁸¹ Union des forces progressistes, *Préambule*, *Op. Cit.*, p. 1.

²⁸² Option citoyenne, *Bien commun recherché*, *Op. Cit.*, p. 28.

²⁸³ *Ibid.*, p. 16.

Pour le Mouvement socialiste, s'il ne s'agit pas de créer un nouveau marché pour la gestion des déchets et des désastres. Il s'agit plutôt de s'attaquer globalement aux causes fondamentales inscrites dans le mode de production capitaliste et dans les structures de pouvoir.²⁸⁴

Notons enfin que le socialisme tel que nous l'envisageons pour notre société, implique une redéfinition des rapports de l'homme à son milieu, à son habitat, à son environnement, à son territoire. Il faut arracher le développement de nos espaces vitaux des mains des spéculateurs, à la ville et à la campagne. Il faut mettre un arrêt à la dégradation accélérée de notre milieu de vie, de nos milieux de travail, de nos lieux de loisirs et de récréation. Il faut que le peuple québécois lui-même soit en mesure d'imposer les modes d'organisation de sa propre vie, avec l'aide de son Etat et de son gouvernement.²⁸⁵

*Travailleurs*²⁸⁶

Dans le projet politique du Mouvement socialiste, il est incontestable que les travailleurs tiennent un rôle prédominant. Faisant partie des classes ouvrière et populaires, les travailleurs ne représentent pas simplement une catégorie sociale pour le MS mais participent à un mouvement plus large d'organisation politique.

Pour notre part, nous croyons que les conditions se prêtent maintenant à une relance de l'organisation politique des travailleurs québécois, qui en ont assez d'être à la remorque d'options et d'organisations constituées par et pour d'autres intérêts que les leurs.²⁸⁷

Il est manifeste que le MS privilégie une conception marxiste de la réalité sociale lorsque nous étudions la problématique des travailleurs dans son discours. À cet égard, l'extrait suivant présente de manière convaincante l'adhésion du MS à la thèse de l'antagonisme social « travailleur-capitaliste ».

²⁸⁴ Mouvement socialiste, *Écologie et socialisme*, Montréal, 1988, p. 1.

²⁸⁵ Lucie Dagenais, Marcel Pépin, Jacques Dofny et al., *Appel pour un Québec socialiste, démocratique, indépendant*, Op. Cit., p. 3.

²⁸⁶ Il est à noter que *travailleurs* est pratiquement constamment utilisé avec son pendant féminin *travailleuses* dans le discours des trois sous-corpus.

²⁸⁷ Lucie Dagenais, Marcel Pépin, Jacques Dofny et al., *Appel pour un Québec socialiste, démocratique, indépendant*, Op. Cit., p. 6.

D'autre part, l'immense majorité de la population, les classes ouvrière et populaires, les travailleuses et les travailleurs qui ne contrôlent et ne possèdent rien sinon quelques biens personnels et surtout leur force de travail, leurs capacités physiques et intellectuelles, leur expérience et leurs connaissances, leur temps, qu'ils sont obligés de vendre aux capitalistes pour gagner leur vie. En échange d'un salaire, ils mettent en oeuvre ces moyens de production et d'échange qui, sans leur travail, ne valent rien.²⁸⁸

Face à ce constat qui pose le travail et le mode de production capitaliste au centre de l'organisation sociale, le MS propose un projet de société basé sur la socialisation du travail par les travailleurs.

Ce n'est ni une minorité de capitalistes se cachant derrière de pseudo-lois du marché, ni une minorité de technocrates et de ministres se couvrant du voile mystérieux de leurs expertises, mais l'ensemble du peuple travailleur qui doit décider, à travers des mécanismes démocratiques qu'il faudra élaborer collectivement, des besoins qu'il faut satisfaire, des objectifs de la production, de ce qui est importé et de ce qui est exporté, de l'allocation des ressources entre les secteurs et les régions, de la répartition de la production entre les biens de consommation et les services, de la quantité et de la qualité de ces biens et services, de la répartition de la richesse, des choix dans le domaine de l'énergie, des orientations du développement, bref de l'ensemble de ces décisions qui, plus que toutes autres, déterminent les conditions de vie et de travail.²⁸⁹

Par ailleurs, la socialisation de l'économie ne peut se réaliser uniquement par la planification, aussi démocratique soit-elle. Elle doit se concrétiser dans une transformation radicale de la division et de l'organisation du travail. Les travailleurs et les travailleuses doivent avoir un contrôle réel sur leur travail et sur la manière dont il est organisé; ce qui implique entre autres, une adaptation de la taille des entreprises, un contrôle sur les changements technologiques et une intégration de la conception et de l'exécution du travail permettant aux travailleurs et aux travailleuses non seulement de se donner des conditions de travail saines et sécuritaires mais d'en transformer le contenu même.²⁹⁰

Par conséquent, les travailleurs ont une responsabilité sociale dans le discours du MS, celle de mener la société au socialisme, notamment par la « socialisation de l'économie ». Ils sont ainsi les principaux acteurs du changement social dans le projet de société du MS.

²⁸⁸ Le Comité des cent, *Manifeste du Mouvement pour un Québec socialiste, indépendant, démocratique et pour l'égalité entre les hommes et les femmes*, Op. Cit., p. 6.

²⁸⁹ *Ibid.*, p. 16.

²⁹⁰ *Ibid.*, p. 17.

Dans le discours d'Option citoyenne, on retrouve certes une critique du système « productiviste » qui consiste à mettre en lumière les effets délétères du néolibéralisme pour les travailleurs.

Nous rejetons notre système productiviste à courte vue, néolibéral, basé sur l'exploitation sans fin de ressources qui ne sont pas infinies. Ce système est aussi fondé, d'une part, sur l'exploitation de travailleuses et de travailleurs à qui on impose des cadences infernales, des horaires impossibles et, souvent, des revenus parfaitement indécents et d'autre part, sur le chômage et l'exclusion sociale. Tout cela pour générer des profits maximums.²⁹¹

Or, les travailleurs ne jouent pas le même rôle émancipateur et libérateur que nous trouvons chez le Mouvement socialiste. On observe plutôt dans le discours d'OC et de l'UFP une forte inclinaison à promouvoir la participation des travailleurs et la démocratisation des milieux de travail comme l'illustrent ces deux extraits :

Quel que soit le secteur de l'économie, notre objectif sera de renforcer le contrôle collectif de la population sur les décisions économiques qui la concernent et au sein même des entreprises. Les diverses formes d'organisation des travailleuses et des travailleurs, avec ou sans emploi, doivent être pleinement reconnues et soutenues. Les combats syndicaux en faveur de la démocratisation des lieux de travail, de la syndicalisation d'une plus large partie de la population et de la défense du droit de grève s'inscrivent dans cette volonté de contrôle collectif.²⁹²

L'élargissement de la démocratie passe aussi par la réforme des instruments qui soutiennent notre vie démocratique : la décentralisation et l'autonomie des médias d'information ; un système d'éducation ouvert à l'exercice et à la participation démocratiques ; des mesures favorisant des interventions par les travailleurs et les travailleuses tant sur le développement économique général que dans leurs milieux de travail respectifs.²⁹³

Sinon, le discours de la gauche contemporaine en ce qui concerne les travailleurs, à l'instar d'autres acteurs sociaux comme les femmes ou les populations, est davantage axé sur la défense de droits de manière à prévenir les discriminations ou les injustices.

²⁹¹ Option citoyenne, *Vision fondatrice*, Op. Cit., p. 1.

²⁹² Option citoyenne, *Économie*, Op. Cit., p. 4.

²⁹³ Union des forces progressistes, *Préambule*, Op. Cit., p. 4.

6.2.4 Conclusion de la section sur les rapports sociaux

À la fin de cette section qui traite de la conception des rapports sociaux chez les organisations politiques étudiées, nous retenons quelques conclusions. D'abord, la thèse voulant que le discours du Mouvement socialiste ait une conception marxiste des rapports sociaux se confirme. La prééminence de la notion de classe, liée à la présence du mode de production capitaliste, est manifeste dans le discours du MS. On ne néglige pas pour autant les notions de *citoyens* et de *population*, mais celles-ci sont néanmoins noyées dans le discours par les références à la bourgeoisie, aux classes ouvrière et populaires et à la classe capitaliste. Il s'agit des principaux acteurs sociaux du discours du Mouvement socialiste. Toute la conception des rapports sociaux du MS est structurée par cette analyse de classes. C'est une société traversée d'un profond antagonisme social que dépeint le discours du Mouvement socialiste.

Dans le discours de la nouvelle mouvance de gauche, on retrouve une conception citoyenne des rapports sociaux. Le respect, l'égalité et la dignité des citoyens sont assurés par des droits qui se retrouvent notamment dans les législations et constitutions de chaque État. La référence à l'antagonisme social est pratiquement inexistante dans le discours de la gauche contemporaine ; existent essentiellement des problèmes liés à une mauvaise réalisation de la démocratie et des inégalités sociales résultant d'un système « productiviste » et néolibéral.

Nous retrouvons également dans le discours d'OC et de l'UFP une préoccupation importante pour la condition et les droits des personnes démunies. Pour Option citoyenne et l'Union des forces progressiste, la pauvreté est une atteinte à la dignité humaine. En ce sens, OC et l'UFP tentent de promouvoir particulièrement les intérêts des moins bien nantis. Pour la gauche contemporaine, tous les citoyens devraient pouvoir jouir des avantages tirées de l'accumulation et du développement économique à travers des conditions minimales assurant la dignité

humaine. Quant à lui, le Mouvement socialiste s'oppose plus clairement et plus radicalement à ce système d'accumulation basé sur l'exploitation et la domination des classes ouvrière et populaires.

La conception de la nation a aussi révélé des différences entre le Mouvement socialiste et la mouvance de la gauche contemporaine. Nous avons observé que les discours de l'UFP et d'OC étaient davantage concernés par la définition de la nation et de son droit à l'autodétermination, alors que le Mouvement socialiste proposait un discours qui portait plutôt sur la dimension de la « libération » nationale.

En dernier lieu, soulevons l'originalité du discours de la mouvance de gauche contemporaine en rapport avec la question environnementale liée à la présence de deux nouvelles catégories environnement et planète.

CONCLUSION

Avant de passer concrètement à la vérification des hypothèses et à la conclusion finale de ce travail, nous proposons de revoir les principales étapes qui ont marqué cette recherche. Notre intérêt s'est premièrement porté sur le passage du providentialisme au néolibéralisme dans les sociétés contemporaines. Cette transition à une nouvelle forme de régulation, qui se manifeste principalement par le primat de la logique économique sur la régulation politique, a eu pour importante conséquence d'altérer le projet de la modernité politique. Ce phénomène est notamment observable par une transformation du rapport du citoyen à la nation. Le projet de vivre-ensemble, politisé par la dynamique citoyen-nation dans la modernité, se voit maintenant dé-politisé par les effets de la soumission de la régulation politique à la logique économique, qui échappe dans une large mesure au contrôle et à l'agir des États-nation.

Partant de cette problématique, nous nous sommes questionné à propos de la transformation du discours politique de la gauche québécoise, suite au passage du providentialisme au néolibéralisme. Le discours politique de la nouvelle mouvance de gauche, qui s'oppose à cette logique économique omnipotente, nous intéresse en ce sens qu'il témoigne de la résistance à cette nouvelle forme de régulation. Afin de répondre à notre question de recherche, nous avons privilégié la comparaison afin de mettre à jour l'évolution de la transformation du discours. Le discours du Mouvement socialiste, parti politique évoluant durant la période providentialiste, a été comparé au discours de la nouvelle mouvance de gauche, représentée jusqu'à tout récemment au Québec par le parti Union des forces progressistes et le mouvement Option citoyenne. Nous avons tenté plus spécifiquement de vérifier si les différences entre le discours de la gauche

contemporaine et celui du MS, en ce qui concerne leur conception des valeurs et des rapports sociaux, étaient tributaires de la mutation de la régulation politique.

Pour ce faire, nous avons procédé à une analyse assisté par ordinateur de nos corpus de recherche, appuyé des logiciels SATO et NVIVO. Finalement, nous avons présenté les résultats de notre analyse en deux parties, la première traitant des analyseurs distance et la deuxième, de l'analyse de contenu.

PREMIÈRE HYPOTHÈSE

Nous avons avancé comme première hypothèse que la mutation de la modernité, engendrée par la montée du néolibéralisme et le déclin du providentialisme, a transformé le discours de la gauche au Québec. Les observations que nous avons effectuées lors des deux derniers chapitres confirment cette hypothèse.

À cet effet, rappelons d'abord les profondes différences que nous avons mises à jour entre le discours du Mouvement socialiste et celui de la nouvelle mouvance de gauche. Si ces différences ne confirment pas en soi que le passage du providentialisme au néolibéralisme a transformé le discours de la gauche, elles prouvent toutefois qu'il y a bel et bien eu transformation du discours. L'examen plus détaillé de ces différences permet de démontrer ce que nous avançons dans cette première hypothèse.

La gauche contemporaine fait une place relativement importante dans son discours à la question du néolibéralisme et de la mondialisation. Bien que nous n'ayons pas traité directement de ces notions dans l'analyse de contenu du discours d'OC et de l'UFP, plusieurs passages que nous avons cités ou dont nous avons fait mention traitent des manifestations du néolibéralisme et de la mondialisation. La présence de ces thèmes montre que la nouvelle mouvance de gauche articule un discours sur

les transformations structurantes des sociétés contemporaines. En ce sens, il y a bien transformation du discours de la gauche à la suite du passage du providentialisme au néolibéralisme. Il faut par ailleurs noter que le discours de la nouvelle mouvance de gauche, au contraire de celui du Mouvement socialiste, traite essentiellement du néolibéralisme et de la mondialisation plutôt que du capitalisme lorsqu'il réfère à la logique et aux structures économiques. Ce passage, d'un discours sur le capitalisme à un discours sur la mondialisation néolibérale, constitue clairement une transformation du discours de la gauche attribuable à l'affirmation de la régulation néolibérale.

D'autres écarts significatifs, entre le discours du MS et celui de la gauche contemporaine, sont aussi à noter. Alors que le MS privilégie une conception des rapports sociaux en termes de classes sociales, la nouvelle mouvance de gauche les appréhende de manière plus neutre et différenciée, notamment à travers la notion de *personnes* et la préoccupation marquée pour les droits des pauvres. Ainsi, à l'opposé de l'analyse de classe du MS qui permet de saisir la composition sociale à travers des catégories larges²⁹⁴, la gauche contemporaine cherche à refléter et reconnaître la diversité des identités et le particularisme de certaines conditions. Elle fait donc écho à l'éclatement identitaire contemporain et à la fragmentation de la communauté politique. Cette différence entre le MS et la gauche contemporaine est donc significative d'une transformation du discours de la gauche québécoise attribuable au passage du providentialisme au néolibéralisme.

Le discours de la gauche contemporaine sur l'épanouissement marque également une différence importante avec le discours du MS, significative d'une transformation du discours de la gauche québécoise. Nous avons montré que la gauche contemporaine associe la recherche du bien commun à la notion d'épanouissement. De son côté, le Mouvement socialiste place au cœur de son

²⁹⁴ Comme plusieurs passages de ses textes l'expriment, le MS avance que les classes populaires et ouvrière forment l'immense majorité de la population. C'est donc dire à quel point cette catégorie sociale a un caractère englobant.

projet politique la libération des classes ouvrière et populaires. Ce passage, d'un discours sur la libération à un discours sur l'épanouissement, participe à la confirmation de notre première hypothèse. Alors que la libération est fondamentalement liée à un projet d'émancipation des acteurs et donc, plus largement, au projet de la modernité²⁹⁵, l'épanouissement nous semble plus associé à une quête du bonheur et de l'authenticité individuelle. Bien qu'elle soit donc également liée au projet moderne²⁹⁶, la recherche de l'épanouissement nous apparaît beaucoup moins politique. Si la libération est associée à la sphère publique et au politique, l'épanouissement est beaucoup plus fondamentalement lié à la sphère privée. En ce sens, le passage d'un discours sur la libération à un discours sur l'épanouissement chez la gauche québécoise reflète, en partie, le processus d'individualisation accéléré, typique de la restructuration du lien social dans la régulation néolibérale²⁹⁷.

Enfin, l'importance accordée au thème de l'environnement et à la notion de *planète* dans le discours de la nouvelle mouvance de gauche porte également la marque du passage du providentialisme au néolibéralisme. Comme nous l'avons déjà mentionné, la régulation politique providentialiste s'affirme au sein d'un espace national. L'émergence d'une « conscience planétaire » chez la gauche contemporaine, qui se manifeste particulièrement à travers l'articulation d'enjeux

²⁹⁵ Le projet politique de la modernité consiste à mettre en place les conditions permettant l'émancipation de l'individu, citoyens d'un État nation, par l'aménagement politique (démocratique) de la société. C'est l'idée que Beauchemin avance lorsqu'il écrit : « Le projet politique de la modernité a résidé dans l'ouverture à l'émancipation des acteurs (et donc dans la « politisation » d'un idéal de liberté) [...] » (Beauchemin p. 18) En ce sens, le discours du Mouvement socialiste nous apparaît comme résolument moderne puisqu'il défend un projet de libération à l'origine du projet politique de la modernité.

²⁹⁶ À ce propos, Charles Taylor écrit : « L'éthique de l'authenticité, relativement récente, appartient à la culture moderne ». (*Grandeur et misère* p. 39.)

²⁹⁷ Dans un même ordre d'idée, l'insistance de la gauche contemporaine sur la reconnaissance des droits dans le cadre des chartes nous apparaît répondre, dans une certaine mesure, au procès de judiciarisation, lui aussi associé à la reconfiguration du lien social résultant du passage au néolibéralisme.

environnementaux, s'inscrit donc dans le cadre de la régulation néolibérale, qui prend forme dans un « espace multi-dimensionnel, excentré et mondialisé »²⁹⁸.

DEUXIÈME HYPOTHÈSE

Notre deuxième hypothèse voulait que la résistance au néolibéralisme se traduise chez la gauche contemporaine par la ré-affirmation des valeurs providentialistes et le développement d'un discours dominé par les dimensions éthiques du vivre-ensemble. Les résultats que nous avons présentés au chapitre V et VI confirment cette hypothèse, mais en y apportant toutefois quelques nuances.

Comme nous avons pu le démontrer, la nouvelle mouvance de gauche recourt abondamment aux valeurs dans son discours. Celles-ci sont principalement représentées par les notions de solidarité, de bien commun et de justice sociale, valeurs fondatrices de la régulation providentialiste. Ces valeurs jettent les bases du projet éthique qui soutient le projet social et politique de la gauche contemporaine. Pour l'Union des forces progressistes et Option citoyenne, la principale façon de résister aux effets délétères du néolibéralisme consiste à valoriser la poursuite du bien commun et de la justice sociale, valeurs qui doivent dominer dans l'organisation sociale, politique et économique de la société. En d'autres mots, la nouvelle mouvance de gauche vise à humaniser le capitalisme²⁹⁹ par l'affirmation et la concrétisation des valeurs qui ont guidé la formation de la société providentialiste. En ce sens, la position de la gauche contemporaine,

²⁹⁸ Incorporation, p. 11

²⁹⁹ Bien que la gauche contemporaine ne traite que peu du capitalisme, son opposition au néolibéralisme à l'ensemble de son projet politique nous apparaît s'inscrire dans une perspective de « capitalisme à visage humain ».

contrairement à celle du Mouvement socialiste, s'inscrit dans une perspective « d'entrée dans l'institution » plutôt que de « critique de l'institution »³⁰⁰.

La gauche contemporaine fait elle aussi appel à l'intervention de l'État, autre élément de son discours politique qui confirme en partie notre seconde hypothèse. Dans la société providentialiste, c'est l'État qui participe à l'édification des valeurs sociales, de sorte que la responsabilité du projet éthique lui incombe au premier chef. Il doit aussi assurer la sécurité sociale et favoriser l'égalité des chances, notamment à travers la redistribution de la richesse. Cette valorisation du rôle de l'État, comme gardien des valeurs constituant le fondement éthique du projet de société de la nouvelle mouvance de gauche, constitue la réponse d'OC et de l'UFP au néolibéralisme.

En ce sens, on pourrait penser que le discours de la nouvelle mouvance de gauche manifeste une certaine nostalgie à l'égard de la société providentialiste. Toutefois, tout un pan du discours de la gauche contemporaine témoigne d'une certaine méfiance à l'endroit de la monopolisation du pouvoir propre à l'État-providence. Ainsi, plusieurs éléments des discours d'Option citoyenne et de l'Union des forces progressistes s'inscrivent dans une valorisation de la participation citoyenne et de l'autonomie des régions et des groupes communautaires, entre autres. Appuyé par les notions de responsabilité citoyenne et d'autonomie, le discours de la gauche contemporaine semble vouloir se prémunir de l'État « centralisateur », ou de ce que nous qualifierions d'État « paternaliste ». La préoccupation marquée de la gauche contemporaine pour le renouvellement des institutions démocratiques et la réforme du mode de scrutin illustrent également

³⁰⁰ À ce propos Jacques Beauchemin, reprenant une idée de Gilles Bourque, écrit : « Il est ainsi significatif que nous soyons passés d'une critique de l'institution à une critique de l'entrée dans l'institution. Cela signifie que des luttes sociales, portant sur les conditions d'accès au système de places que régule l'institution, se sont substituées à la critique de l'institution en tant que pouvoir ». (p.18) D'où l'importance du thème de la reconnaissance

ce désir de ne pas voir la ré-affirmation de l'intervention de l'État se faire au détriment de l'autonomie citoyenne.

Si ce constat semble infirmer la première partie de notre seconde hypothèse, il confirme toutefois sa deuxième partie relative au développement d'un discours dominé par les dimensions éthiques du vivre-ensemble. Comme nous l'avons montré, le discours de la gauche contemporaine fait une place importante aux valeurs de solidarité, de bien commun et de justice qui constituent le fondement éthique de son projet de société, de son projet de « vivre-ensemble ». Mais d'autres valeurs, celles-là même qui apparaissent remettre en question le « retour » au discours providentialiste, font aussi partie du socle éthique de ce projet de « vivre-ensemble ». Ces valeurs — la responsabilité citoyenne, la participation citoyenne, le respect de l'autonomie des groupes et des communautés — s'inscrivent dans une perspective de renouvellement de la démocratie et dans une vision des rapports des citoyens à la société qui est partie prenante du projet social et politique mis de l'avant par la gauche québécoise contemporaine.

Au-delà de la vérification de nos hypothèses de recherche, cette étude nous a permis de mettre au jour d'autres éléments d'analyse importants, dont la conception des rapports sociaux des trois formations politiques. L'abandon d'une analyse de classe basée sur la reconnaissance d'un antagonisme social, inhérent à la société capitaliste, par la gauche contemporaine constitue certainement le constat le plus saisissant de ce travail de recherche. Au-delà du passage à la régulation néolibérale, d'autres facteurs peuvent expliquer la transformation du discours de la gauche québécoise allant dans le sens d'un abandon de l'analyse de classe. La chute des régimes socialistes, qui ont représentés pendant plus de soixante-dix ans une alternative concrète et vécue au capitalisme et dont

et des droits, particulièrement pour les plus démunis, dans le discours de la gauche

l'existence a contribué à la pérennité d'un discours de gauche, d'un projet de « vivre-ensemble », axé sur le dépassement du capitalisme, a certainement eu un impact majeur sur le discours de la gauche. Malgré ses limites, nous pensons que ce travail constitue une contribution à la compréhension des transformations récentes de la gauche et qu'il apporte un éclairage original sur le renouvellement de son discours.

BIBLIOGRAPHIE

Akoun, André et Pierre Ansart (dir.). 1999. *Dictionnaire de sociologie*, Collection Dictionnaires Le Robert / Seuil, Le Robert, Seuil, 126 p.

Armony, Victor et Jules Duchastel. 1995. « La catégorisation socio-sémantique », In *Actes des troisièmes journées internationales d'analyse statistiques de données textuelles*. Rome, CISU, pp. 193-200.

Beauchemin, Jacques. 1992. *Analyse du discours politique duplessiste : Les aspects éthiques de la régulation dans les discours du trône, électoral, législatif et constitutionnel de l'union nationale, de 1944 à 1960*, 2 volumes, Montréal, Université du Québec à Montréal, 1992.

Beauchemin, Jacques, Gilles Bourque et Jules Duchastel. 1995. « Du providentialisme au néolibéralisme : de Marsh à Axworthy. Un nouveau discours de légitimation de la régulation sociale » In *L'État dans la tourmente*, *Cahiers de recherche sociologique*, n° 24, pp. 15-47.

Beauchemin, Jacques. 1999. « Présentation » In *Le politique en otage*, *Cahier de recherche sociologique*, n° 32, pp. 5-12.

Beauchemin, Jacques. 2004. *La société des identités. Éthique et politique dans le monde contemporain*. Montréal, Athéna, 184 p.

Beaud, Michel et Gilles Dostaler. 1993. *La pensée économique depuis Keynes*. Paris : Éditions du Seuil, 608 p.

Bellerose, Charles. 1997. *Transformation de l'éthique et du politique dans le néolibéralisme : analyse du rapport finale de la Commission Royale d'enquête sur les nouvelles techniques de reproduction*, Montréal, Université du Québec à Montréal, 285 p.

Boismenu, Gérard. 1981. *Le Duplessisme*. Montréal : PUM, 433 p.

Bourdon, Sylvain et Frédéric Deschenaux. 2005. *Introduction à l'analyse qualitative informatisée à l'aide du logiciel QSR Nvivo 2.0*, Les cahiers pédagogiques de l'Association pour la recherche qualitative, 45 p.

Bourque, Gilles. 2004. « Prolégomènes à l'analyse des transformations de la régulation politique au Québec ». In *La régulation néolibérale. Crise ou ajustement ?*, sous la dir. de Raphaël Canet et Jules Duchastel, Montréal, Athéna éditions, pp. 363 à 388.

Bourque, Gilles et Gilles Dostaler. 1980. *Socialisme et indépendance*, Montréal, Éditions du Boréal Express, 224 p.

Bourque, Gilles et Jules Duchastel. 1996. *L'identité fragmentée*, Québec, Fides, 350 p.

Bourque, Gilles, Jules Duchastel et Éric Pineault. 1999. « L'incorporation de la citoyenneté ». *Sociologie et sociétés*, vol. XXXI, n° 2, automne, 31 p. [en ligne] <http://www.erudit.org/revue/socsoc/1999/v31/n2/001091ar.html>

Bourque, Gilles et Jules Duchastel. 2001. « La souveraineté n'est plus le monopole de l'État-nation ». *Le Devoir*, 26 mai.

Bourque, Gilles et Jules Duchastel. 1992. « Le discours politique néo-libéral et les transformations actuelles de l'État ». *Discours social/Social Discourse*, vol. 4, no 3-4, p. 77-95.

Bourque, Gilles et Jules Duchastel. 1995. « Texte, discours et idéologies ». *Revue Belge de Philologie et d'Histoire*, vol. 73, n° 3, , p. 605-619.

Carbonneau, Claudette. 2005. « Point de vue ». *À babord : revue sociale et politique*, n° 8, février-mars, p. 19.

Charest, Jean. 2003. *Discours inaugural du premier ministre du Québec, à l'occasion de l'inauguration de la 37^e législature*, 4 juin 2003 [en ligne] http://www.assnat.qc.ca/fra/37legislature1/Debats/journal/ch/030604.htm#_Toc42589682. Page consultée le 15 septembre 2006.

Daoust, François. 1996. *SATO (Système d'analyse de texte par ordinateur), Version 4.0, Manuel de référence*, Service d'analyse de texte par ordinateur (ATO), Université du Québec à Montréal, 256 p.

David, Françoise. 2004. *Bien commun recherché*. Montréal : Écosociété, 115 p.

de Sève, Nicole. 2005. « Chronologie des PPP ». *À babord : revue sociale et politique*, n° 8, février-mars, p. 17.

Denis, Roch. 1979. *Luttes de classe et question nationale au Québec 1948-1968 : 4^e partie*. Montréal : Les Presses socialistes internationales, 601 p.

1^{ère}, 2^e et 3^e parties [en ligne] http://classiques.uqac.ca/contemporains/denis_roch/luttes_de_classes_quest_nat/denis_luttes_classes_1.pdf. Page consultée le 15 octobre 2006.

4^e partie [en ligne]
http://classiques.uqac.ca/contemporains/denis_roch/luttes_de_classes_quest_nat/denis_luttes_classes_2.pdf. Page consultée le 15 octobre 2006.

Deschenaux, Frédéric et Sylvain Bourdon. 2005. *Introduction à l'analyse qualitative informatisée à l'aide du logiciel QSR Nvivo 2.0*, Les cahiers pédagogiques de l'Association pour la recherche qualitative, 45 p.

Dostaler, Gilles. 1998. « Néolibéralisme, keynésianisme et traditions libérales », *Cahiers d'épistémologie*, cahier n° 9803.

Dubuc, Alfred. 2000. *Sociétés industrielle et post-industrielle*, sous la dir. de Kevin Wilson et Danielle Charron, Québec, Télé-université, pp. 389-448.

Duchastel, Jules, Bourque, Gilles, Beauchemin, Jacques et Armony, Victor. 1993. « Espace du droit et de la communauté dans le discours constitutionnel canadien », dans *Les sciences du texte juridique: le droit saisi par l'ordinateur*, sous la dir. de Claude Thomasset, René Côté et Danièle Bourcier, Cowansville, Yvon Blais, p. 311-346.

Durand, Jean-Pierre. 1995. *La sociologie de Marx*, Paris, Collection Repères, La Découverte, 124 p.

Ewald, François. 1986. *L'Etat-providence*. Paris : Grasset, 612 p.

Fontan, Jean-Marc. 1997. « Mouvements sociaux et communautarisation du tissu social : l'enjeu du XXI^e siècle » In *Au-delà du néolibéralisme, quel rôle pour les mouvements sociaux?*, sous la dir. de Klein, Juan-Luis et al., Québec : Presse de l'Université du Québec, pp. 197-210.

Gauchet, Marcel. 2002. *La démocratie contre elle-même*. Paris : Gallimard, 420 p.

Gélinas, B., Jacques. 2003. *Le virage à droite des élites politiques québécoises*. Montréal, Éditions Écosociété, 247 p.

Gill, Louis. 2002. *Le néolibéralisme*, Montréal, Chaire d'études socio-économiques de l'UQAM, 84 p.

Harnecker, Marta. 2001. *La gauche à l'aube du XXI^e siècle : rendre possible l'impossible*, Outremont, Lanctôt, 402 p.

Hardt, Michael et Antonio Negri. 2004. *Multitude. Guerre et démocratie à l'âge de l'Empire*. Montréal, Éditions Boréal, 408 p.

Louise Lacour et al., 1995. *La méthodologie de la recherche en sciences*

humaines : une initiation par la pratique. Montréal, Éditions du Renouveau pédagogique, p.3.

Montaigne, Bernard, *Le mouvement socialiste au Québec, 1965-1970*, Montréal : Presses de l'Université du Québec, 1979, 133 p.

Nikonoff, Jacques. 2004. « Altermondialiste tout terrain ». *Manière de voir* n°75, Altermondialistes de tous les pays..., juin-juillet, 100 p.

Pelletier, Jacques. 2005. « 2005 : naissance d'une véritable alternative politique, à gauche? ». *Possibles*, Vol. 29, n° 1, hiver, p. 129-147.

Pineault, Éric. 1998. « La banque du Canada et la dissolution de l'État providence : élément pour une sociologie de la régulation monétaire ». mémoire de maîtrise, Montréal, Université du Québec à Montréal, 158 p.

Sommier, Isabelle. 2001. *Les nouveaux mouvements contestataires à l'heure de la mondialisation*. France : Flammarion, Coll. Dominos, 130 p.

Taylor, Charles. 1991. *Grandeur et misère de la modernité*, Québec, L'Essentiel, 154 p.

Taylor, Charles. 1998. *Les sources du moi. La formation de l'identité moderne*. Québec, Boréal, 650 p.

Venne, Michel. (dir.) 2000. *Penser la nation québécoise*. Montréal, Québec Amérique, 296 p.

BIBLIOGRAPHIE DES SOUS-CORPUS

Mouvement socialiste

Dagenais, Lucie, Marcel Pépin, Jacques Dofny *et all.* 1979. *Appel pour un Québec socialiste, démocratique, indépendant*, Montréal, 12 p.

Le Comité des cent. 1981. *Manifeste du Mouvement pour un Québec socialiste, indépendant, démocratique et pour l'égalité entre les hommes et les femmes*, Montréal, octobre, 46 p.

Mouvement socialiste. 1983. *La réforme du mode de scrutin, une nécessité*, Mémoire présenté par le Mouvement socialiste à la Commission de la représentation électorale, Montréal, 16 p.

Mouvement socialiste. 1984. *Le Mouvement socialiste et l'action politique*, Montréal, 11 p.

Mouvement socialiste. 1984. *État et démocratie, Rapport et propositions du groupe de travail sur l'État*, Montréal, 28 p.

Mouvement socialiste. 1984. *Rapport du groupe de travail sur la question nationale*, Montréal, 29 p.

Mouvement socialiste. 1984. *Indépendance, relations internationales et problèmes autochtones*, Montréal, mai, 10 p.

Mouvement socialiste. 1985. *Une alternative politique nouvelle et réalisable, Plate-forme politique*, Montréal, novembre, 12 p.

Mouvement socialiste. 1985. *Programme politique*, Montréal, 19 p.

Mouvement socialiste. 1986. *Pour ne pas compromettre l'avenir : la question constitutionnelle*, Québec, novembre, 3 p.

Mouvement socialiste. 1988. *Écologie et socialisme*, Montréal, 16 p.

Mouvement socialiste. 1988. *Révision de la loi électorale, Mémoire du Mouvement socialiste présenté à la commission parlementaire sur la révision de la loi électorale*, Montréal, août, 12 p.

Option citoyenne

David, Françoise. 2004. *Bien commun recherché*. Montréal : Écosociété, 115 p.

Option citoyenne. 2004. *Économie*, [en ligne]
http://www.optioncitoyenne.ca/pdf/orientations/orientations_economie.pdf.
 Page consultée le 6 janvier 2006.

Option citoyenne. 2004. *Féminisme*, [en ligne]
http://www.optioncitoyenne.ca/pdf/orientations/orientations_feminisme.pdf.
 Page consultée le 6 janvier 2006.

Option citoyenne. 2005. *Fonctionnement du futur parti novembre 2004 et avril 2005*, [en ligne]
http://www.optioncitoyenne.ca/pdf/orientations/orientations_fonctionnement.pdf.
 f. Page consultée le 6 janvier 2006.

Option citoyenne. 2005. *Fonctionnement du futur parti octobre 2005*, [en ligne]
http://www.optioncitoyenne.ca/pdf/rn2005-oct/rn2005-oct_statuts_adopte.pdf.
 Page consultée le 6 janvier 2006.

Option citoyenne. 2005. *Un Québec sans pauvreté*, [en ligne]
http://www.optioncitoyenne.ca/pdf/rn2005-oct/rn2005-oct_pauvrete_adopte.pdf. Page consultée le 6 janvier 2006.

Option citoyenne. 2005. *Vision fondatrice*, [en ligne]
http://www.optioncitoyenne.ca/pdf/rn2005/rn2005_final_vision_fondatrice.pdf.
 Page consultée le 15 juin 2005.

Option citoyenne. 2005. *Document de réflexion sur la question nationale*, [en ligne]
http://www.optioncitoyenne.ca/pdf/rn2005/rn2005_question_nationale.pdf. Page consultée le 15 juin 2005.

Option citoyenne. 2005. *Le bien commun et la question nationale*, [en ligne]
http://www.optioncitoyenne.ca/pdf/rn2005-oct/rn2005-oct_bc-qn_adopte.pdf.
 Page consultée le 6 janvier 2006.

Option citoyenne. 2005. *Fiscalité et finances publiques*, [en ligne]
http://www.optioncitoyenne.ca/pdf/rn2005-oct/rn2005-oct_fiscalite_adopte.pdf.
 Page consultée le 6 janvier 2006.

Option citoyenne. 2005. *Relations avec les peuples autochtones*,
http://www.optioncitoyenne.ca/pdf/rn2005/rn2005-2_question_autochtone.pdf.
 Page consultée le 6 janvier 2006.

Option citoyenne. 2005. *Pour une égalité réelle entre les hommes et les femmes*,
 Mémoire présentée à la commission parlementaire sur l'égalité entre les hommes
 et les femmes, [en ligne]
http://www.optioncitoyenne.ca/pdf/memoire_egalite_h-f_03-02-05.pdf. Page
 consultée le 10 juin 2006.

Option citoyenne et Union des forces progressistes. 2005. *Pour un véritable développement viable*, Mémoire conjoint présenté dans le cadre de la consultation
 publique sur le Plan de développement durable du Québec. [en ligne],
http://www.optioncitoyenne.ca/pdf/memoire_developpement_viable_02-05.pdf.
 Page consultée le 15 septembre 2005.

Union des forces progressistes

Union des forces progressistes. 2002. *Manifeste*, [en ligne] http://www.ufp.qc.ca/article_pdf.php3?id_article=102. Page consultée le 4 juin 2005.

Union des forces progressistes. 2002. *Enfin ! Un parti...* [en ligne] http://www.ufp.qc.ca/article_pdf.php3?id_article=38. Page consultée le 4 juin 2005.

Union des forces progressistes. 2003. *Effritement et recomposition du mouvement souverainiste québécois*, [en ligne] http://www.ufp.qc.ca/article_pdf.php3?id_article=672. Page consultée le 4 juin 2005.

Union des forces progressistes. 2004. *Préambule*, [en ligne] <http://www.ufp.qc.ca/article1113.html>. Page consultée le 4 juin 2005.

Union des forces progressistes. 2004. *Plate-forme politique de l'UFP septembre 2004*, [en ligne] <http://www.ufp.qc.ca/IMG/pdf/doc-11.pdf>. Consultée le 4 juin 2005.

Union des forces progressistes. 2005. *Mémoire de l'UFP sur la réforme des institutions démocratique*, [en ligne] http://www.ufp.qc.ca/article.php3?id_article=75. Page consultée le 15 septembre 2005.

Union des forces progressistes. 2005. *Une énergie propre pour demain*, Mémoire de l'UFP présentée à la Commission de l'économie et du travail, [en ligne] http://www.ufp.qc.ca/article.php3?id_article=1325. Page consultée le 15 septembre 2005.

Union des forces progressistes et Option citoyenne. 2005. *Pour un véritable développement viable*, Mémoire conjoint présenté dans le cadre de la consultation publique sur le Plan de développement durable du Québec. [en ligne], http://www.ufp.qc.ca/article.php3?id_article=1378. Page consultée le 15 septembre 2005.

Union des forces progressistes. 2005. *Une vraie proportionnelle, pour un renouveau démocratique au Québec*, Mémoire de l'UFP à la Commission spéciale de la loi électorale, [en ligne] http://www.ufp.qc.ca/IMG/pdf/UFP_a_la_CSLE.pdf. Page consultée le 15 septembre 2005.

Union des forces progressistes. 2005. *Pour une politique familiale féministe*, [en ligne] http://www.ufp.qc.ca/article_pdf.php3?id_article=1484. Page consultée le 4 janvier 2006.